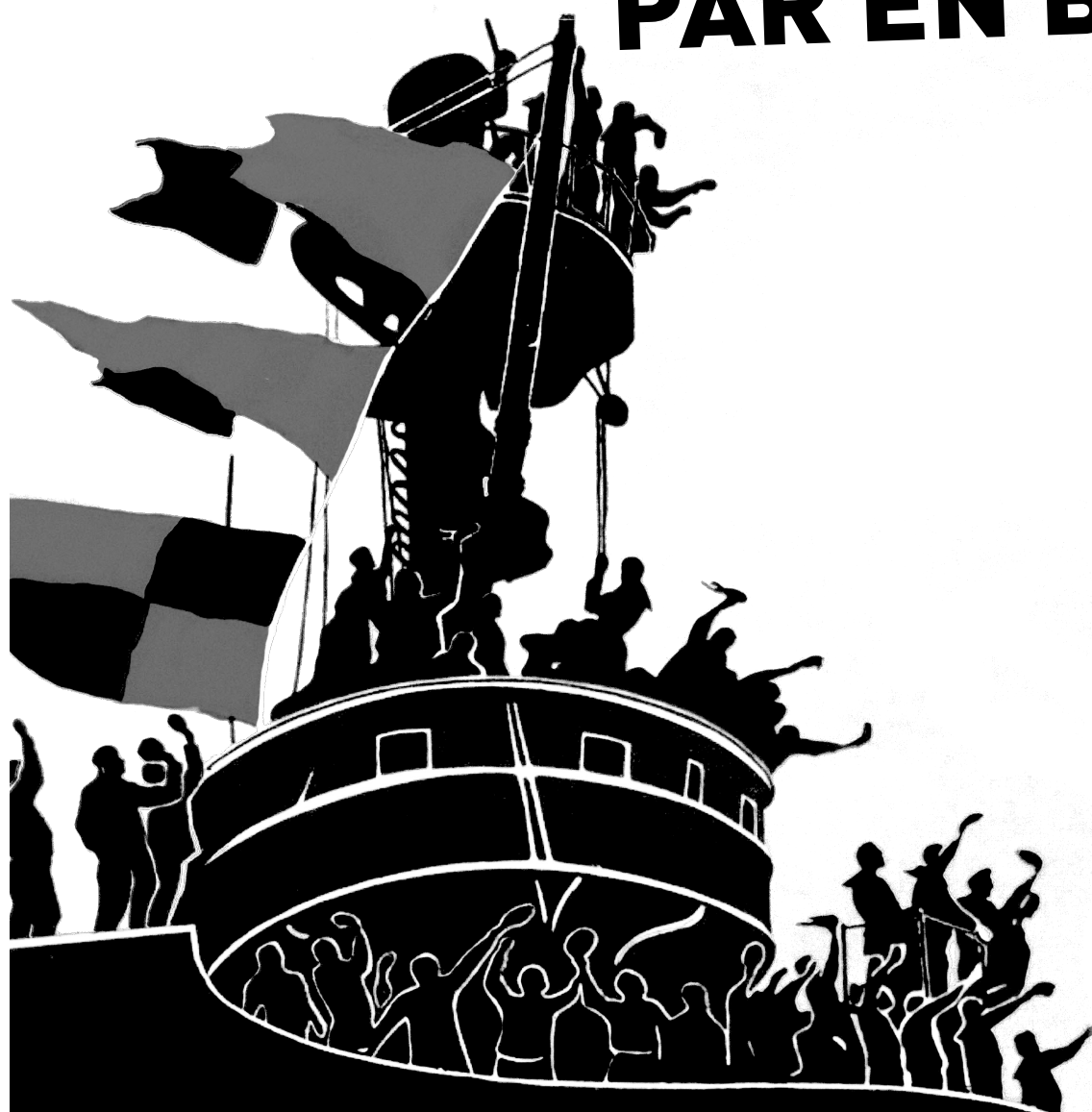




STRATÉGIES POUR UNE RÉVOLUTION PAR EN BAS



**LES BOUSSOLES
D'AUTONOMIE DE CLASSE**

QUI SOMMES NOUS ?

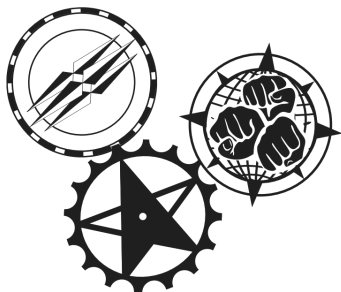
Autonomie de classe (A2C) est une organisation regroupant depuis 2016 des activistes investi·es dans des syndicats, des collectifs antiracistes et antifascistes, des collectifs féministes, antivaldistes, écologistes sur l'ensemble du territoire et qui se regroupent autour d'une stratégie révolutionnaire, celle de l'autonomie de classe.

Nous sommes des activistes qui refusons d'être des révolutionnaires sans révolution.

Nous nous reconnaissons comme marxistes dans le sens où nous pensons que la lutte de classe est toujours d'actualité, que l'émancipation des travailleur·ses sera l'œuvre des travailleur·ses elles et eux-mêmes. Cette lutte ne peut se résoudre que par une révolution menée par notre classe, donc par en-bas, par la base. Nous n'avons aucun espoir que l'Etat soit de notre côté, ni qu'il soit neutre ou modulable pour nos intérêts.

Articulation entre l'organisation et le mouvement

La révolution est une nécessité si nous voulons empêcher la guerre, le fascisme, l'écrasement successif et fatal de pans entiers de la population. Les intellectuels ne font que "penser" la révolution. Pourtant, la formation théorique est insuffisante si elle ne fait pas l'épreuve de la pratique, dans la lutte. Nous pensons ainsi que l'implication au sein d'organisations du mouvement n'est pas suffisante non plus pour avancer vers le renversement de la classe dirigeante, du capitalisme et des oppressions. D'où la nécessaire prise de recul pour formuler une stratégie, à partir des expériences vécues dans le mouvement.



CE QUI NOUS RASSEMBLE

Trajectoire du Capital

Comme d'autres, nous observons que le Capital a une trajectoire toujours plus raciste, autoritaire et antisociale, et que les Etats s'affrontent de plus en plus pour défendre les intérêts capitalistes et maintenir par tous les moyens possibles le rendement de leurs investissements, c'est-à-dire le taux de profit. Les guerres sont là, les tensions s'exacerbent, les crises s'enchaînent et s'accroissent. La polarisation est de plus en plus forte. Dans le même temps, des millions de membres de notre classe font l'expérience de luttes âpres, déterminées, et veulent aller plus loin vers la solidarité, l'appropriation de nos vies et des moyens de production.

Centralité du racisme

Ensuite, et comme point de départ pour nos interventions politiques, nous considérons que notre intérêt ultime de classe - autrement dit la révolution - rend la lutte contre le racisme et pour l'unification de notre classe primordiale, aussi bien comme base du combat antifasciste que pilier de la lutte révolutionnaire.

Pour l'autonomie de notre classe

Ce qui nous rassemble, c'est aussi l'importance de se regrouper et d'agir, pour rompre avec le sentiment d'impuissance qui mène au désespoir. Nous défendons la primauté de la lutte de classes par en bas, pour expérimenter notre prise sur le monde, pour (re)trouver et renforcer notre confiance et la conscience en la capacité de notre classe à organiser la société, à travers la grève mais pas seulement.

Et concrètement, comment ça se passe ? Comment nous rejoindre ?

Notre collectif s'organise actuellement en groupes locaux et en groupes de travail thématiques. Un groupe de coordination permet de faire le lien entre chacun d'eux et avec l'ensemble des camarades.

Ce travail collectif permet notamment la mise en place de notre revue mensuelle, d'un festival annuel et de rencontres chaque semaine autour des antennes de notre organisation :

- Les Cahiers d'Autonomie de Classe est une revue publiée chaque mois avec des articles d'élaborations théoriques, de retours d'expérience de luttes, etc. Elle reflète les débats théoriques au sein de notre classe et propose des retours pratiques pour rendre compte de ce qu'il est possible de construire. Contactez-nous pour vous abonner !

- Le festival de débats révolutionnaires Boussoles que nous organisons chaque année à Paris : deux jours de débats et de rencontres pour se former, échanger sur des expériences de résistance et débattre des stratégies auxquelles notre classe est confrontée pour participer à tracer un chemin pour gagner.

- Chacune de nos antennes (Paris, Rennes, Toulouse, Marseille, Brest - et bientôt Strasbourg, Saint-Brieuc - en attendant d'autres villes !) proposent toutes les deux semaines des réunions publiques sous forme de débats, formations, arpentages ou autres écoutes collectives.

Contactez-nous si vous êtes intéressé·es pour nous rejoindre, participer à une réunion publique d'antennes ou vous renseigner sur la prochaine édition de notre festival annuel de débats révolutionnaires !

INTRODUCTION



Ce numéro hors-série de la revue part de la volonté de mettre à plat les analyses, les principes et les orientations qui structurent aujourd'hui notre intervention au sein de A2C. Il rassemble différentes contributions issues de notre revue afin de rendre plus lisibles les positions que nous partageons et les stratégies que nous cherchons à défendre dans les luttes.

Il prolonge un premier travail consacré à notre premier livret sur les boussoles d'A2C. Celui-ci cherchait à identifier les éléments fondamentaux - nos boussoles - qui nous permettent à nous, militant-es d'A2C engagé-es sur des terrains différents, de construire une compréhension commune de la période et d'intervenir dans le même sens.

Comprendre la période pour agir

Notre point de départ est l'analyse de la période dans laquelle nous évoluons. Le capitalisme traverse aujourd'hui une phase marquée par l'accumulation de contradictions qui produisent des crises multiples, nourrissent les dynamiques autoritaires et rendent à nouveau possible l'hypothèse de guerres de grande ampleur. Ces phénomènes ne sont pas indépendants les uns des autres : ils sont liés au fonctionnement même du système capitaliste et aux rapports de force qui le structurent.

La compétition entre les différentes puissances étatiques constitue, dans ce contexte, un élément essentiel à prendre en compte. Le rapport de force

mondial n'est jamais figé. Certaines puissances voient leur poids économique et politique progresser et cherchent à traduire cette évolution dans leurs ambitions commerciales, diplomatiques et militaires. A l'inverse, les puissances qui occupent historiquement une position dominante cherchent à conserver leurs privilèges et leurs zones d'influence. La confrontation entre ces intérêts peut donc s'intensifier et produire des conflits ouverts.

Cette situation internationale a également des conséquences à l'intérieur de nos frontières. Lorsque les tensions s'accroissent, les classes dirigeantes cherchent à renforcer leur contrôle et à maintenir leur domination. Le racisme joue alors un rôle

central : il permet de produire des divisions au sein de notre classe, de légitimer le durcissement des frontières et les guerres. En présentant certaines puissances étrangères comme des menaces absolues, les gouvernements cherchent à obtenir l'adhésion de la population à leurs politiques guerrières. Dans le même temps, la construction d'« ennemis intérieurs » permet d'accentuer les divisions et de renforcer l'adhésion à un projet nationaliste et impérialiste.

Cette dynamique constitue un terreau favorable au développement du fascisme. Nous considérons que celui-ci ne peut être réduit à une simple expression électorale ou à une idéologie parmi d'autres. Le développement du RN s'inscrit dans cette dynamique et constitue, pour nous, une menace majeure. Il représente un danger spécifique auquel il est nécessaire d'opposer une mobilisation spécifique.

Une classe capable de transformer la société

Cette analyse ne doit cependant pas conduire à considérer notre classe comme condamnée à subir les offensives du Capital. La période est également traversée par de nombreuses résistances. Des millions de personnes se mobilisent, se mettent en grève, s'organisent collectivement et cherchent à construire des formes de solidarité. Elles expérimentent ainsi, parfois à une échelle limitée, d'autres manières de décider et d'agir collectivement.

C'est dans cette capacité d'action que nous plaçons notre confiance. Par « notre classe », nous entendons toutes celles et ceux qui doivent vendre leur force de travail pour assurer leur existence. Cette classe est diverse, traversée par des rapports de domination et des expériences différentes. Elle constitue néanmoins, selon nous, la seule force sociale susceptible de mettre un terme à l'exploitation et de transformer radicalement l'organisation de la société.

Cette transformation ne peut pas être déléguée à une minorité. Elle suppose au contraire que le plus grand nombre puisse participer directement aux décisions et à l'organisation de la vie collective. C'est pourquoi nous défendons une conception de la lutte des classes qui parte d'en bas, qui s'appuie notamment sur la grève et sur toutes les formes d'action per-

mettant à celles et ceux qui luttent de développer leur puissance collective.

La capacité d'une classe à agir sur le monde n'est jamais donnée une fois pour toutes. Elle peut progresser, reculer ou se transformer en fonction des expériences accumulées dans les luttes. Une victoire peut renforcer le sentiment de pouvoir collectif ; une défaite peut au contraire nourrir le découragement et le sentiment d'impuissance. Les espaces militants sont donc aussi des lieux où se joue une bataille idéologique. Dans les syndicats, les collectifs, les associations ou les réseaux militants, nous nous confrontons aux représentations dominantes qui nous apprennent à considérer les inégalités et les oppressions comme naturelles et la délégation du pouvoir comme allant de soi.

Cette idéologie peut conduire une partie de notre classe à rechercher des solutions limitées ou progressives, sans remettre en cause les fondements du système. Elle peut également renforcer l'idée selon laquelle certaines personnes seraient plus légitimes que d'autres pour décider : parce qu'elles seraient davantage diplômées, plus expérimentées, meilleures oratrices ou détentrices d'un savoir particulier.

Nous faisons le choix inverse. Nous pensons que les problèmes auxquels nous faisons face ne peuvent pas être résolus par quelques réformes isolées ou par la délégation du pouvoir à une minorité. L'ampleur de l'exploitation, des discriminations et des violences produites par le système impose une transformation profonde de la société. C'est le sens que nous donnons à la révolution : permettre au plus grand nombre de prendre directement en charge les questions politiques, économiques et sociales qui déterminent nos existences. Et c'est pourquoi nous essayons d'intervenir dans le sens de renforcer l'autonomie de notre classe et sa confiance en sa capacité à renverser la table.

De l'analyse aux choix stratégiques

Ces principes ne prennent leur sens que lorsqu'ils sont confrontés à la réalité des luttes. Les boussoles que nous avons formulées en 2023 constituent pour nous un cadre commun, mais elles ne permettent pas à elles seules de répondre aux problèmes concrets auxquels le mouvement est confronté.

Depuis, nous avons donc cherché à les mettre à l'épreuve de différents terrains de mobilisation : solidarité avec la Palestine, lutte antifasciste et antiraciste, combats syndicaux, mouvement Bloquons Tout, luttes féministes et antivaldistes, mobilisations contre la guerre, etc.

Sur chacun de ces terrains, les mêmes interrogations reviennent sous des formes différentes : comment construire un rapport de force ? Comment élargir la mobilisation ? Comment se confronter aux systèmes d'oppression qui traversent notre classe et l'empêchent d'agir collectivement ? Comment faire en sorte que les personnes engagées dans une lutte prennent progressivement conscience de leur propre puissance ? Comment passer d'une mobilisation défensive à une dynamique capable de gagner ?

C'est en affrontant ces questions que nous avons été conduits à élaborer des orientations stratégiques. Certaines situations exigent de prendre position clairement, de choisir entre plusieurs directions ou de rompre avec des habitudes qui limitent la capacité du mouvement à avancer. Nos « haches tranchantes » désignent cette volonté de ne pas rester au niveau des grands principes, mais de chercher les décisions concrètes qui permettent de débloquer une situation et de construire un chemin vers la victoire. Le présent livret cherche à poursuivre ce travail en s'intéressant davantage à la manière dont ces principes se traduisent dans nos interventions concrètes.

Une théorie qui se construit dans la lutte

Ce livret est ainsi une étape dans ce processus. Il ne prétend pas fournir des réponses définitives ni constituer un catalogue de recettes militantes. Il cherche plutôt à rendre compte du chemin parcouru, des questions auxquelles nous nous sommes confrontés et des réponses que nous avons commencé à construire collectivement. Passer des « boussoles » aux « haches tranchantes », c'est finalement passer d'une compréhension partagée du monde à la nécessité de faire des choix dans la lutte : savoir où nous voulons aller, identifier ce qui nous en empêche et déterminer les moyens les plus efficaces pour avancer collectivement vers la victoire.

POURQUOI LE MARXISME ?

« L'HISTOIRE DE TOUTE SOCIÉTÉ JUSQU'À NOS JOURS N'A ÉTÉ QUE L'HISTOIRE DE LUTTES DE CLASSES. (...) »

Oppresseurs et opprimés, en opposition constante, ont mené une guerre ininterrompue, tantôt ouverte, tantôt dissimulée, une guerre qui finissait toujours soit par une transformation révolutionnaire de la société toute entière, soit par la destruction des deux classes en lutte »

Voilà comment commence le Manifeste du parti communiste de Marx.

Si l'on définit par marxisme toutes les expériences, luttes et analyses développées sur la base des écrits de Marx, alors le marxisme est la théorie de la lutte contre le capitalisme, la théorie de la révolution.

Révolutionnaire

Les idéologues dominants ne nient pas qu'il existe une histoire. Mais cette histoire s'arrête au capitalisme qui, quels que soient ses défauts, serait l'organisation sociale « naturelle », celle qui correspondrait le mieux à ce qui serait la « nature humaine ».

Pour Marx, le capitalisme, en tant que société de classes, peut et doit être dépassé. L'histoire est faite par les êtres humains sur la base de leurs intérêts matériels et non par de grands principes, le progrès, la raison, la civilisation...

A rebours des livres qui résument l'histoire à celle des grands hommes, rois, reines, intellectuels, présidents, etc., l'histoire selon Marx est faite par les grandes masses.

Le marxisme est la théorie qui montre que la révolution est non seulement nécessaire mais surtout qu'elle est possible.

Bases matérielles

C'est la simplicité évidente du point de départ de Marx qui est subversive : toute société humaine s'explique d'abord par la manière dont les êtres humains s'organisent pour produire ce dont ils et elles ont besoin. Cette organisation est fonction des conditions naturelles et des connaissances et moyens disponibles pour en utiliser les ressources (moyens de production et formes de coopération, ce que Marx a appelé forces productives).

Il a fallu des milliers d'années à l'humanité pour développer des connaissances, des techniques et des formes d'organisation capables de dépasser la production de moyens de survie immédiate (cueillette, chasse...).

Il y a 10 000 ans, de nouvelles formes de subsistance (culture, élevage) permirent la production d'un surplus. L'existence matérielle de ce surplus a entraîné le développement d'une couche sociale, détachée de la production directe, vouée à la « gouvernance » de ce surplus tout en en vivant.

Il fallut encore des milliers d'années pour que cela provoque une réorganisation profonde des rapports sociaux et une division de la société en classes aux intérêts antagonistes.

La minorité vivant du travail de la majorité s'est mise à identifier ses intérêts propres, l'extraction d'une part plus importante des produits du travail, avec l'intérêt général. Marx appelle cette extraction du surplus, l'exploitation.

Commence alors cette phase décrite par le Manifeste où l'histoire devient l'histoire des luttes de classes.

Lutte de classe, histoire et révolution

Un philosophe allemand, Hegel, avait écrit que la contradiction est « à la racine de tout mouvement et de toute vie ». La seule réalité est le changement, le mouvement.

Pour Marx le mouvement de l'histoire est le produit des contradictions de classe qui mènent au conflit permanent, « tantôt ouvert, tantôt caché » entre la minorité vivant du surtravail et les producteurs et productrices. Et,

« à un certain niveau de leur développement, les forces productives [découvertes technologiques, "amélioration" de l'organisation du travail...- NDLR] entrent en conflit avec les rapports de production existants [la division en classe correspondant - NDLR]. (...) De formes de développement des forces productives, ces rapports en deviennent des entraves. »

Le capitalisme est un exemple extrême de ce développement. La pression à l'accumulation du capital et la division du travail ont permis un développement prodigieux de la production et des techniques. Mais ce sont aujourd'hui les mêmes impératifs du capital qui font que la surproduction cotoie la famine ou que des moyens considérables de contrôle, de surveillance et de répression sont développés pour empêcher des millions d'êtres humains d'utiliser les prodiges technologiques permettant de se déplacer sur toute la planète...

C'est alors, dit Marx, que la société entre dans des crises profondes, économiques, sociales et politiques, situations qui ne peuvent être résolues positivement que par la transformation révolutionnaire de la société c'est-à-dire le renversement de l'organisation sociale existante et de la classe sociale qui en bénéficie et la défend.

Lutte politique

L'organisation sociale ne se réduit pas aux rapports de production. Marx explique comment se construit, sur cette base, tout un édifice social, politique, militaire, idéologique « à quoi répondent des formes déterminées de la conscience ». Edifice dont l'institution centrale est l'Etat et qui assure la reproduction du système.

Il s'ensuit que la lutte de classe n'est pas une lutte limitée aux rapports de production. Elle prend la forme de luttes idéologiques, politiques, de luttes contre l'Etat...

A celles et ceux qui – déjà ! – réduisaient le marxisme à l'économisme, le compagnon de Marx, Engels expliquait :

« D'après la conception matérialiste de l'histoire, le facteur déterminant est, en dernière instance, la production et la reproduction de la vie réelle. Ni Marx ni moi n'avons jamais affirmé davantage. Si quelqu'un dénature cette position en ce sens que le facteur économique est le seul déterminant, il la transforme ainsi en une phrase vide, abstraite, absurde. »

La folie du capitalisme

Dans tous les systèmes qui ont précédé le capitalisme, le travail était destiné à la consommation, fût-elle celle des exploités. Marx explique ainsi que sous le féodalisme, l'exploitation était limitée par « les parois de l'estomac du seigneur » (entretien de la cour, levée d'une armée...).

Mais une fois que les « besoins » étaient couverts, il n'y avait pas de pression pour produire davantage.

Sous le capitalisme, le profit n'est pas orienté essentiellement vers la consommation – soit-elle celle des capitalistes. Il est évident que Bernard Arnault ou Elon Musk ne vivent pas du tout comme nous. Il n'en reste pas moins que l'essentiel des profits de leurs entreprises est dirigé vers l'investissement ou les marchés financiers dans le but de créer plus de profits. Marx nomme ce processus l'accumulation du capital.

Augmenter constamment les profits pour pouvoir les réinvestir dans de nouveaux moyens de production, de nouvelles technologies et machines est indispensable pour augmenter la productivité et assurer la compétitivité vis-à-vis des capitalistes concurrents.

D'où le cycle infernal de la pression à l'accumulation, à l'augmentation permanente du taux d'exploitation.

« Accumuler pour accumuler, produire pour produire, tel est le mot d'ordre de l'économie politique proclamant la mission historique de la période bourgeoise ».

Bases pour un autre système

L'accumulation sans limites explique le dynamisme du capitalisme. C'est le premier système dans l'histoire de l'humanité à avoir tellement développé les richesses, ou la capacité à les produire, qu'il n'existe aucune raison à la misère, à la faim, à la pauvreté. Pendant des milliers d'années des êtres humains sont morts parce qu'il n'y avait pas assez de nourriture. Sous le capitalisme des gens meurent de faim parce qu'il y a trop de nourriture.

Il existe aujourd'hui les bases matérielles pour une organisation sociale qui ne soit plus déterminée par la lutte pour la survie, pour passer « du règne de la nécessité à celui de la liberté », ce qu'on peut appeler le communisme.

Le capitalisme a développé une autre base pour une société sans classe. La classe ouvrière est en effet la première classe exploitée de l'histoire de l'humanité à avoir été totalement dépossédée des moyens de production. Les prolétaires sont celles et ceux qui ne possèdent que leur force de travail. C'est ce qui fait, pour Marx, de la classe ouvrière la classe potentiellement universelle. Car la prise de pouvoir des travailleurs et travailleuses signifie l'organisation de la production – et donc de toute la société – sur une base collective et la disparition des classes sociales.

Système en crise

Les mêmes raisons qui expliquent le dynamisme du capitalisme le poussent vers des crises non seulement régulières mais aussi de plus en plus profondes.

La production capitaliste combine la planification de la production avec l'anarchie du marché. Il faut une division du travail très poussée et une planification très précise pour la production et l'assemblage d'un ordinateur, d'une voiture ou d'un téléphone. Par contre la concurrence règne entre différents groupes et il n'y a pas de planification entre différentes branches, entre la production et le marché du travail, l'approvisionnement en matière première ou l'apport de capitaux. Ce qui fait que la chaîne globale du capitalisme entre dans des crises régulières.

Mais s'ajoute à cela le fait que ces crises sont de plus en plus profondes. L'accumulation du capital, poussée par la concurrence entre capitaux, amène

les capitalistes à investir de plus en plus dans de nouvelles technologies et de nouvelles machines pour augmenter la productivité. Cette augmentation de la part relative des machines dans le capital, au détriment de la force du travail, provoque ce que Marx appelle la baisse tendancielle du taux de profit. Cette baisse des taux de profits est à la base des crises de plus en plus profondes qui ébranlent tout le système politique.

Cette double dynamique du capitalisme a amené Engels et la révolutionnaire polonaise Rosa Luxemburg à parler de l'alternative, socialisme ou barbarie. La barbarie porte aujourd'hui les noms de génocide, guerre, fascisme et catastrophe environnementale.

L'émancipation

Le mot d'ordre sans doute le plus connu de Marx est « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » qu'il nous faut impérativement féminiser. Condensé de toute l'analyse de Marx, c'est aussi une boussole pour déterminer ou juger toute stratégie révolutionnaire.

D'abord, il n'y a pas de fatalisme chez Marx. Son analyse de l'histoire et du capitalisme ne détermine aucun but : socialisme ou barbarie. Les êtres humains ne choisissent pas les conditions dans lesquelles ils et elles font l'histoire. C'est bien pour cela qu'il faut s'efforcer de connaître et comprendre au mieux ces conditions. Mais ce sont eux et elles qui font l'histoire : l'issue de la lutte de classe ne peut être déterminée que par les classes elles-mêmes, leur niveau de conscience, d'organisation, de détermination.

Ensuite la classe ouvrière ne peut obtenir son émancipation de l'extérieur : l'émancipation des travailleurs et des travailleuses ne sera pas l'œuvre d'une minorité, d'un parti, d'un bon gouvernement ou d'un Etat, elle sera l'œuvre de dizaines de millions, de centaines de millions de travailleurs et de travailleuses. Marx a écrit que la révolution n'était pas seulement nécessaire pour changer les structures sociales et politiques.

« Elle l'est également parce que seule une révolution permettra à la classe qui renverse l'autre de balayer toute la pourriture du vieux système et de devenir apte à fonder la société sur des bases nouvelles. »



PARTIE 1

QUI PEUT CHANGER LE MONDE ?

Le moteur de l'histoire est la lutte des classes. Le matérialisme historique est notre méthode, pour penser le monde et surtout le transformer. Pour autant, la voie du socialisme n'est pas toute tracée et le marxisme, loin d'être une théorie éloignée des activistes, se construit et s'apprend dans la pratique, au cœur du conflit de classe. Ce terrain est le lieu d'action pour notre apprentissage pratique et théorique, mais aussi l'endroit où nos réflexions et élaborations percutent le mouvement réel, pour s'y confronter d'une part, mais aussi pour lui proposer une direction.

Ce chemin vers la transformation nécessite d'abord de comprendre qui, dans notre société, sera au cœur de ce changement. C'est ce à quoi répondra le premier article de cette partie, « **Qui est-ce qu'on attend pour foutre le feu ?** » (p.8), autrement dit qui

compose notre classe et qui peut tout changer. Pourquoi disons-nous que les travailleurs et les travailleuses, les personnes exploitées par le capitalisme, peuvent, par leur place, tout changer ? Cette première réponse est primordiale et au cœur de notre réflexion sur tous les problèmes de la société capitaliste dans laquelle nous vivons. Elle est un préalable à une réflexion sur la compréhension des oppressions et surtout la manière de les appréhender dans une volonté de tout renverser.

À rebours d'une vision dite class first, le deuxième article de la partie montre comment une oppression, en l'occurrence le validisme, est liée au capitalisme, tout en proposant une manière de combattre cette oppression. Cette réflexion permet d'ores et déjà de montrer **les limites d'une vision class first** (p.10) qui laisserait de côté les oppressions, ou en parlerait uniquement de manière superficielle.

Mais alors, comment lutter efficacement contre les oppressions ? L'article « **Qu'est-ce que les marxistes pensent des privilèges ?** » (p.12) propose une critique des théories de l'intersectionnalité et des privilèges et de leurs usages dans le mouvement, et ce dans une perspective antiraciste.

Enfin, au-delà de la critique, nous devons nous donner une perspective stratégique dans les combats contre les oppressions, mais aussi contre le système capitaliste tout entier. Notre force réside dans le fait que l'ensemble de notre classe dispose des moyens de sa libération contre l'exploitation et l'oppression, avec la grève comme outil principal de lutte. L'article sur **la grève politique** (p.14) permettra d'entrevoir cette force, à travers l'exemple de la grève féministe, ses élaborations théoriques et les tentatives des dernières années.

QUI EST-CE QU'ON ATTEND POUR FOUTRE LE FEU ?

EN PREMIER LIEU, LE CAPITALISME EST UN
SYSTÈME ÉCONOMIQUE BASÉ SUR LE TRAVAIL
SALARIÉ ET QUI TEND VERS LA DIVISION DE
LA SOCIÉTÉ EN DEUX CLASSES SOCIALES

D'un côté, la classe capitaliste est la classe dominante, qui acquiert cette domination par l'exploitation de notre classe, en contrôlant les moyens de production. « Classe dominante » est plus qu'une manière de dire leur richesse, elle met en lumière le pouvoir qu'ils ont dans toute la société, y compris en dehors de leur entreprise. Dans une société où l'ensemble des rapports sociaux sont capitalistes, les structures étatiques et juridiques n'y échappent pas. La classe dominante s'organise pour maintenir ses profits et légitimer son pouvoir.

Et en face, les marxistes parlent de la classe travailleuse. Est-ce une question de revenu, de culture, d'identité, d'éducation ? Bien sûr, tous ces critères en disent long sur les conditions de vie et sur les capacités de résistance de notre classe. Par contre, ils sont insuffisants pour comprendre comment fonctionne la société dans son ensemble.

Un incontournable retour à l'économie marxiste

L'immense majorité de la population, dans toute sa diversité, fait partie de la classe travailleuse. Pour définir cette classe, revenons à la théorie de la valeur de Marx : dans le capitalisme, il y a des marchandises, qui peuvent être de toutes les formes, du pain au chocolat aux services de soins privés. Ces marchandises peuvent toutes être échangées les unes avec les autres, et c'est le temps de travail nécessaire pour les produire qui permet de les comparer (celui passé à créer la marchandise, à produire les matières premières, à transporter la marchan-

dise vers le magasin, à la vendre, etc). Ainsi, la grandeur de valeur d'une marchandise, qui s'exprime par son prix moyen, représente l'ensemble du travail qui a été nécessaire pour la produire.

Et dans le capitalisme, tout est marchandise, y compris notre force de travail, c'est-à-dire l'énergie mise à disposition de l'employeur-se pendant nos heures de travail. Donc le patron-ne achète notre force de travail tout comme iel achèterait des matières premières ou de l'électricité. Notre force de travail a une valeur, donc un prix, le salaire. Mon salaire est la quantité de travail qui est nécessaire pour reproduire ma force de travail : le salaire est ce qui sert à financer ce dont j'ai besoin pour être capable de retourner au travail le lendemain : payer mon loyer, à manger, ma carte Navigo et mon abonnement Netflix.

Sauf que, en une journée de travail, nous produisons plus que ce qui est nécessaire à notre survie. Si mon salaire est de 100 euros par jour (= j'ai besoin de 100 euros par jour pour financer la reproduction de ma force de travail), mon employeur-se tirera de mon travail non pas 100, mais environ 150 euros ! Je lui rapporte plus que je ne lui coûte.

En France, les données de l'INSEE nous montrent qu'en 2022, sur l'ensemble de la valeur produite, 65% nous a été reversé en salaire. Au reste, il faut retirer l'amortissement des machines ou le loyer du lieu de travail. Mais à la fin, pour chaque heure que nous travaillons, environ 6% de la valeur produite est accaparé et devient du profit.

Ainsi, les inégalités ne sont pas dépassables sous le capitalisme car elles sont au cœur de la production du profit : les capitalistes ne peuvent pas choisir individuellement de ne pas nous exploiter, parce que les entreprises sont en concurrence les unes avec les autres et ne peuvent rester compétitives qu'en proposant plus pour moins cher. Les capitalistes doivent donc augmenter la productivité le plus possible : étirer la durée du travail, augmenter les cadences, utiliser des machines plus performantes, fliquer les travailleur-se-s...

Dans quelle classe es-tu ?

La majorité d'entre nous appartenons au prolétariat, soit parce que nous travaillons pour quelqu'un, soit parce que nous allons bientôt le faire, soit parce que nous l'avons fait dans le passé ou que nous en sommes exclues mais ne pouvons bénéficier de rentes issues de l'exploitation d'autrui.

L'appartenance de classe ne dépend pas du revenu puisque celui-ci est toujours issu de notre propre travail, de la valeur que nous avons créée pendant notre journée de travail. Les salaires les plus élevés sont souvent dus à une forte productivité, des difficultés de recrutement ou des acquis de luttes. La forme juridique salariale importe peu, comme on le voit avec les chauffeur-ses Uber et autres faux micro-entrepreneur-ses.

Ce n'est pas non plus une question d'identité de se sentir appartenir à la classe ouvrière : le marxisme est avant tout une théorie pour comprendre les mécanismes à la source de l'exploitation et élaborer des stratégies pour y mettre fin. Quelle que soit notre identité, notre appartenance de classe a un impact sur nos occupations, santé, logement, et sur les capacités de perpétuer ou de se protéger face à une oppression.

Une distinction entre le secteur public et le secteur privé est souvent faite : dans un secteur public non marchand (comme l'éducation, la culture, la santé), les travailleur-ses n'ont pas de patrons : font-iels partie de notre classe ? En effet, personne n'extrait, techniquement, de plus-value de leur travail. Par contre, ces travailleur-se-s produisent bien de la valeur en travaillant, puisqu'ils produisent un service qui remplit un besoin et qui est donc financé par l'Etat. De plus, iels permettent à d'autres personnes de générer du profit, par exemple en

formant ou soignant d'autres travailleur·ses. Par ailleurs, les conditions de travail des fonctionnaires sont souvent similaires à celles des travailleur·se·s du privé, puisque l'Etat, leur employeur, cherche logiquement à faire augmenter leur productivité.

Le cas des managers et des flics est intéressant parce qu'il montre que la classe n'est pas une caractéristique figée : certains groupes sociaux ne font pas partie de notre classe, même s'ils produisent de la valeur en travaillant pour quelqu'un d'autre, et même si iels sont précaires, car leur position dans la production est de nous faire travailler, soit en organisant la production et notre travail, soit en réprimant notre résistance.

Hétérogénéité de classe

Notre classe n'est pas homogène : elle est constituée de personnes de toutes origines, identités de genre, religions... Mais même si tou·tes ont le même intérêt à l'amélioration de leurs conditions de vie, certains ont une conscience de classe plus ou moins affirmée, certaines fractions du prolétariat sont réacs, racistes, sionistes, homophobes, certaines adhèrent aux différents partis bourgeois ou s'y opposent...

Cela signifie qu'il ne faut pas fétichiser la classe ouvrière, minimiser son hétérogénéité. Pourtant, c'est en luttant ensemble que nous pouvons gagner. Comment faire ? C'est par la lutte que les idées changent : en luttant collectivement, nous prenons conscience de nos intérêts communs et détruisons les idées dominantes que nous avons apprises.

A quoi ça sert ?

Marx écrivait que :

« les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde de différentes manières, ce qui importe, c'est de le transformer. »

A A2C, nous militons au quotidien parce que nous tirons de notre analyse du capitalisme des pistes pour le renverser, et si nous affinons nos analyses c'est pour nous permettre de militer de la manière la plus efficace.

Notre classe a non seulement intérêt à ce que ce système soit renversé, mais c'est elle seule qui a la capacité de le faire.

Tout d'abord car elle se rebelle. Partout, des mécontentements explosent, sous différentes formes, y compris des grèves, les travailleur·se·s se révoltent contre l'exploitation ou les oppressions. Nous n'avons rien à perdre parce que nous n'avons aucun privilège à consolider, parce que nous ne possédons rien. C'est une première différence entre Marx et Engels et ceux qui les ont précédés, qu'on appelait les socialistes utopiques : ces derniers voyaient les travailleur·ses comme des victimes à sauver, et Marx et Engels ont vu en eux des acteur·ices de leur propre destin.

Par ailleurs, la classe travailleuse est collective et globalisée : l'immense majorité de la population mondiale qui travaille le fait par le biais du travail salarié. On parle de milliards de personnes. En excluant les employeurs étatiques (donc les armées et les services de santé), les 10 entreprises qui emploient le plus de personnes dans le monde emploient près de 10 millions de personnes, sans compter la sous-traitance. Le plus gros employeur, Walmart, emploie plus de 2 millions de personnes, autant de gens qui ont tou·te·s le même ennemi de classe, Jim Walton. Rien qu'en France, les 243 plus grosses entreprises emploient un tiers de la population active. Ainsi, chaque marchandise a été produite par le biais du travail de milliers voire des centaines de milliers de personnes, dans le processus d'extraction des matières premières, de fabrication l'objet, du transport, de la vente etc.

Le caractère collectif, c'est aussi sur le même lieu de travail : pour travailler, et pour résister, nous sommes obligé·es de collaborer avec nos collègues. La résistance prend nécessairement une forme collective, parce qu'il ne peut y avoir aucun espoir d'affranchissement à l'échelle individuelle.

Et surtout, les travailleur·ses, en tant que classe, font tourner la société. Cela nous donne un pouvoir immense, à la fois de refuser de travailler tant qu'on obtient pas gain de cause, mais aussi d'utiliser notre position stratégique dans la production pour lutter : c'est ce qui se passe quand la CGT Energie coupe l'électricité de sièges d'entreprises ou à des élus ; c'est ce qui se passe quand des travailleur·ses hommes et femmes se mettent en grève pour l'obtention de congés menstruels. Et justement, en s'organisant, les travailleur·ses

donnent à voir à quoi ressemblerait une société sans patrons, une société dans laquelle à toutes les échelles, les décisions sont prises par toutes et tous.

À plus grande échelle, comment parler du pouvoir de la classe ouvrière sans évoquer la révolution russe de 1917 ? Le 8 mars 1917, jour de lutte pour les droits des travailleuses, des grèves éclatent en Russie dans les centres ouvriers, qui prennent rapidement une très large ampleur, en Russie et en Europe. La révolution russe met fin à une guerre mondiale dévastatrice, rend l'avortement et l'homosexualité légales pour la première fois dans l'histoire, montrant également la nécessité d'un parti révolutionnaire pour organiser les travailleur·ses les plus déterminé·es.

La classe travailleuse s'y est organisée en soviets, le mot russe pour « conseil » : en pratique, les travailleur·se·s en grève dans chaque usine envoyaient des délégués au soviet de la ville qui s'agrandissait chaque jour, au fur et à mesure que de nouvelles usines étaient en grève. Les soviets, à Petrograd en particulier, ont rapidement représenté le pouvoir ouvrier, au point de renverser en quelques jours le Tsar dont la dynastie était au pouvoir depuis des siècles, et quelques mois plus tard le gouvernement bourgeois de Kerenski qui l'avait remplacé. Les travailleur·se·s se sont organisé·es entre eux pour prendre des décisions démocratiques, organiser la vie quotidienne, arrêter la guerre et gérer la production. Dans certaines usines, la direction a été licenciée par les ouvriers qui s'en emparaient pour la gérer eux-même. A l'échelle du plus vaste pays du monde et pendant plusieurs années, avant la contre-révolution stalinienne, cette révolution a montré que quand les travailleur·se·s agissent en tant que classe, pour eux même et contre la classe dominante : iels peuvent tout transformer.

À A2C, quand on parle de renverser le capitalisme, c'est cela que nous avons en tête : quand les travailleur·ses agissent en tant que classe, iels sont en capacité de s'emparer de tout ce qui permet de faire tourner la société. Et ce faisant, ce seront les classes sociales elles-mêmes qui disparaîtront.

CLASS FIRST ?

PENSER LE LIEN

ENTRE OPPRESSIONS

ET EXPLOITATION

À PARTIR DE L'EXEMPLE DU VALIDISME

LE VALIDISME EST UNE OPPRESSION SPÉCIFIQUE,
MAIS IL NE PEUT PAS ÊTRE COMPRIS
INDÉPENDAMMENT DES RAPPORTS DE CLASSE

Le capitalisme organise la société autour de normes de productivité, d'autonomie et de rentabilité qui contribuent à déterminer quels corps peuvent être exploités et lesquels sont exclus du travail, institutionnalisés ou considérés comme une charge.

Une analyse matérialiste du validisme doit donc tenir ensemble exploitation et oppression. Il ne s'agit ni de réduire le validisme à une simple conséquence de l'exploitation capitaliste, ni de le penser séparément des rapports sociaux qui le produisent et le reproduisent. Une approche class first qui reléguerait les oppressions au second plan manquerait ainsi une partie des mécanismes concrets par lesquels notre classe est divisée.

L'enjeu est donc aussi stratégique : comprendre la spécificité du validisme tout en construisant une lutte capable de dépasser ces divisions et de devenir un combat de l'ensemble de notre classe.

La production du handicap

Nous nous appuyons ici sur les analyses développées dans *Marxisme et Handicap* de Roddy Slorach, dans l'article *Une approche matérialiste du handicap* — adaptation française du texte de Jean Stewart et Marta Russell publiée sur le site *ZinZin Zine* — ainsi que sur différentes élaborations produites au sein du mouvement antivaldiste.

de handicap, nous ne faisons référence ni à une maladie, ni à une déficience, ni à une incapacité propre aux personnes. Contrairement à l'expression erronée de « personne porteuse de handicap », qui laisse entendre que le handicap serait intrinsèque à l'individu, il faut comprendre que le handicap est un ensemble d'obstacles sociaux et politiques qui empêchent les individus de vivre librement. Autrement dit, une personne handicapée est une personne « empêchée » : empêchée de circuler, de se loger, d'accéder à l'éducation, au travail, aux lieux culturels ou de socialisation, en raison de choix politiques qui ignorent les incapacités psychologiques, physiologiques ou anatomiques de chacune et chacun.

On parle de « personnes handicapées », sur le même modèle que « personnes racisées » ou « personnes sexisées ». En effet, c'est la société capitaliste qui nous handicape en raison de son inadaptabilité à nos déficiences et incapacités. Bien que le terme « personnes en situation de handicap » ait été créé pour souligner le caractère sociopolitique du handicap, il est aujourd'hui utilisé comme un euphémisme, au même titre que « personnes en situation de précarité ».

La perception des personnes handicapées comme une déviance par rapport à la norme des corps « valides » et productifs, ainsi que leur marginalisation systématique, est relativement récente. Elle remonte à l'avènement de la révolution industrielle et du capitalisme.

Avant l'industrialisation, les personnes handicapées trouvaient souvent leur place dans la production familiale ou les petits ateliers, intégrées dans un modèle de famille élargie où le soin était une responsabilité collective. Avec l'arrivée des machines industrielles, de l'électricité permettant le travail continu et du productivisme, ce modèle a été détruit. Les individus ont été atomisés et classés selon leur degré d'adaptation aux exigences capitalistes. La discipline d'usine, le chronométrage et les normes rigides de production ont supplanté les formes de travail plus flexibles qui, auparavant, permettaient aux personnes handicapées de contribuer aux tâches quotidiennes. Incapables de suivre ces rythmes artificiels et frénétiques, elles ont commencé à être perçues comme dépourvues de « valeur » économique. Cette idéologie, qui réduit la valeur humaine à la productivité, s'est infiltrée dans tous les aspects de la société et a structuré l'organisation sociale.

Le validisme commence avant même notre naissance : on propose des tests prénataux aux parents pour leur permettre d'avorter si l'enfant présente une déficience quelconque. Après la naissance, cet enfant devient une « personne handicapée », c'est-à-dire une personne rendue handicapée par un système socio-économique qui trie les individus en fonction de leur capacité à produire.

Pour maintenir cette exclusion, les institutions bourgeoises, tout comme elles l'ont fait pour le sexisme et le racisme, ont défini le handicap comme un problème médical ou individuel. C'est ce qu'on appelle le capacitisme, ou validisme, un système d'oppression des personnes ayant des incapacités. Le capacitisme, comme l'explique la professeure Véronique Leduc, marginalise, stigmatise et exclut. Il pousse à enfermer systématiquement les personnes handicapées dans des institutions. La société capitaliste considère ces personnes comme non rentables, les infantilise, les invisibilise et ce système, dans sa logique extrême, peut mener à l'eugénisme.

L'idée dominante est simple : les personnes handicapées doivent soit se conformer aux normes capitalistes, soit être confinées dans des institutions — où elles génèrent de la plus-value par leur simple présence — ou surexploitées dans des structures de travail prétendument « protégées » comme les ESAT.

Lutter contre le validisme, ce système d'oppression des personnes handicapées, est un combat essentiel. Ce système est un pilier du capitalisme, au même titre que le racisme et le sexisme. Nous devons tou·tes nous former à cette lutte et l'intégrer dans nos organisations politiques, syndicales et associatives. Seule une mobilisation collective permettra de bâtir un front uni contre le validisme.

État du mouvement actuel

Il existe aujourd'hui une dizaine de collectifs antivaldistes en France. Pourtant, la question antivaldiste reste largement marginale dans les mouvements sociaux. Ces collectifs, sauf Handi-Social, sont tous en non-mixité et se revendiquent de l'intersectionnalité.

Le Collectif de Lutte Anti-Capacitiste a été créé pendant la mobilisation contre la loi El Khomri sur cette même base idéologique. Le point de départ était clair : en 2016, il n'y avait pas de collectif antivaldiste à Paris, il n'y avait pas d'organisations où faire entendre nos voix handies. Mais le CLAC s'est rapidement trouvé limité.

Limites du mouvement

Pour comprendre ces limites, qui existaient au CLAC et qui existent toujours au sein des collectifs antivaldistes, on peut s'appuyer sur l'analyse développée dans Définir ma propre oppression : le néolibéralisme et la revendication de la condition de victime, publiée dans la revue Période. Cette critique souligne que :

« La conception de l'identité qui prévaut dans le discours de l'intersectionnalité aujourd'hui a pratiquement rompu la connexion matérielle entre les catégories identitaires et les moyens de production capitalistes. »

Autrement dit, l'intersectionnalité dominante tend à enfermer nos luttes dans des revendications éclatées, séparées de l'analyse de l'exploitation capitaliste. Résultat : nous passons une énergie considérable à relever la moindre phrase sexiste, raciste ou validiste chez nos camarades, pendant que les fascistes, eux, consolident leur organisation.

Aujourd'hui, une partie du mouvement antivaldiste se limite à réclamer que l'Etat bourgeois reconnaisse notre

particularisme en tant que personnes handicapées. Or cette revendication particulariste, bien que légitime, n'est pas reliée à une réflexion sur les conditions sociales qui produisent ce particularisme.

Le fonctionnement actuel impose en plus que toute représentativité handie soit conforme au discours attendu : dès qu'une personne s'écarte de cette ligne, elle est accusée d'être manipulée ou réduite au rôle de « token ». Dans cette logique, toutes les personnes handicapées devraient penser la même chose, sous peine d'exclusion symbolique.

Enfin, l'action politique se réduit bien souvent à du lobbying auprès de partis sociaux-démocrates, pour les pousser à relayer les résolutions de l'ONU sur le handicap. Bref, on délègue entièrement notre lutte à un antivaldisme libéral, qui ne remet jamais en cause les conditions réelles de production du handicap : le capitalisme.

Un début de renouveau antivaldiste

Luttes syndicales

En 2024, l'appel de FO à une manifestation ségrégative a provoqué une fracture. Avec le Collectif Une Seule Ecole — syndicalistes SUD, travailleurs·euses du médico-social, enseignant·es, militant·es ex-institutionnalisés·es — les syndicats ont été publiquement interpellés.

Des tensions ont émergé à SUD, mais aussi des avancées : ces interventions ont permis d'inscrire l'antivaldisme à l'ordre du jour de leur congrès. Aujourd'hui, SUD revendique une école égalitaire et antivaldiste, en dénonçant l'institutionnalisation. C'est un acquis important.

Le combat contre la loi fin de vie

La loi fin de vie, votée récemment à l'Assemblée nationale, est l'une des pires lois validistes de ces dernières années, une véritable loi eugéniste comme nous l'avons expliqué ailleurs. Derrière l'argument du « progrès des droits individuels », elle s'inscrit dans la trajectoire du capital, qui a toujours intérêt à se débarrasser des vies jugées « improductives ». Dans un contexte de destruction des services publics, d'abandon des soins palliatifs, de précarité massive des personnes handicapées et psychiatisées, cette loi

ne garantit pas un droit à mourir, mais organise une mort socialement conditionnée : faute d'accès aux soins, au logement, au soutien matériel, la seule « liberté » offerte devient celle de disparaître. Ce n'est pas un choix réel, mais un instrument cynique de gestion des indésirables — handicapé·es, précaires, psychiatisé·es — au service du capital. La France Insoumise en tête, l'a soutenue, malgré une mobilisation antivaldiste remarquable, y compris dans ses propres rangs.

Grâce à un travail militant de long terme, la majorité des organisations révolutionnaires ont adopté une position matérialiste et antivaldiste contre cette loi. L'échec de notre opposition est donc relatif : si la loi est passée, elle a en même temps provoqué une réaction rapide, avec la montée d'une pétition massive et la création du Front de Gauche Antivaldiste. C'est une première étape qui doit permettre une structuration durable du mouvement. Mais pour que cette dynamique déborde le cercle militant restreint et sorte d'une mobilisation confinée en ligne — faute d'accessibilité réelle des espaces politiques — il faut que l'ensemble du mouvement social s'approprie l'antivaldisme. C'est à cette condition que nous pourrions gagner.

Conclusion

Les personnes handicapées ne constituent pas une classe séparée : elles font partie de notre classe, qu'elles soient salariées, privées d'emploi, institutionnalisées ou empêchées d'entrer dans le rapport salarial. Le validisme produit cependant des divisions spécifiques au sein même de la classe travailleuse.

Combattre le validisme n'est donc ni secondaire par rapport à la lutte de classe, ni extérieur à celle-ci. Tenir ensemble exploitation et oppression, c'est refuser aussi bien une posture class first qui repousserait la lutte contre les oppressions à plus tard, qu'une politique qui les isolerait de la lutte contre le capitalisme.

L'unité de notre classe ne suppose pas d'effacer ces oppressions : elle se construit en les combattant. L'enjeu est ainsi de faire de l'émancipation des personnes handicapées un combat porté par l'ensemble de notre classe.

THÉORIE DES PRIVILÈGES ET INTERSECTIONNALITÉ

QU'ONT À DIRE LES MARXISTES À CES SUJETS ?

DANS UN CONTEXTE DE GUERRES IMPÉRIALISTES,
D'OFFENSIVE RACISTE ET DE MONTÉE DE L'EXTRÊME
DROITE, IL EST CRUCIAL D'ANALYSER COMMENT LE
RACISME EST STRUCTURÉ POLITIQUEMENT

Aujourd'hui, il n'est pas possible de gagner en menant des luttes sans prendre en compte la place du racisme et en particulier celle de l'islamophobie. Inversement, mener des luttes antiracistes sans prendre en compte la question de classe mène à une impasse.

Cela implique une double exigence : combattre le racisme suppose d'attaquer le capitalisme qui le produit, et renverser le capitalisme exige d'affronter le racisme qui divise notre classe. D'où un enjeu stratégique : quel antiracisme permet de construire un bloc populaire large, et quelles stratégies renforcent au contraire les divisions exploitées par la classe dirigeante ?

Le racisme au cœur du système capitaliste

Le racisme n'est pas un phénomène intemporel, il est un produit de l'histoire qui apparaît avec l'émergence du capitalisme. Pour Fanon, le racisme n'est pas universel mais culturel, une particularité des sociétés européennes.

Le racisme apparaît avec l'expansion capitaliste à partir de la fin du XVe siècle, notamment avec la colonisation des Amériques et la traite transatlantique. Le développement du capitalisme repose alors sur l'exploitation massive de populations réduites en esclavage, l'expropriation violente de terres et la destruction de sociétés entières.

Dans le même temps, en Europe, s'affirme une idéologie où, sur le marché, des individus libres échangent des marchandises. Pour résoudre cette contradiction : égalité formelle d'un côté, esclavage et colonisation de masse de l'autre, il faut une idéologie qui retire à certain·es leur pleine humanité.

W.E.B Du Bois explique donc que ce n'est pas un vieux racisme « précapitaliste » qui aurait rendu l'esclavage possible, mais l'esclavage et l'économie de plantation qui ont nécessité la production d'un discours raciste pour légitimer une violence en contradiction avec les valeurs chrétiennes puis libérales.

Le racisme reste aujourd'hui indispensable au fonctionnement du capitalisme et à la domination bourgeoise.

Il remplit une fonction économique. Dans les années 70, alors que les besoins du capital s'opposent aux revendications des travailleur·ses, le recours à une main-d'œuvre immigrée et précarisée, souvent dans l'incapacité de refuser de mauvaises conditions de travail, permet d'assurer la flexibilité de l'offre de travail dont le capital a besoin, tout en préservant en apparence les travailleur·ses nationaux.

Pour fonctionner, le capitalisme a besoin que ce traitement discriminant soit accepté par les travailleur·ses blanc·hes. La fonction du racisme est de faire accepter à la classe ouvrière ce traitement inégal envers l'une de ses composantes.

En plus de justifier une surexploitation économique, le racisme remplit également une fonction politique. Il permet de diviser la classe ouvrière et d'affaiblir celle-ci dans le rapport de force qui l'oppose au capital. Comme le souligne le militant Saïd Bouamama, il consiste à « *diviser ceux qui devraient être unis* » travailleur·ses nationaux et immigré·es et à « *unir ceux qui devraient être divisés* » travailleur·ses nationaux et capitalistes.

C'est ce que W.E.B. Du Bois a théorisé comme une « color line » à l'échelle mondiale. La division raciale au sein du prolétariat constitue l'une des bases de la stabilité du capitalisme. Le racisme ne peut donc pas être réduit à un simple préjugé ou à une question morale secondaire. Il constitue un mécanisme central de la domination capitaliste : un outil efficace pour diviser, hiérarchiser et affaiblir la classe ouvrière. En opposant les plus exploité·es aux « un peu moins exploité·es », il empêche la formation d'un front commun. Tant que cette division opère, la classe reste fragmentée et notre camp structurellement affaibli.

À gauche : un « racisme respectable »

Si le racisme est historiquement un produit de la bourgeoisie, il ne se limite pas à celle-ci. Il traverse l'ensemble de la société, y compris notre classe et ses organisations.

Le racisme est aussi présent au sein de la gauche, qui contribue ainsi à produire un racisme « respectable » articulé aujourd'hui autour de l'islamophobie.

Les années 80 sont un moment décisif dans cette production d'une islamophobie d'Etat par un pouvoir de gauche. Avec le tournant de la rigueur, le gouvernement socialiste engage des plans de licenciements massifs. Les premiers touchés sont les ouvriers spécialisés (OS) maghrébins, très présents dans les grandes usines automobiles.

Ces travailleurs se mobilisent. Un important mouvement de grève apparaît alors qu'au même moment les revendications antiracistes prennent de l'ampleur avec la Marche pour l'égalité et contre le racisme de 1983.

Le gouvernement et le patronat craignent que les OS maghrébins soient rejoints dans la lutte par les

ouvriers qualifiés, en très grande majorité blanc·hes et français·es. La revendication d'une salle de prière ou encore l'usage de l'arabe par des militants syndicaux maghrébins vont alors être instrumentalisés. Dans un contexte international marqué par la révolution iranienne de 1979, les grèves sont présentées comme manipulées par des « intégristes ». On assiste à la construction d'« un problème musulman » visant à diviser et fragmenter la classe ouvrière.

Cette stratégie porte ses fruits. En 1984, lors de l'évacuation de l'usine Talbot par la police, les ouvriers qualifiés chantent « *les Arabes au four, les Noirs à la Seine* ».

En parallèle, la création de SOS Racisme servira à marginaliser les militant·es de la Marche pour l'égalité, au profit d'un antiracisme libéral où le racisme est présenté comme une pulsion intemporelle, produit de l'ignorance de classes populaires à éduquer.

Les offensives islamophobes du pouvoir socialiste continuent avec l'affaire du foulard de Creil en 1989, qui ouvre une longue séquence aboutissant notamment à la loi de 2004 contre le foulard. Cette loi est soutenue non seulement par le PS et le PCF, mais aussi par une partie de l'extrême gauche.

L'islamophobie est devenue la forme centrale du racisme actuel. Moins disqualifiée historiquement que d'autres formes de racisme, elle trouve de nombreux relais à gauche. C'est une forme de racisme qui devient acceptable pour toute une partie de la population au nom de la défense des droits des femmes, de l'anticléricisme, de la sécurité...

Une partie du mouvement antiraciste en tire les leçons en défendant la nécessité de son autonomie politique. C'est notamment le cas avec l'appel des Indigènes de la République en 2005. L'autonomie politique et organisationnelle des premier·es concerné·es a déjà fait la preuve de son efficacité : collectifs de sans-papiers, de mineurs isolés, organisations issues de l'immigration. Cependant, le mouvement antiraciste ne parvient toujours pas aujourd'hui à faire obstacle à l'adoption de nouvelles lois racistes.

Les limites de l'intersectionnalité et du privilège blanc et la nécessité d'un antiracisme de classe

L'incapacité du mouvement ouvrier traditionnel à prendre en charge la question du racisme a permis le développement de théories qui ne lient pas la question des oppressions et du racisme à la question de classe.

C'est notamment le cas de l'intersectionnalité, théorie universitaire, qui s'est imposée au sein de nos luttes comme grille d'analyse utile pour penser l'imbrication des mécanismes d'oppression. Mais, si le triptyque « genre, race, classe » est constamment invoqué, la classe est le plus souvent reléguée au second rang. Lorsqu'elle est abordée, c'est rarement sous l'angle de l'exploitation, mais plutôt à travers la notion de « mépris social » : la classe n'est alors traitée que comme oppression déconnectée des rapports de production. Les réponses proposées se réduisent fréquemment à des appels à la « déconstruction », relevant davantage d'un volontarisme individuel que d'une transformation des rapports sociaux.

Une autre notion largement partagée est celle du « privilège blanc ». Cette idée dresse le constat que les blanc·hes bénéficient d'avantages grâce au racisme. Il est évidemment indispensable de reconnaître les inégalités que crée le racisme au sein même de notre classe et il existe effectivement des situations fréquentes où une personne blanche peut bénéficier du racisme, parfois même sans s'en apercevoir : quand elle obtient un logement ou un travail sans savoir qu'un·e candidat·e plus qualifié·e a été recalé·e car racisé·e.

Cette approche du racisme va cependant plus loin. Elle fait le postulat que les travailleur·ses blanc·hes ont un intérêt matériel au racisme. Leur implication dans la lutte antiraciste devient alors au mieux marginale, au pire contradictoire avec leurs intérêts. Le combat contre le racisme devient conséquemment l'affaire quasi-exclusive des personnes racisées.

Or le rapport de force nécessaire pour gagner contre le racisme ne peut être construit par les seules personnes racisées. C'est ce que démontrent les mobilisations contre les lois Séparatisme ou Darmanin.

Alors, si la nécessité d'alliances larges apparaît évidente, celles-ci sont rendues impossibles si on postule que les blancs ont un intérêt matériel au racisme. C'est une impasse stratégique qui découle d'une mauvaise analyse. Le problème ne réside pas dans la reconnaissance des inégalités raciales, mais dans l'interprétation de leur signification.

Un antiracisme de classe part d'un autre postulat : les travailleur·ses blanc·hes ont davantage à gagner à s'allier avec les travailleur·ses racisé·es qu'avec leurs employeurs, dont l'objectif est précisément de les exploiter.

Il faut clarifier ce que l'on entend par « privilège ». Un privilège est un avantage indu, illégitime, auquel il faudrait renoncer. Mais dans l'usage, une confusion s'installe souvent entre privilèges et droits. Ne pas subir de violences policières n'est pas un privilège : c'est un droit fondamental qui devrait être garanti à tou·tes. Présenter ce droit comme un privilège revient implicitement à accepter sa remise en cause.

Cette logique nourrit la confusion en assimilant des acquis sociaux à des privilèges, effaçant ainsi les luttes qui ont permis de les conquérir. On la retrouve chez H. Bouteldja :

« Le capitalisme sous sa forme néolibérale poursuit son œuvre impitoyable. Il grignote vos acquis sociaux ou, pour le dire d'une manière plus juste, vos privilèges ».

Les acquis du CNR obtenus grâce à la lutte armée des FTP-MOI sous le nazisme sont ainsi réduits à des privilèges indus !

D'autres militants, comme Szymanski ou Callinicos, ont montré que le racisme affaiblit matériellement l'ensemble de la classe travailleuse. En divisant les travailleur·ses, il empêche la construction de solidarités, tire les salaires vers le bas et renforce le pouvoir patronal. Les travailleur·ses blanc·hes qui adhèrent à des logiques racistes renforcent aussi leur propre exploitation.

Cette dynamique est flagrante concernant les politiques de sécurité. Les dispositifs sécuritaires, légitimés par des discours racistes et dirigés contre les racisé·es, finissent par se retourner contre l'ensemble de notre classe.

Le racisme fonctionne ainsi comme un mécanisme d'« avantage relatif ». Il ne confère pas un bénéfice absolu, mais un différentiel qui permet d'obtenir le consentement d'une partie des dominé-es. Ce consentement a un prix : la fragmentation des luttes et la perpétuation de l'exploitation.

C'est la raison pour laquelle il faut non seulement affirmer que les travailleur-ses blanc-hes n'ont pas intérêt au racisme, mais qu'en luttant contre le racisme aux côtés des racisé-es, iels luttent pour leurs intérêts de classe !

Un antiracisme de classe ne consiste donc pas à nier les oppressions spécifiques ni à dissoudre les luttes

antiracistes dans une abstraction de la lutte de classe. Il s'agit au contraire de comprendre comment le racisme est produit et utilisé par le capitalisme afin de construire une stratégie capable de le combattre efficacement.

Cela implique de soutenir l'auto-organisation des personnes directement touchées par le racisme, de combattre sans concession l'islamophobie et toutes les formes de racisme, mais aussi de convaincre le plus largement possible au sein de notre classe que ces combats sont les siens.

Car chaque victoire raciste renforce notre adversaire commun. Chaque division imposée entre travailleur-ses

renforce le patronat, l'Etat et les forces réactionnaires. A l'inverse, chaque lutte commune contre le racisme renforce notre capacité collective à nous organiser et à nous défendre.

L'antiracisme de classe ne repose donc pas sur la culpabilisation ou la concurrence des oppressions, mais sur une stratégie d'unité des exploité-es et des opprimé-es contre celles et ceux qui profitent de leur division.

Dans un contexte de montée de l'extrême droite, de guerres impérialistes et d'offensives racistes, cette perspective n'est pas seulement souhaitable : elle est nécessaire.

UNE SEULE

SOLUTION : LA GRÈVE

POLITIQUE !

DE LA THÉORIE À LA PRATIQUE, LA GRÈVE FÉMINISTE N'EST PAS AUTOMATIQUE

LA QUESTION DE L'ARTICULATION PATRIARCAT/
CAPITALISME A ÉTÉ UNE QUESTION CENTRALE DU
FÉMINISME DANS LES ANNÉES 1970.
DEUX THÉORIES SONT ENTRÉES EN DISCUSSION ET
SE SONT COMPLÉTÉE

Débats dans le mouvement : les féministes matérialistes et les féministes marxistes

D'un côté le féminisme marxiste avec en tête de file Silvia Federici et de l'autre le féminisme matérialiste avec Christine Delphy.

Deux questions principales ont structuré leurs débats. Premièrement, patriarcat et capitalisme sont-ils deux systèmes

séparés ? Sont-ils interdépendants ? Deuxièmement, quelle est la place du travail domestique ? S'agit-il d'un travail productif ? Productif, entendu ici au sens marxiste, c'est-à-dire un travail créateur de sur-valeur, donc vecteur de plus-value pour le capitalisme.

Les féministes matérialistes – ou féministes radicales – vont proposer une approche, certes inspirée des théories marxistes, mais affirmant une

autonomie du système d'oppression de la catégorie femme par rapport au capitalisme. Elles vont nommer ce système « patriarcat ». La volonté de ces féministes est de tenter de remonter à la racine – d'où le qualificatif « radicales » – de l'oppression historique des femmes. Pour ce faire, elles vont rompre avec la vision des féministes marxistes en affirmant que le patriarcat n'est pas un rapport contenu dans le capitalisme mais qu'il est bien un système autonome.

Pour les féministes marxistes, l'exploitation capitaliste est à l'origine de l'oppression des femmes. En ce sens, elles ne distinguent pas deux systèmes autonomes : le système qui est à combattre pour mettre fin à l'exploitation des femmes est le capitalisme dans son ensemble, et notamment la division genrée du travail qu'il a instaurée. La fin de l'oppression des femmes se produira après l'abolition du capitalisme car la fin de la société capitaliste et de sa division en classes conduira à la disparition de la famille conjugale grâce à la mise en place de la propriété collective.

Au-delà de ces désaccords, les féministes matérialistes et marxistes vont contribuer à un approfondissement théorique majeur : l'analyse de l'exploitation du travail et du corps des femmes dans le mode de production domestique. Cet apport fondamental va modifier durablement la compréhension de ce que vivent les

femmes dans la société capitaliste et donner de nouvelles armes au mouvement féministe.

La question du travail reproductif

La théorie de la reproduction sociale montre que si les femmes et les minorités de genre sont dominé-es, ce n'est pas dû à un simple biais idéologique qui aurait perduré. L'oppression a une base matérielle : l'assignation des femmes et des minorités de genre dans le cadre d'une division genrée du travail, à un type de travail spécifique, qu'on appelle le travail reproductif. Cette oppression n'est pas accessoire au capitalisme, elle lui est essentielle.

Ce travail consiste à produire et à reproduire la vie, c'est-à-dire de produire et de reproduire la force de travail.

La division sociale du travail pousse à l'extrême la séparation de la sphère productive (travail salarié effectué au sein du marché) et de la sphère reproductive (travail domestique, effectué en dehors du marché) pour que le capitalisme puisse se développer et perdurer.

Ce travail reproductif se traduit concrètement par des tâches quotidiennes, comme faire à manger, laver le linge, nettoyer la maison, des tâches qui permettent aux travailleur-euses d'être disponibles et productif-ves. Le travail reproductif se traduit également par la reproduction de la force de travail dans le temps, c'est-à-dire par la production des enfants et leur éducation.

Pour Silvia Federici, le foyer est le lieu du travail reproductif. Aurore Koechlin, féministe marxiste, explique quant à elle que ce travail reproductif ne s'effectue pas qu'au sein des foyers : on le retrouve dans les services publics de la santé, de l'éducation, etc., autrement dit tous les métiers dits du care. Cette partie collective du travail reproductif est très largement assurée par les femmes et les minorités de genres, majoritairement de classe populaire et racisées, avec une rémunération et une reconnaissance sociale très faibles.

Le travail reproductif est donc nécessaire au capitalisme pour pouvoir engranger des profits : il permet de produire la force de travail qui est la

seule marchandise qui produit de la plus-value, soit du profit. Le travail est donc central pour penser les rapports sociaux genrés et de race car c'est autour du travail en tant que base matérielle que se nouent les rapports de domination, contrairement à ce que laissent penser les féministes libérales. Dans l'histoire, les capitalistes ont déterminé les modalités d'exploitation des femmes y compris lorsqu'il s'agit du travail productif : elles sont ainsi une variable d'ajustement du capitalisme.

Bien évidemment, l'approche par le travail productif et reproductif n'est pas la seule manière de penser l'oppression des femmes et minorités de genre et la façon de la combattre. Pour autant, il nous semblait important de développer ces arguments car penser l'articulation entre patriarcat et capitalisme offre des perspectives stratégiques à moyen terme pour le mouvement féministe, notamment celle de la grève, outil historique du mouvement ouvrier.

La stratégie de la grève féministe

La grève féministe est un outil de lutte qui a montré sa force mobilisatrice dans de nombreux pays ces dernières années. Il s'agit à la fois de porter la revendication de la grève dans la sphère du travail salarié mais aussi du travail domestique, d'essayer d'articuler ce qui a été développé plus haut : le continuum du travail des femmes et minorités de genre de la maison à l'entreprise. Dans plusieurs pays d'Amérique latine, les féministes ont été précurseurs dans l'élaboration et la construction de cet outil.

En Europe, ceux qui ont réussi à mobiliser massivement autour de la grève féministe sont les Suisses et les Espagnoles. Le 8 mars 2018, une grève historique a lieu en Espagne : 5 millions de personnes participent d'une manière ou d'une autre à la mobilisation. L'année suivante, les Suisses sont un demi-million et les Espagnoles plus de 6 millions.

Ces exemples sont bien entendu très inspirants ; depuis quelques années se discute dans différents collectifs, syndicats et associations, la possibilité de faire la même chose ici en France. Pour autant et jusqu'à très récemment, le mot d'ordre de la grève féministe paraissait plus incantatoire qu'autre chose.

Comment construire la grève ? Des freins à ne pas négliger

Aujourd'hui, force est de constater que les forces vives, la base active du mouvement féministe sont des gens jeunes voire très jeunes, pour la plupart non salarié-es, qui n'ont pas de foyer à charge.

Pour cette génération de militant-es, ce qui est à l'origine de leur mise en mouvement est la lutte contre les violences patriarcales au sens large (féminicides, violences conjugales, incestes) et la dénonciation d'une culture du viol présente à tous les niveaux de la société. On observe que les syndicats ont des difficultés à s'approprier ces mots d'ordre propres à l'émergence et la continuité du mouvement Me Too car il s'agit de revendications qui échappent au strict cadre de l'exploitation. Dès lors, comment convaincre de la grève quand ce moyen d'action paraît éloigné des réalités quotidiennes de celles qui se mettent en mouvement ? Il va falloir être capable de tenir les deux bouts si on veut que la question de la grève devienne centrale dans les revendications et moyens d'action du mouvement féministe dans les années à venir, être capables d'articuler dans nos pratiques les mobilisations sur les violences patriarcales et celles portant sur les questions d'exploitation (allant de la charge mentale du foyer à des grèves dans les secteurs féminisés). Qu'on se le dise, ce qu'il y a à construire, c'est un saut qualitatif énorme dans la conscience de ce qu'est le patriarcat et de son lien inextricable avec le capitalisme.

Un certain nombre de nouvelles personnes investies dans le mouvement viennent des réseaux sociaux et ne sont passées ni par les organisations traditionnelles, ni par les syndicats, ni par les partis. Les collectifs, assemblées et associations féministes offrent la possibilité de regrouper des femmes et des personnes qui vivent des violences de genre qu'elles travaillent, qu'elles soient au chômage, à la retraite, avec ou sans papiers, trans, lycéennes, étudiantes, voire collégiennes. En ce sens, les cadres d'organisation du mouvement féministe sont très créatifs parce qu'ils s'adressent et regroupent des personnes avec des réalités très diverses. Il nous semble important de prendre soin de cette vitalité et de veiller à ce



qu'elle ne soit pas alourdie par l'envie de répondre à tout prix au mot d'ordre de la grève. Il faudra réussir à convaincre sur des bases saines en favorisant l'appropriation de ce concept pour l'élargir au plus grand nombre de gens et de réalités.

Un autre enjeu majeur pour la construction d'une grève féministe d'ampleur est le lien avec les syndicats. Leur participation est encore faible mais idéalement il devrait y avoir beaucoup plus de liens et de fluidité entre les collectifs féministes et ces organisations. Cet état de fait est lié à des tensions relevées ces dernières années dans plusieurs villes où des organisations syndicales ont préféré appeler seules à des mobilisations faibles numériquement plutôt que de composer avec la diversité du mouvement, contribuant à une sorte de fracture autour de l'organisation du 8 mars. Pour autant, de nombreuses femmes syndicalistes font partie de collectifs féministes et peuvent faire le lien avec les syndicats tout en apportant les revendications féministes liées au milieu du travail. À l'inverse, même si les syndicats peuvent entraîner une grande proportion de femmes dans le milieu du travail, un nombre non négligeable de femmes ne sont pas en mesure d'intégrer des syndicats pour des questions de statut et d'habitudes organisationnelles. Le travail réciproque pour fluidifier les rapports entre le mouvement

féministe et les syndicats est donc un enjeu important dans la perspective de la grève et de l'augmentation du rapport de forces vis-à-vis de l'Etat.

Un autre enjeu de taille qui se pose va concerner le passage d'une grève de femmes à une grève féministe : d'une grève qui à priori ne concerne, en termes d'intérêts directs, que les femmes et minorités de genre, mais qui se doit, pour arriver à ses fins, de concerner l'ensemble de la classe exploitée et opprimée. Au sein du mouvement la question des premières concernées cristallise beaucoup de débats et devient souvent un sujet sensible. Il va donc falloir mener de front deux batailles : celle qui consiste à argumenter pour dépasser les conceptions morales autour de la question des premières concernées pour la repolitiser en pratique (par exemple : pour quelles raisons est-ce pertinent, intéressant de faire un cortège en non-mixité choisie ? Que voulons-nous y défendre qui ne puisse être vécu/porté dans un cortège mixte ?), bref sortir des évidences morales portées par une certaine frange du mouvement. De l'autre, il faudra construire le rapport de forces et l'autonomie politique suffisants au mouvement pour que l'on soit à même de renverser l'état de fait des oppressions quotidiennes. Dans notre classe, il y a aussi des violeurs, des paternalistes, des transphobes, des gens qui perpétuent les violences sexistes et sexuelles. Comme le dit

Christine Delphy, la non-mixité est une étape nécessaire pour la construction de l'autonomie politique et la réappropriation du pouvoir mais elle ne peut être une finalité en soi. Elle est un moment de lutte avec pour objectif la lutte de tou·tes pour abolir cette société. Il s'agira donc d'une question de tempo : construire les moments d'approfondissement de la confiance politique des premier·es concerné·es et saisir les moments d'intervention nécessaire dans des cadres politiques plus larges et mixtes pour ne pas se couper du mouvement social.

La grève à notre sens doit être pensée comme processus et pas seulement comme finalité. Bien entendu, le taux de grévistes effectif le 8 mars ou la force numérique des manifestations ce jour-là sont des indicateurs à ne pas négliger pour dresser un constat de la réussite ou non de la mobilisation, mais ils ne doivent pas être les seuls. En effet, la grève doit aussi être entendue comme un état de mobilisation permanent, comme une augmentation significative de la conscience politique de l'oppression et de l'exploitation. En ce sens, elle doit permettre au jour le jour la mise en relation des femmes et minorités de genre à travers l'organisation et la solidarité par quartier, à la mise en réseau des associations, syndicats et collectifs divers et variés, à la réflexion sur les conditions matérielles de participation des femmes et minorités de genre dans la mobilisation en proposant concrètement de commencer ici et maintenant, par en bas, la socialisation du travail reproductif (solution de garde pour les enfants pour participer aux réunions et manifestations, organisation de repas collectifs, etc.).

Le mouvement féministe est inventif et créatif, il l'a prouvé maintes fois dans l'histoire, et ce dans différents pays et contextes. Notre féminisme implique une refonte totale de la manière dont doit s'organiser la société au quotidien, il porte en lui les germes d'une alternative au modèle capitaliste. C'est donc à nous de travailler à rendre encore plus évidents les intérêts que nous avons à lutter contre le capitalisme pour ne pas laisser de place au féminisme libéral qui ne profite qu'à un tout petit pourcentage de personnes. Nous devons lui opposer au contraire un féminisme qui a pour finalité le changement réel des conditions matérielles d'existence de la majorité opprimée et exploitée.

LA TRAJECTOIRE DU CAPITAL

La place des différents Etats dans la compétition internationale est inégale. Les dynamiques sont hétérogènes, car une puissance peut émerger et revendiquer une stature commerciale, géopolitique et militaire plus représentative de son nouveau pouvoir économique. Les vieilles puissances en déclin relatif ont de leur côté intérêt à protéger ce qu'elles ont acquis par le passé. Cette trajectoire mène les deux parties vers des affrontements, comme ce fût le cas par le passé.

Si nous avons tant de difficultés à nous opposer à cette dynamique par des mobilisations massives comme elles ont pu avoir lieu dans d'autres pays, c'est que des désaccords importants existent parmi les courants qui prétendent combattre l'impérialisme. La Chine peut-elle constituer un rempart à l'impérialisme ? L'article « *La Chine est-elle un rempart à l'impérialisme ?* » (p.18) conteste cette position. De son côté, l'article « *Les révolutionnaires doivent-ils*

demander à Macron d'armer l'Ukraine ? » (p.20) argumente contre les organisations de notre camp qui demandent à notre classe dirigeante et à l'OTAN d'envoyer des armes à l'Ukraine, en rappelant que l'ennemi principal est à la maison. Enfin, « *Comment soutenir les luttes de libération nationale* » (p.22) revient sur la place à faire à la critique des régimes ou des courants politiques des pays dominés (le Hamas en Palestine, Maduro au Venezuela, ou plus récemment le régime iranien) quand ils sont attaqués par des puissances impérialistes. L'article « *Face au fascisme : l'unité de notre classe* » (p.24) rappelle que notre boussole doit rester d'adopter des positions qui permettent d'agir pour affaiblir l'impérialisme.

Aux guerres qui (re)viennent nous devons ajouter un autre danger. Nos classes dirigeantes érigent d'autres pays comme menaces existentielles pour tenter de nous souder derrière le drapeau, justifier leurs dépenses

militaires et nous envoyer à l'abattoir. Elles alimentent la surenchère raciste pour diviser notre classe en créant des "ennemis de l'intérieur" et ranger la population derrière son programme nationaliste et impérialiste. Ce faisant, elles créent un terrain fertile pour le fascisme et son principal représentant, le RN. Il nous semble donc important de discuter du danger du fascisme et des moyens de le combattre, à travers deux articles. Le premier, « *Entre la milice et la cravate, le fascisme en tension* » (p.26), argumente sur la nature fasciste du RN à partir d'un concept développé par le révolutionnaire marxiste italien Gramsci dans la lutte contre Mussolini. Le deuxième sur la nécessité d'un combat antifasciste unitaire à partir des leçons tirées par le révolutionnaire russe Trotsky dans la lutte contre le parti nazi en Allemagne.

La compétition entre capitaux et blocs de capitaux à l'échelle internationale nous conduit dans le mur. Si on la laisse faire, ce sera une catastrophe pour nous toutes.

LA CHINE EST-ELLE UN REMPART À L'IMPÉRIALISME ?

ON S'INTÉRESSE ICI À LA QUESTION DE L'ESSOR
DE LA CHINE, DE SON DÉVELOPPEMENT
CAPITALISTE, PARCE QUE C'EST UNE DES
GRANDES HISTOIRES DU DÉVELOPPEMENT DU
CAPITALISME À L'ÉCHELLE MONDIALE, EN SE
CONCENTRANT SUR TROIS POINTS CLEFS :

1. L'essor de l'État chinois moderne, et de l'économie chinoise jusqu'à sa position actuelle dans le capitalisme mondial est une capitalist success story : une réussite capitaliste exemplaire.

2. Le capitalisme aux soi-disant caractéristiques chinoises n'a pas trait à la Chine en elle-même, c'est une répétition des dilemmes auxquels se sont confrontés les classes dirigeantes capitalistes dans le développement capitaliste global.

3. Enfin, l'émergence de la Chine comme plus grand centre d'accumulation et de production capitaliste aujourd'hui mène inévitablement à l'intensification des rivalités et conflits impérialistes avec la puissance qu'elle conteste, les Etats-Unis.

Pour dérouler cette analyse, il faut partir d'une définition du capitalisme, et se concentrer sur deux points :

- Le capitalisme est un système généralisé de production et d'échange de marchandises. Dans une société capitaliste, chacun.e a sa vie structurée par le fait qu'il doit produire des marchandises à vendre sur le marché force de travail incluse.

- Le processus d'accumulation du capital prend place dans une situation de compétition entre les classes dirigeantes capitalistes – les propriétaires et gestionnaires des moyens de production et des ressources nécessaires à la production des marchandises. Il sont en concurrence les uns avec les autres pour prendre le contrôle de la plus grande part de la production sociale et cherchent à extraire toujours plus de plus-value des producteur-ices.

Ainsi certaines choses importantes ne permettent pas en elles-mêmes de caractériser le capitalisme ou le

socialisme. Parmi elles, un rôle central de l'Etat dans l'économie, une planification centrale de l'économie, ne signifie pas qu'on a affaire à une société non-capitaliste.

En fait, l'Etat et les capitaux sont tous les deux importants pour le capitalisme. Plusieurs Etats se sont ainsi développés et ils ne font pas la même taille : certains sont plus gros, plus riches, plus puissants que d'autres. Cette inégalité dans la taille et la puissance des Etats est une des manifestations de l'inégalité qui caractérise le monde. Ce n'est pas la seule mais elle est importante et les Etats agissent comme des points de concentration de cette inégalité. Mais ils peuvent aussi parfois être des outils pour la surmonter, pour devancer ses rivaux en mobilisant la concentration du pouvoir d'Etat pour progresser dans la compétition avec les autres Etats et les autres classes dirigeantes capitalistes.

L'Empire des Qing, puissance obsolète

En 1820, la production de l'Empire chinois représentait un tiers de la production mondiale. En 1900, elle n'en représentait plus que 11%. En 1970, plus que 1%. Maintenant, la Chine est la plus grande économie mondiale. Durant ces 200 ans, le capitalisme a donc commencé à émerger en Chine dans un contexte de concurrence avec les puissances européennes – puis avec les Etats-Unis.

L'État pré-capitaliste chinois était très puissant et prospère, relativement à la plupart des Etats européens, qu'il a surpassé technologiquement et économiquement pendant des centaines d'années. Mais au début du 19e siècle, la Chine est doublée par la montée du

capitalisme en Europe et plus précisément par le développement de l'empire britannique. S'ensuit un long processus de décomposition et de démembrement de l'Empire précapitaliste chinois sous l'effet de la pénétration impérialiste, essentiellement britannique, même si d'autres puissances européennes cherchent également à étendre leur influence sur la Chine.

Plusieurs vagues révolutionnaires contestent alors la vieille classe dirigeante chinoise. Cela aboutit au renversement de l'Empire en 1911. Le mouvement nationaliste chinois et le nouvel Etat chinois se retrouvent alors pris dans un étau : d'une part, face aux puissances européennes; d'autre part, face au Japon, une autre puissance régionale dans laquelle le capitalisme a commencé à se développer au 19e siècle – alors d'une manière bien plus dynamique qu'en Chine – et qui aspire à étendre sa domination en Asie. Cet essor du Japon en tant que puissance impérialiste dans la région se déroule réellement des années 1920 aux années 1940.

La révolution permanente déviée...

En parallèle, le mouvement ouvrier prend son essor en Chine, partiellement inspiré et influencé par la révolution bolchevique en Russie de 1917. Il y a certaines similarités entre les contradictions sociales qui découlent du développement capitaliste, en Chine et en Russie, au début du 20e siècle. En particulier, on observe dans ces deux pays l'apparition d'une petite et concentrée classe ouvrière industrielle, au milieu d'un océan de paysans, face à une classe de propriétaires terriens et la bourgeoisie capitaliste émergente.

En Russie, la révolution a été réussie en premier lieu, une transition socialiste a commencé mais a été défaite. Et la défaite de la révolution russe a joué un rôle dans la défaite de la révolution chinoise qui débuta au milieu des années 1920.

Cela a pris la forme d'une stratégie développée par le parti communiste en Russie – sous la direction de Staline – et adoptée par le parti communiste naissant en Chine. En résumé, l'argument staliniste était que les luttes des travailleur-ses chinois-es devaient se ranger sous la direction de la classe moyenne capitaliste et du mouvement nationaliste, le Kuomintang – qui finira par gouverner Taïwan après avoir perdu la guerre civile. Les travailleur-ses des grandes villes

comme Shanghai ne devaient pas pousser pour une révolution socialiste mais devaient se limiter à ce qu'ils pouvaient obtenir sous la direction des nationalistes bourgeois.

Cette direction nationaliste bourgeoise a pris une terrible revanche sur les travailleur·ses en tuant des dizaines de milliers de personnes et en écrasant le mouvement révolutionnaire. Des membres de la direction du parti communiste s'enfuirent et menèrent des luttes de guérilla dans les campagnes, très loin des villes et du prolétariat. C'est ce mouvement que Mao Zedong a dirigé, et qui, à l'issue d'une lutte militaire, a pris le contrôle de l'Etat chinois en 1949.

La raison pour laquelle ce contexte est important c'est qu'il permet d'offrir une sérieuse objection à l'idée qu'on puisse caractériser le Parti communiste chinois de 1949 comme un parti de travailleur·ses – il n'y en avait en fait pratiquement aucun – ou qu'on puisse penser qu'il prît le pouvoir au nom de la classe ouvrière. C'était une « révolution » dirigée par des militaires visant à prendre le contrôle de l'Etat tandis que les travailleur·ses restaient passif·ves. Beaucoup de travailleur·ses ont soutenu l'arrivée du parti et la défaite qu'il infligea aux nationalistes. Mais ce n'était pas un acte d'émancipation des travailleur·ses par les travailleur·ses eux-mêmes.

...vers le capitalisme d'Etat...

Sous la direction de Mao, le nouvel Etat communiste chinois a commencé à se consolider et à jeter les bases du développement capitaliste en Chine. Cela a été réalisé particulièrement à l'époque de Mao en utilisant l'Etat pour mobiliser les gens, pour les contraindre, mais aussi pour centraliser les ressources nécessaires pour rattraper et prendre le dessus sur d'autres concurrents – à l'échelle internationale. Staline préconisait un même modèle de développement dès les années 1930.

Pour comprendre le caractère du régime économique et de l'Etat chinois, il faut regarder à quel point ce régime s'inscrit dans les tendances générales du fonctionnement du capitalisme au niveau mondial. Au niveau de l'organisation de la production, il y a une similarité entre le fonctionnement chinois et le fonctionnement capitaliste mondial.

Par exemple, dans la période où Mao était au pouvoir, l'accent mis sur l'Etat

et sur son rôle dans le développement économique est un trait commun à l'ensemble du système capitaliste. Certes, les méthodes bureaucratiques de centralisation étaient bien plus poussées en Chine ou en URSS qu'en Grande-Bretagne, en France ou aux Etats-Unis. Mais il y avait dans la même période dans les pays capitalistes occidentaux de nombreuses nationalisations d'industries.

Bien sûr, il y avait des différences importantes entre les économies respectives de ces pays. En Angleterre, en France, aux Etats-Unis, même en Russie, le capitalisme était beaucoup plus ancien qu'en Chine. Donc par exemple, la masse sociale des paysans était énorme en Chine, en comparaison à ces autres pays et leurs niveaux d'industrialisation. Donc bien que la trajectoire soit similaire, ces économies nationales étaient à des étapes différentes de développement capitaliste.

Ce sont par conséquent des épreuves différentes qui sont apparues à la fin des années 1960 aux années 1970. En occident, les mécanismes utilisés pour compenser la tendance du capitalisme à entrer en crise, ne sont plus aussi efficaces qu'ils ne l'avaient été, au sortir de la seconde guerre mondiale. En Chine le défi est différent. Les politiques de Mao entraînent une crise dans l'agriculture, des dizaines de milliers de personnes sont décimées par la famine. En parallèle, la tentative de mener une industrialisation rapide a été relativement infructueuse et a conduit à l'effondrement de la production d'acier par exemple. En Chine comme en occident, on reconnaît dans les années 1970 que le système n'est plus viable tel quel.

...puis le capitalisme de marché !

Après la mort de Mao et la prise de pouvoir de Deng Xiaoping, émerge une nouvelle stratégie économique chinoise qui vise à moderniser l'économie et à l'intégrer dans l'économie mondiale à un plus haut degré. Cette politique a produit un incroyable bond dans la production industrielle et le développement économique du pays tout au long des 50 années qui suivront. Le processus de privatisation de l'agriculture a permis l'augmentation de la production agricole, tandis que la production industrielle a augmenté de 20% par an pendant les années 1980. Cette croissance industrielle a posé les bases qui ont permis à l'économie

chinoise de décoller dès les années 1990 et particulièrement dans les années 2000, quand la Chine s'est imposée comme puissance d'exportation massive de marchandises.

Ainsi, bien que la période néolibérale, ouverte dans ces années, est perçue comme une période de retrait de l'Etat, les fondements du succès de la Chine en tant que puissance néolibérale ont été posés par l'intervention de l'Etat lui-même. Cela fait partie des mensonges de Thatcher, Reagan et des autres dirigeants capitalistes d'avoir refusé de reconnaître le rôle joué par l'Etat chinois dans l'édification de ces fondements.

L'Etat chinois : pas un rempart mais une partie du problème

Pensons aux produits et processus de production au centre de la révolution industrielle conduite par la Chine. Il s'agit de la high-tech, la production d'électronique à destination du grand public mais aussi la production de semi-conducteurs... Des catégories de technologies majoritairement transférées dans l'Asie de l'Est dans les années 50 justement par les Etats-Unis. Mais alors qu'au sortir de la Seconde Guerre mondiale, les Etats-Unis ont noué des relations politiques avec les autres Etats de la région, comme le Japon, et ont conservé le contrôle sur ces relations politiques, la Chine, Etat d'une échelle beaucoup plus importante, est en dehors de ce système d'alliances politiques.

L'élan de l'économie de la Chine de ces 20 dernières années, durant lesquelles elle a vraiment commencé à supplanter, sur certains aspects, la domination des Etats-Unis et de ses alliés comme l'Allemagne ou le Japon, est ce qui déstabilise l'équilibre global entre les plus grandes puissances impérialistes. C'est essentiel à la compréhension de la crise de l'impérialisme étasunien aujourd'hui.

Ainsi, le développement des forces productives des années 1980 et 1990 de la Chine, l'a amenée à se placer en compétition avec le capitalisme étasunien. C'est cette compétition qui domine le système de compétition global entre Etats capitalistes. Et cette compétition économique alimente les processus de rivalité militaire, que la classe dirigeante chinoise le veuille ou non. Nous revenons au problème inévitable de l'impérialisme.

LES RÉVOLUTIONNAIRES

DOIVENT-IELS

DEMANDER À MACRON

D'ARMER L'UKRAINE ?

PARTANT DES ANALYSES DE MARX ET D'AUTRES
RÉVOLUTIONNAIRES, NOUS PENSONS QUE LES
GRANDES GUERRES MODERNES NE SONT PAS LA
FAUTE DE DIRIGEANTS SANGUINAIRES OU
ASSOIFFÉS DE POUVOIR MAIS QU'ELLES SONT
INHÉRENTES À LA LOGIQUE MÊME DU CAPITALISME

Des articles ont été écrits sur les racines impérialistes de la guerre en Ukraine (voir la bibliographie en fin de livret). Dans cet article, nous avons choisi de polémiquer avec ceux qui sont en désaccord avec notre analyse.

Aujourd'hui, 80 ans après la fin de la dernière guerre mondiale, avec le développement de la crise économique mondiale, nous assistons à une exacerbation de la concurrence capitaliste à tous les niveaux. La lutte pour un nouveau partage du monde s'accroît et une nouvelle guerre mondiale nous menace. Après la disparition de l'URSS, la Russie s'est trouvée très affaiblie par la perte des pays de l'Europe de l'Est au profit du bloc de l'Union Européenne sous le parapluie d'un OTAN conquérant étendu jusqu'aux frontières de la Russie. C'est dans cette situation explosive que la Russie de Poutine cherche à se repositionner en envahissant l'Ukraine (entre autres opérations). Et les Etats-Unis, tout comme la Chine et l'Europe, raisonnent et agissent de la même manière.

Avant la Première Guerre mondiale, que tout le monde voyait venir, tous les grands partis de gauche avaient juré qu'ils n'iraient pas faire la guerre pour les capitalistes

et tuer leurs frères de classe. Quand la guerre a éclaté, presque tous ont trahi leur parole et le monde a plongé dans l'horreur. Aujourd'hui, nous devons renouer avec cette tradition internationaliste mais cette fois-ci en s'assurant que les paroles deviennent des actes.

La guerre en Ukraine ne serait pas la même chose que la 1ère Guerre mondiale ?

Contrairement à 1914-18, nous dit-on, nous n'assistons pas à une guerre inter-impérialiste entre deux puissances ou deux blocs impérialistes car il n'y aurait pas d'affrontement direct entre les armées de la Russie et de l'OTAN. La guerre ne serait donc qu'une simple guerre de défense ou de libération nationale, comparable à celle du Vietnam où les Vietnamiens avaient reçu l'aide des Etats soviétiques et chinois. Mais c'est ne pas voir que le soutien financier et militaire absolument colossal des puissances occidentales groupées autour de l'OTAN en fait néanmoins une guerre inter-impérialiste, non pas directe mais par procuration – une guerre par procuration entre le bloc de l'OTAN et la Russie avec malheureusement la population de l'Ukraine comme chair à canon. Cela ne signifie pas que dans ce

conflit il n'existe aucun élément de lutte de libération nationale mais que, pris dans son contexte global, cet élément est marginal par rapport à la caractéristique dominante de la guerre qui est surtout une guerre entre l'impérialisme russe et les puissances impérialistes occidentales.

Ce n'est d'ailleurs pas la première fois dans l'histoire que ce type de situation se présente. En 1914, l'héritier du trône de l'Empire austro-hongrois fut assassiné à Sarajevo en Serbie. L'Empire austro-hongrois a immédiatement envahi la Serbie. La Russie est intervenue pour soutenir son alliée la Serbie et l'Europe s'est embrasée. Pris isolément, on pourrait parler d'une guerre de défense nationale par les Serbes mais cet élément était totalement noyé dans une guerre inter-impérialiste qui n'attendait qu'à éclater. Les révolutionnaires de l'époque caractérisaient la situation de 1% de lutte de libération nationale serbe et 99% de guerre impérialiste. C'est d'ailleurs tout à l'honneur du Parti socialiste serbe d'être resté fidèle aux résolutions de tous les grands partis de gauche de l'époque qui affirmaient que la guerre qui venait ne serait pas la leur. Le Parti socialiste serbe a voté contre les crédits de guerre. L'immense majorité des autres partis de gauche ont voté pour et ont envoyé des millions de travailleuses à leur mort. La guerre en Ukraine est certainement moins de 99% impérialiste mais c'est toujours ce qui la caractérise en premier lieu.

Dans ce contexte, Zelensky et son gouvernement ont choisi d'être complètement dépendants des Etats-Unis et de l'Europe et n'ont, contrairement aux Vietnamiens, aucune autonomie réelle en ce qui concerne le contrôle du déroulement de la guerre, ni des conditions de son arrêt, ni de sa poursuite. Par ailleurs, une des raisons pour lesquelles les révolutionnaires ont toujours soutenu les luttes de libération nationale est que leur victoire permet d'affaiblir l'impérialisme à l'étranger comme au cœur du pays.

L'immense mouvement de contestation aux Etats-Unis contre la guerre du Vietnam et la défaite de l'impérialisme américain ont fait que le « syndrome du Vietnam » a empêché toute intervention militaire états-unienne de grande ampleur pendant une décennie. Du mouvement des femmes aux Black Panthers en passant par le mouvement des droits civiques, toute une

génération d'Etats-Unien-nes a été transformée. En France, également, la défaite de l'Etat français en Algérie a largement contribué à la radicalisation de pans entiers de la jeunesse française dans les années 1960.

Aujourd'hui, en Ukraine, une victoire de la première puissance impérialiste mondiale et de ses acolytes européens signifierait un renforcement de toutes les tendances nationalistes et guerrières dans nos pays. Evidemment, la même chose vaut pour l'impérialisme russe et nous souhaitons aussi sa défaite. Mais la question c'est comment et par qui ? Nous y reviendrons.

Une guerre pour la démocratie contre le fascisme ?

Parmi les forces politiques qui sont pour un renforcement du soutien financier et militaire à Zelensky de la part des Etats-Unis et de l'Europe il y a des partis de gauche, comme le PS et les Verts mais aussi de la gauche révolutionnaire comme le NPA – l'Anticapitaliste. Un des arguments pour justifier cette position est de dire que le régime de Poutine serait devenu « fasciste ». Nous avons développé ailleurs une analyse historique du fascisme et des formes qu'il prend aujourd'hui (voir bibliographie en fin de livret). Pour nous, s'il est clair que Poutine est un dictateur sanglant à la tête d'un Etat policier redoutable, ce n'est pourtant pas du fascisme. Il y a des idéologues russes autour de Poutine qui développent des théories fascistes ou proches mais il n'y a pas de parti et de mobilisation de masse fascistes.

Afin de justifier le soutien (même critique) au camp de l'OTAN on en arrive non seulement à faire de Poutine le mal absolu mais à embellir, ou du moins, à minimiser la vraie nature des prétendus défenseurs de la démocratie. Comment croire que les pays de cette alliance (et la France en premier lieu) se battent pour la démocratie, la liberté ou la justice ? Que ce soit, par le passé dans les guerres coloniales, au Vietnam ou en Algérie ; ou aujourd'hui, dans leur soutien indéfectible à des régimes dictatoriaux dignes de celui de Poutine comme l'Egypte d'Al-Sissi ou l'Arabie Saoudite de Ben Salmane, leur préoccupation n'est pas la démocratie mais simplement la défense de leurs intérêts économiques. Il est d'ailleurs de plus en plus clair que la crise du

système les pousse dans une direction qui suit la même trajectoire que celle de la Russie : le soutien sans limite au régime génocidaire d'Israël et la reprise en main militaire par Trump du Venezuela (au moment où cet article est écrit) avec la perspective d'autres aventures militaires à venir nous en donnent un aperçu.

Aucune guerre n'est identique à une autre mais celle qui se passe en Ukraine a de fortes ressemblances avec les grandes guerres du passé. En 1914, la gauche française prétendait que c'était une guerre pour la République et la démocratie contre le militarisme impérial du régime prussien, que ce serait une guerre très rapide. Aujourd'hui, comme en 1914, la guerre s'éternise, engloutit des milliards d'euros et aboutit au sacrifice de dizaines de milliers de soldats, parfois pour quelques centaines de mètres de territoire. Côté OTAN, 41 pays donateurs ont fourni 267 milliards d'euros sur trois ans et les budgets militaires explosent de partout. Plus de 300 000 Russes et Ukrainien-nes sont mort-es avec plus d'un million de blessé-es. Devant ce massacre, d'après le journal Libération, 250.000 soldat-es ukrainien-nes ont déserté depuis le début de la guerre dont la moitié sur les sept premiers mois de 2025.

Les Ukrainien-nes seraient donc réduit-es à ne rien faire ?

Si jamais iels acceptaient l'idée que faire appel à l'OTAN n'a fait qu'empirer les choses et qu'à terme il y aurait le risque d'une escalade vers une guerre nucléaire, alors, devraient-iels tout arrêter et juste subir les bombardements, accepter la mort des soldat-es et des civil-es puis une occupation russe ? Evidemment que non. Car, comme nous disions, même si le caractère dominant de la guerre est celui d'une guerre inter-impérialiste, il existe un réel élément d'oppression nationale, fondée sur une longue histoire de rapports coloniaux avec la Russie. C'est bien la Russie qui a mené une invasion injustifiée et on doit exiger le retrait de ses troupes. Face à cette attaque et à l'occupation de certains territoires, la résistance est légitime. Mais ne serait-il pas possible de s'organiser autrement qu'en se jetant dans les bras de l'OTAN ?

De manière paradoxale, l'idée de ce que pourrait être cette alternative est soulevée par Tara Bilous, un

représentant d'une organisation de la gauche radicale ukrainienne dans une interview pour le journal du NPA. Il est d'accord pour rejoindre l'armée de Zelensky mais dit que si jamais Zelensky avait été un fasciste, il aurait fallu une stratégie alternative, celle d'une guerre partisane indépendante. Evidemment Zelensky n'est pas un fasciste mais il est intéressant de voir qu'une autre stratégie est envisageable et que si elle était appliquée cela éviterait que la résistance soit liée à des forces qui la mènent à la catastrophe. C'est d'ailleurs en adoptant cette stratégie qu'elle aurait les meilleures chances de se rapprocher des Russes qui s'opposent à la guerre, à la fois sur le front et à l'arrière, ce qui est absolument crucial si on veut y mettre fin. Montrer qu'on n'est pas des soutiens de l'OTAN offre la meilleure possibilité d'être crédibles lors des appels à la fraternisation et à la fin de la guerre. Malgré les difficultés, des Ukrainien-nes ont réussi par le passé à s'adresser aux soldat-es russes et on peut espérer que cela se reproduira. Enfin, cette perspective internationaliste est aussi au cœur de la stratégie des révolutionnaires au sein des pays du camp de l'OTAN et notamment en France.

Nous avons besoin d'un mouvement international contre la guerre

Un véritable mouvement de masse contre la guerre en Ukraine et les guerres ailleurs dans le monde, nous donnerait des forces pour chercher à y mettre fin. Nous avons vu avec la Palestine à quel point les immenses manifestations en Angleterre ou en Espagne et surtout la magnifique grève générale en Italie ont pu donner confiance au mouvement. Aujourd'hui, c'est en un clic que les images, comme la tête de mort de la Gen Z, sont relayées à travers la planète, d'un mouvement insurrectionnel à l'autre. Alors, malgré les difficultés, pourquoi pas jusqu'en Russie ? Le soutien à Poutine est loin d'être monolithique. La colère existe, chez les jeunes qui sont envoyé-es au front ou qui cherchent à le fuir, chez les familles, chez les parents qui perdent leurs enfants. Elle s'exprime difficilement pour le moment à cause de la répression mais elle existe et un jour ça pourrait très bien exploser à la face du régime.

En France, pour l'instant, le mouvement anti-guerre est faible, malgré le vrai

potentiel illustré par exemple par les 4000 personnes qui ont participé à un meeting contre la guerre organisé par le POI en octobre 2025. Avec l'accélération des agressions impérialistes des USA de Trump, un tel mouvement pourrait décoller. Cela pourrait avoir un vrai impact sur la politique guerrière de Macron et trouver en même temps un écho chez les opposant·es à la guerre en Russie.

Plus les classes dominantes de ce monde s'enfoncent dans leur crise, plus elles essaient de nous préparer à la guerre qui vient avec leur propagande raciste et nationaliste et leurs appels à l'union nationale. Aujourd'hui, « la menace d'une invasion russe » est l'argument de choc de Macron pour nous faire accepter les immenses dépenses sur les armes et le budget d'austérité. Il faudra

anticiper l'éventualité qu'un futur gouvernement essaie de nous embarquer dans une guerre. Contre la Russie ? Contre la Chine ? Un scénario pas si improbable que cela. Renforçons encore la lutte contre le racisme et le nationalisme et renouons avec la tradition de la solidarité internationale entre les travailleuses et travailleurs du monde entier.

COMMENT SOUTENIR LES LUTTES DE LIBÉRATION NATIONALE ?

LES LUTTES DE LIBÉRATION NATIONALE DANS UN
ENDROIT DU MONDE ONT DES RÉPERCUSSIONS
INTERNATIONALES, COMME LES ATTAQUES DU
HAMAS LE 7 OCTOBRE 2023 L'ONT DÉMONTRÉ

En tant que luttes contre la domination impérialiste, c'est-à-dire contre la domination de quelques Etats capitalistes sur le reste du monde (dans le cas de la Palestine, par le biais de la base avancée des USA au Moyen-Orient – l'entité sioniste), elles font partie de la lutte des classes. La classe dirigeante et l'Etat français se sont placés du côté du « droit d'Israël de se défendre », et dans notre camp l'ensemble des organisations ont dû se positionner, avec une injonction à condamner le Hamas, sans quoi elles s'exposaient à la répression sous l'accusation d'apologie du terrorisme. La plupart des organisations l'ont condamné, ce qui a fait obstacle à l'organisation de mobilisations contre le génocide et même conduit, un mois après le 7 octobre, le PS, le PCF, EELV et d'autres – à aller défilé avec le gouvernement et les fascistes du RN ou de

Reconquête, soi-disant contre l'antisémitisme, dans les faits en soutien à Israël.

Dès que l'on doit s'opposer aux interventions impérialistes, de nombreux désaccords apparaissent, empêchant souvent de s'accorder sur des bases minimales pour construire un mouvement unitaire. Parmi eux, la position à tenir vis-à-vis des régimes des pays agressés ou des courants politiques en première ligne des luttes de libération. Domine l'idée que si l'on condamne le sioniste génocidaire Netanyahu, alors il faut condamner également le Hamas, ou que s'opposer aux agressions impérialistes de Trump au Venezuela ou en Iran doit s'accompagner d'une critique explicite des régimes dictatoriaux de Maduro ou Khamenei. Le corollaire est qu'il faut donc refuser les cortèges qui soutiennent ces courants ou ces

régimes dans nos manifestations. Cette position existe jusque dans des organisations qui se disent marxistes. La crise du capitalisme et les guerres qui (re)viennent nous obligent à nous positionner dans ce débat.

Tous les nationalismes ne se valent pas

Marx, par exemple, a réévalué son point de vue sur le sujet, à partir de la situation d'oppression du peuple irlandais colonisé par l'Angleterre. Au départ, il défend l'idée que la classe ouvrière anglaise, en combattant sa classe dirigeante, va permettre de libérer le peuple irlandais. La réalité l'amène à revoir son jugement. Le nationalisme britannique gangrène la classe ouvrière anglaise tandis qu'un mouvement de résistance se met en place en Irlande. Il en conclut que les révolutionnaires anglais doivent soutenir le nationalisme irlandais en lutte contre l'oppression britannique, et par conséquent que le nationalisme qui existe dans un pays dominant n'est pas de même nature que le nationalisme qui existe dans les pays dominés. Dans le cas d'un pays impérialiste, c'est un nationalisme de domination, qui se retourne contre nous, les exploités et les opprimés, parce qu'il défend les intérêts de la bourgeoisie. Dans le deuxième cas, c'est un nationalisme contradictoire, qui comporte un contenu progressiste lié à l'objectif d'indépendance, de liberté, de démocratie, qui peut affaiblir l'impérialisme. On ne peut donc pas appréhender ces nationalismes, ni les Etats et les classes dirigeantes qui les portent, de la même façon.

La Première guerre mondiale va apporter de nouveaux éléments au débat, encore utiles pour nos luttes actuelles. Les pays entrent alors en guerre sous le mot d'ordre de défense

de la patrie et des nations opprimées. La majorité des organisations révolutionnaires des puissances impérialistes vont se rallier à leur classe dirigeante et voter les crédits de guerre. Peu nombreux-ses sont ceux qui s'y opposent. La révolutionnaire russe Lénine et la révolutionnaire germano-polonaise Luxemburg en font partie, en prônant une lutte intransigeante contre la défense de la patrie bourgeoise et l'union sacrée.

En 1915, alors prison en Allemagne pour son opposition à la guerre et ses appels à la désertion, Rosa Luxemburg écrit une brochure (« *Brochure de Junius* ») dans laquelle elle affirme que les guerres impérialistes modernes ne sont pas menées pour défendre les peuples. Elles résultent de la rivalité entre des classes dirigeantes concurrentes en quête de marchés et de territoires. Elle argumente que la position de Marx était valable à une époque de transition du féodalisme au capitalisme, où la bourgeoisie jouait un rôle progressiste dans le combat contre la noblesse. Pour elle, à partir du début du XX^e siècle, cette situation n'existe plus. On a affaire à un capitalisme qui est largement généralisé, si bien qu'il n'y a plus de base matérielle à l'indépendance nationale, dont la revendication devient réactionnaire. En Pologne, dont la plus grande partie est alors dominée par la Russie, elle observe ainsi que la lutte pour l'indépendance est portée principalement par la petite bourgeoisie. La bourgeoisie polonaise dépend des marchés russes, donc ne veut pas l'indépendance. La classe ouvrière polonaise participe aux grèves de la classe ouvrière russe, ce qui montre que la libération peut se faire sans revendication d'indépendance. Elle entre d'ailleurs en conflit avec le Parti socialiste polonais pour qui la libération nationale impliquait de ne pas mener de grèves aux côtés des travailleurs russes, ce qui revenait pour elle à s'aligner sur les capitalistes polonais.

Soutien inconditionnel aux luttes de libération nationale

Lénine est en désaccord avec l'analyse de Luxemburg, à qui il reproche de ne pas suffisamment prendre en compte le caractère politique de la lutte. Il repart du cadre d'analyse global dans lequel on doit élaborer une stratégie révolutionnaire, l'impérialisme, qui repose sur une asymétrie entre la puissance économique et militaire des différents Etats. Une opposition

abstraite au nationalisme ne mène donc nulle part. Vouloir mettre fin à la domination impérialiste doit plutôt nous amener à distinguer les tâches dans les pays impérialistes et celles dans les pays dominés.

« Nous autres, Russes, devons souligner la liberté de séparation, tandis qu'en Pologne on doit insister sur la liberté de rattachement ».

Il s'agit d'assurer l'unité de la classe ouvrière à l'échelle internationale dans la lutte contre l'impérialisme. Pour recréer les conditions de cette unité, il faut assurer les conditions de l'égalité et donc de la possibilité d'une lutte commune. La tâche sera d'autant plus difficile si les travailleur-ses de la nation opprimée ne voient personne, dans la nation impérialiste, défendre leur droit à l'égalité, car cela favorise leur ralliement au nationalisme mené par la classe dominante de leur pays.

Dans les pays impérialistes, il faut donc militer pour la défaite de l'impérialisme et les demandes d'autodétermination nationale des pays dominés, parce que c'est une bataille pour casser l'emprise des idées chauvines, casser le nationalisme présent dans l'esprit de notre classe qui n'y a pourtant pas intérêt.

Dans les pays dominés, la participation de différentes catégories de la société, qui ont des motivations diverses à la défaite de l'impérialisme, est inévitable.

« Croire que la révolution sociale soit concevable sans insurrections des petites nations dans les colonies et en Europe, sans explosions révolutionnaires d'une partie de la petite bourgeoisie avec tous ses préjugés (...) etc., c'est répudier la révolution sociale. C'est s'imaginer qu'une armée prendra position en un lieu donné et dira "Nous sommes pour le socialisme", et qu'une autre, en un autre lieu, dira "Nous sommes pour l'impérialisme", et que ce sera alors la révolution sociale ! (...) Quiconque attend une révolution sociale "pure" ne vivra jamais assez longtemps pour la voir. Il n'est qu'un révolutionnaire en paroles qui ne comprend rien à ce qu'est une véritable révolution ».

Lénine a donc adopté une position de soutien inconditionnel, mais critique, envers les luttes de libération nationale. Toute défaite infligée à une grande puissance affaiblit

l'impérialisme, donc toute personne qui veut lutter contre l'impérialisme doit être claire sur le fait de souhaiter cette défaite. Nous devons donc soutenir une lutte de libération sans conditions, bien avant de critiquer la manière dont elle est conduite. Ce soutien ne découle pas d'un accord politique, mais du fait qu'elle est en conflit avec l'impérialisme. Et sans ce soutien clair aux luttes contre l'impérialisme dans les pays dominés, nous nous retrouvons rapidement du côté de notre propre classe dirigeante contre les peuples qu'elle opprime.

Mais liberté de critique

Dans les pays dominés, le soulèvement contre l'impérialisme ne doit pas conduire la classe ouvrière à se ranger derrière sa classe dirigeante, car dans la lutte des classes celle-ci préférera toujours faire des compromis avec les puissances impérialistes que de se retrouver balayée par une révolution. Le soutien inconditionnel argumenté par Lénine se combine à une liberté de critique des courants ou des régimes qui ne s'opposent à l'impérialisme que pour mieux assurer leurs propres objectifs de domination, d'exploitation et d'oppression.

Il faut mener les arguments et proposer les stratégies les plus efficaces pour vaincre le système capitaliste mondial à l'origine des rapports de domination, basés sur les luttes de la classe ouvrière. Dans la polémique avec Rosa Luxemburg, ce qu'il lui reproche n'est donc pas sa position pour la Pologne, mais sa généralisation en une position abstraite.

L'auto-détermination n'est pas un principe abstrait

L'impérialisme n'est pas seulement un système de domination de certaines puissances sur d'autres. C'est un système de rivalités et de conflits des puissances dominantes les unes avec les autres. Cela crée des situations où une puissance impérialiste peut avoir intérêt à utiliser une lutte de libération nationale contre un rival impérialiste. Il peut donc y avoir un basculement d'une lutte de libération nationale qui cherche à affaiblir un pays impérialiste, en une lutte qui renforce un impérialisme rival.

Les velléités d'instrumentalisation d'un mouvement de libération nationale par des puissances rivales ne suffisent pas en tant que telles à refuser de soutenir cette lutte.

Prenons un exemple célèbre, la guerre du Vietnam, qui a conduit à la défaite des Etats-Unis. Il était absolument juste de soutenir la lutte de libération nationale du peuple vietnamien, même si l'URSS ou la Chine ont pu soutenir, notamment par des armes aux vietnamiens. Mais un basculement s'opère quand une lutte de libération fait allégeance à une autre puissance impérialiste comme moyen de s'émanciper de la première. Plutôt que de défendre son indépendance, elle se positionne dans les rivalités inter-impérialistes, ce qui ne peut conduire qu'à renforcer l'impérialisme.

C'est ce qui a conduit Lénine au moment de la Première guerre mondiale à ne plus soutenir la

revendication d'indépendance de la Pologne, lorsque le mouvement national polonais se range derrière l'impérialisme allemand qui entre en guerre contre la Russie.

Le droit à l'auto-détermination a pour objectif d'affaiblir l'impérialisme, il ne peut donc être utilisé pour servir à son renforcement. La position à adopter face à l'agression impérialiste russe de l'Ukraine est un exemple traité dans un autre article. Les origines du sionisme en est un autre. Le sionisme s'est construit à partir d'une situation d'oppression antisémite incontestable, et des organisations sionistes invoquent aujourd'hui le droit à l'auto-détermination du peuple juif pour justifier l'existence de l'Etat d'Israël.

Mais dès le départ, le sionisme a cherché à établir un Etat sur un territoire qui n'était pas un territoire « sans peuple » comme il le prétendait. Donc pour parvenir à ses fins, il a dû s'allier avec des grandes puissances qui lui permettraient d'occuper les lieux. Quand le choix se porte sur la terre de Palestine, les dirigeants sionistes sont allés discuter avec les dirigeants de l'Empire britannique qui occupent la Palestine, puis avec les Etats-Unis après la Première Guerre mondiale. C'est la critique que feront les révolutionnaires qui refusent de soutenir le projet sioniste – notamment les révolutionnaires juif-ves organisés dans le Bund.

ENTRE LA MILICE ET LA CRAVATE, LE FASCISME EN TENSION

COMME LES AUTRES PARTIS FASCISTES DANS LE MONDE, LE RN A MISÉ SUR LA VOIE ÉLECTORALE ET NE DISPOSE PAS DE MILICE. POUR AUTANT CELA NE VEUT PAS DIRE QUE LE PARTI A RENONCÉ À LA VIOLENCE DE MASSE MAIS QU'IL A TEMPORAIREMENT CHOISI UNE AUTRE STRATÉGIE

Cette tension entre recherche de respectabilité et radicalité est une constante dans les mouvements fascistes comme Gramsci le démontrait en 1921. Comprendre cette tension permet de mieux saisir le phénomène RN et nous donne des pistes pour le combattre.

En 1945, le fascisme est tellement marqué du sceau

de l'infamie que ceux qui s'en réclament toujours ont dû renouveler à la fois leur look et leurs méthodes pour sortir de la marginalité politique. La chemise blanche a remplacé la chemise brune. Plus de crânes rasés, ni de croix gammées. Le FN est pensé dès le départ comme une tentative de dédramatisation. Fondé par d'anciens nazis, collabos et membres de l'OAS (l'Organisation d'Armée Secrète est

une organisation politique fasciste qui menait un combat contre l'indépendance algérienne dès 1961), il ne fait aucun doute que le FN porte un projet fasciste. Mais comme de nombreux mouvements similaires en Europe, il a opté pour la stratégie électorale, conscient, comme le disait un de ses idéologues, que si la flamme fasciste devait brûler à nouveau « elle ne pourrait brûler de la même manière parce que l'atmosphère a été profondément modifiée ».

Un détour par l'histoire et les écrits de Gramsci permet de comprendre que si le RN ne dispose pas de chemises noires, brunes ou bleues marine aujourd'hui, cela ne veut pas nécessairement dire qu'il n'en aura pas demain. L'histoire du FN/RN comme celle de tous les partis fascistes est, en effet, marquée par des allers-retours entre recherche de respectabilité et radicalité. Ces partis oscillent entre l'un et l'autre en fonction des rapports de force internes, de leur stade de développement et d'éléments extérieurs (puissance du mouvement ouvrier, contexte économique et politique).

Les deux fascismes

L'idée d'une tension stratégique entre la matraque et la cravate est exposée dès 1921 dans un article de Gramsci intitulé « *Les deux fascismes* ». A

l'époque, il explique que cette tension se cristallisait autour de deux pôles - le fascisme agraire incarné par les propriétaires terriens et le fascisme urbain porté par les petits-bourgeois des villes (petits commerçants et anciens combattants) - qui ont des motivations et des intérêts matériels différents mais qui sont réunis par l'anti-socialisme et la mise en mouvement radicale proposée par Mussolini. Gramsci raconte que la violence fasciste (expéditions punitives contre des villes socialistes menées par des armées de centaines voire milliers de chemises noires) finit par créer une retenue chez les petits bourgeois des villes. Ces derniers considèrent alors que la violence était utile au début pour neutraliser les socialistes (qui sont passés de lutte de classe à collaboration de classe quand la moitié d'entre eux ont accepté de créer une coalition avec la droite et ont signé un pacte de pacification avec les fascistes) mais qu'elle risque désormais de gêner leur alliances électorales et de mécontenter les couches moyennes. Les fascistes ruraux, eux, ne veulent pas renoncer à la violence car ils en ont besoin pour surexploiter la paysannerie et mater ses révoltes (un travail serait à mener sur les assises matérielles contemporaines des divergences stratégiques entre les partisans de la cravate et de la cagoule).

Globalement, le succès des fascismes italien mais aussi allemand tient au fait que leurs dirigeants ont su faire tenir ensemble la matraque et la cravate en trouvant le bon dosage au bon moment.

Hitler et Mussolini ont dû faire face à des tentatives de débordement sur leur gauche ou sur leur droite. Alors que son parti (le NSDAP) était encore marginal politiquement en 1921, Hitler a fait un putsch interne pour marginaliser les cadres tentés par une alliance avec les conservateurs et affirmer son emprise sur l'organisation.

En 1930 et en 1931, alors que le parti nazi, le NSDAP, s'est énormément développé, Hitler doit faire face à une autre crise. Les SA (chemises brunes), qui étaient déjà très puissantes (170 000 hommes en 1931) mais mal payées et impatientes de prendre le pouvoir, ont protesté contre les tentatives d'Hitler de gagner en respectabilité, notamment quand ce dernier a temporairement interdit les violences de rue. Elles ont alors

occupé par deux fois le siège du parti nazi. Hitler s'en est sorti grâce à la diplomatie et à la purge de 500 d'entre eux, les plus radicaux.

Ensuite, en juillet 1932, le NSDAP devient le 1er parti d'Allemagne. Hitler refuse la proposition du Président de devenir vice-chancelier. Il joue la carte du tout ou rien (comme Bardella en 2024). Il doit faire face à de vives tensions internes. De nombreux cadres du parti sont, en effet, tentés d'accepter les propositions de coalition faites par les conservateurs. Ces tensions s'accroissent avec la contre-performance électorale de novembre 1932. Le NSDAP est alors en crise. Il n'a plus d'argent. Il reste 1er parti d'Allemagne mais a perdu son élan alors qu'à l'inverse, le KPD (parti communiste allemand) progresse. Le parti nazi est désormais au bord de l'implosion. Il est sauvé finalement par une partie des conservateurs qui nomme Hitler chancelier en pensant pouvoir le contrôler et damer le pion à des conservateurs concurrents.

Fascisme en tension au sein du FN

Le FN/RN n'a pas non plus échappé à ces tensions. Depuis sa création, il marche sur une instable ligne de crête. Pour se développer, les dirigeants du FN cherchent à dissimuler les liens qui les unissent aux militants violents et à créer des ponts idéologiques et politiques avec la droite conservatrice. Mais plus ils se rapprochent du pouvoir, plus ils courent le risque de se ramollir et d'être dilués dans la droite conservatrice. Pour éviter cette dérive à gauche et la notabilisation du parti (le fait que ses élus soient prêts à renier leur projet politique pour garder leur place au chaud), le FN fait parfois le choix de la radicalité. C'est ce qui s'est passé dans les années 1980.

Après les premières victoires électorales du FN, Jean-Marie Le Pen a choisi de durcir sa ligne en multipliant les « dérapages » racistes et homophobes qui étaient, en fait, tout à fait contrôlés. Le pari était que cela ferait peut-être fuir quelques personnes mais que cela ressoudait les troupes derrière le chef. Il prédisait aussi que les voix perdues seraient regagnées par la suite et de manière plus durable. Le pari s'est avéré gagnant. Le FN a réussi à fidéliser un électorat grossissant sur des bases ouvertement réactionnaires.

Cette radicalisation a aussi permis de donner des gages aux militants plus radicaux et violents dont le FN ne peut se passer car ils sont garants du projet fasciste, aussi bien d'un point de vue idéologique que pratique. En effet, le RN ne pourra mener à bout son projet que via la voie institutionnelle. Il devra aussi s'imposer dans la rue et mater les institutions bourgeoises. Et qui de mieux que des militants formés politiquement, amateurs de castagne et désireux de casser du gauchiste, du pédé et de l'arabe pour guider un mouvement de masse qui aurait pour but d'écraser tout ce qui fait obstacle au projet fasciste au moment où le FN aura décidé de tomber le masque ?

C'est ainsi qu'apparaît le paradoxe du RN entre le fait qu'il n'ait pas de mots assez durs publiquement vis-à-vis des fachos violents ou ouvertement racistes et qu'il leur offre en sous main des postes d'élus, d'assistants parlementaires, de chargés de communication et qu'il fait appel à eux pour leur service d'ordre. Ils ont besoin des radicaux pour que le parti n'oublie pas ses fondamentaux mais ils ne peuvent pas pour autant leur laisser toute la place au risque de retomber dans la marginalité politique.

Crises du RN

Depuis 2011 et l'intronisation de Marine Le Pen, la dynamique du FN (en progression constante dans les urnes) fait que la stratégie de la cravate est quasi incontestée, même parmi les cagoulés. Quand tout va bien, les tensions entre la cravate et la matraque sont mises sous le tapis. Mais elles ressurgissent aux premières difficultés. Pendant le mouvement social de 1995, le fait que la gauche soit de nouveau à l'offensive a fait que le FN pouvait moins facilement apparaître comme un débouché crédible pour la colère. Dans ce contexte, et alors que Le Pen était déclaré inéligible (déjà!), le FN a traversé des turbulences. Comme c'est arrivé à de nombreuses reprises dans l'histoire du parti, Le Pen a dû faire face à une tentative de débordement sur sa « gauche ». Mégret et la plupart des cadres, peu convaincus par la ligne radicale de Le Pen, proposent de nouer des alliances avec la droite pour accéder au pouvoir. Jean-Marie Le Pen résout la crise en excluant et en humiliant Mégret et ses lieutenants du parti et en maintenant sa ligne radicale. Le parti était affaibli mais l'autorité du chef était réaffirmée. Trois ans plus tard, le FN était au 2è tour de l'élection présidentielle

tandis que le parti de Mégret tombait dans les oubliettes.

Avec l'inéligibilité potentielle de Marine Le Pen, une nouvelle période de crise s'ouvre et avec elle, les tensions stratégiques mises sous le tapis refont surface. On l'a vu juste après l'annonce de l'inéligibilité. Certains cadres appelaient à des manifestations partout et avaient un discours public assez véhément contre les institutions et en appelant à la résistance populaire. Mais la ligne respectable l'a temporairement emporté et la colère qu'ils avaient eux-mêmes attisée a été vite canalisée. Pas de manifestation en région mais un seul rassemblement à Paris, pour éviter tout débordement. La direction du parti aurait même préféré un meeting dans une salle pour limiter le risque de violences mais il n'y en avait pas d'assez grande de disponible en aussi peu de temps, c'est donc par défaut qu'ils ont organisé la 1ère mobilisation dans l'espace public du RN depuis des années.

Profiter des crises

Les partis fascistes revoient leurs stratégies en fonction des crises qu'ils traversent ou que traverse la société. Et

sous certaines conditions (aggravation des crises économiques et politiques, poussée révolutionnaire, perte de vitesse électorale ou au contraire accession au pouvoir), les fascistes pourraient de nouveau chercher à construire un mouvement de masse et être soutenus dans cette entreprise par la bourgeoisie. Le meilleur moyen de s'assurer que les fascistes ne parviennent pas à leurs fins (c'est-à-dire notre fin), c'est de tuer leur mouvement dans l'œuf. L'œuf est déjà bien gros. L'analyse de Gramsci nous est utile, à la fois, pour ne pas baisser la garde et garder en tête que les fascistes portent plusieurs costumes mais elle nous donne aussi des pistes pour les attaquer en profitant de leurs contradictions. Gramsci nous invitait déjà en 1921 à :

« profiter de la période de calme relatif provoquée par les dissensions internes des bandes fascistes ».

Sauf qu'en Allemagne et en Italie, le mouvement ouvrier n'a jamais profité de ces crises. En Italie, les socialistes exhortaient à l'inaction face aux fascistes - « Restez dans vos maisons ; ne répondez pas aux provocations ». « Même le silence, même la lâcheté sont parfois héroïques », disait un

dirigeant - et se concentraient sur l'opposition parlementaire en allant jusqu'à signer avec eux un pacte de non-agression. En Allemagne, les communistes sous-estimaient le danger fasciste et combattaient les socialistes avec autant de hargne que les fascistes. Les socialistes, eux, comptaient juste sur la voie institutionnelle pour stopper les nazis. Aucun d'eux n'a su tirer profit des crises, parfois profondes, qu'ont pourtant traversé les partis fascistes.

Nous avons la possibilité de ne pas reproduire les mêmes erreurs à condition de bien cerner la menace et de la traiter en conséquence. Le retour d'un mouvement de masse fasciste incarné par le RN et sa galaxie est une option à considérer sérieusement. Pour l'instant, le RN est fort dans la rue et les médias, mais la présence des fachos dans la rue, bien que menaçante et croissante, reste groupusculaire.

Au lendemain du départ de Mégret, le FN était au fond du trou, mais Ras l'Front et le reste du mouvement antifasciste n'ont pas réussi à lui porter le coup de grâce. Groupons nos forces et, cette fois-ci, finissons le travail.

FACE AU FASCISME : QUELLE UNITÉ POUR NOTRE CLASSE ?

LE DANGER FASCISTE A RAREMENT ÉTÉ AUSSI
IMPORTANT EN FRANCE. MAIS LES MOBILISATIONS
ANTIFASCISTES SE MULTIPLIENT AUSSI. LA
QUESTION EST DONC : COMMENT GAGNER ?

Deux réponses reviennent régulièrement. La première mise principalement sur les élections : empêcher le RN d'accéder au pouvoir passerait d'abord par une

victoire de la gauche. La seconde part d'un constat juste – le fascisme se développe sur le terrain d'un capitalisme en crise – mais en tire parfois une conclusion qui pousse au

sectarisme : puisque les organisations réformistes ne veulent pas renverser le capitalisme, il serait incohérent de lutter avec elles contre les fascistes. Ces deux stratégies sont insuffisantes. Mais invoquer le « front unique antifasciste » ne résout rien : avec qui faire front, pour faire quoi, et que reste-t-il d'applicable de la stratégie élaborée par Trotsky ?

Le fascisme ne se réduit pas aux élections. Une victoire du RN représenterait un changement majeur du rapport de force, mais le danger fasciste se construit hors du cadre électoral : lorsque les organisations fascistes gagnent en confiance, occupent la rue... Lorsqu'elles se construisent en force capable d'écraser notre capacité à lutter.

Gagner une élection peut faire gagner du temps. Mais une victoire électorale ne détruit pas les forces fascistes.

L'expérience du NFP en 2024 est éclairante : la mobilisation a empêché le RN d'obtenir la majorité à l'Assemblée, sans inverser un rapport de force construit depuis des années.

Seul un rapport de force dans la rue permet de marginaliser et défaire ces forces fascistes. A ce titre conclure que nous ne pouvons lutter qu'avec celles et ceux qui partagent déjà une analyse révolutionnaire nous condamnerait à l'impuissance. La majorité de notre classe n'est pas révolutionnaire. Beaucoup se reconnaissent dans des organisations réformistes, syndicales ou associatives, ou ne sont organisés nulle part.

Comme le disait Clara Zetkin en 1923

« le fascisme ne se demande pas si l'ouvrier a une âme peinte aux couleurs de la République bourgeoise ou du drapeau rouge à la faucille et au marteau. Il lui suffit d'avoir devant lui un prolétaire conscient, et il l'abat ».

Les révolutionnaires doivent tenir ensemble deux nécessités : construire l'unité la plus large possible de toute notre classe contre les fascistes et conserver leur indépendance politique. C'est le problème auquel répond la stratégie du front unique.

Le front unique dans les années 30 : marcher séparément, frapper ensemble

Au début des années 1930, l'Allemagne possède un mouvement ouvrier extrêmement puissant. Pourtant, face à la progression nazie, communistes et sociaux-démocrates restent profondément divisés. La direction communiste traite les sociaux-démocrates de « sociaux-fascistes » et refuse une riposte commune ; la social-démocratie mise sur les institutions pour contenir Hitler. Trotsky combat ces deux orientations. Le fascisme n'est pas simplement pour lui un gouvernement bourgeois plus autoritaire : c'est un mouvement



réactionnaire de masse capable, arrivé au pouvoir, de détruire les organisations qui permettent à notre classe de résister.

Il faut donc agir dans l'ordre. Comprendre que le fascisme pousse sur le terrain du capitalisme ne signifie pas combattre indistinctement tous nos adversaires au même moment. Il faut empêcher les fascistes de détruire les capacités d'organisation de notre classe, tout en construisant la force capable de renverser le système qui les produit. D'où sa proposition : agir ensemble (avec les réformistes) contre les fascistes sans renoncer à combattre politiquement le réformisme.

Le front unique ne doit donc pas être compris d'abord comme une coalition entre organisations. Il cherche à mettre en mouvement ensemble les bases militantes réformistes et révolutionnaires autour d'objectifs déterminés. L'accord entre appareils n'est donc jamais une fin en soi. L'enjeu est une unité d'action temporaire visant à détruire les possibilités d'organisation des fachos, tout en maintenant nos boussoles politiques.

En France en 1934, après la manifestation des ligues fascistes du 6 février, une immense riposte se développe. Le 12 février, les cortèges communistes et socialistes se rejoignent et des milliers de comités antifascistes apparaissent. A ce moment, l'unité de la CGT (dominée par les socialistes) et de la CGT-U (dominée par les communistes) est largement imposée par les bases elles-mêmes. Cette unité mènera aux grands mouvements de grève de 1936.

L'unité jusqu'où ? Penser la classe

Cette méthode doit éviter deux écueils : le radicalisme hors-sol, qui propose l'unité sur des bases tellement radicales que seul·es les convaincu·es peuvent la rejoindre ; et la dilution dans le front unique, qui fait de l'alliance un but en soi jusqu'à abandonner sa propre stratégie.

C'est ici qu'il faut distinguer front unique et front populaire. Le premier met en mouvement différentes fractions de notre classe autour d'objectifs déterminés. Le second élargit l'alliance politique à des forces représentant une partie de la bourgeoisie au nom de la défense de la démocratie. Dans un cas, nous unifions notre classe dans l'action ; dans l'autre, nous risquons de la subordonner au maintien d'une coalition avec des forces aux intérêts opposés.

Pour le front unique, « Être le plus nombreux possible » ne constitue donc pas une stratégie. Il faut toujours se demander : avec qui faisons-nous front ? Sur quels objectifs ? Pour quelles actions ? Jusqu'où va cette alliance ?

La question se pose d'abord pour LFI, organisation réformiste dont nous critiquons la stratégie institutionnelle. Mais elle représente une fraction importante de notre classe et participe aux mobilisations contre l'extrême droite. Refuser par principe d'agir avec cette organisation contre les fascistes n'aurait aucun sens.

Le cas du PS est plus complexe. S'il n'est plus un parti ouvrier depuis longtemps, une certaine fraction de la classe travailleuse se tourne encore vers lui. Proposer une action commune ponctuelle à cette frange sur des bases antiracistes claires ne signifie ni effacer notre critique de la politique du parti, ni construire avec lui

une alternative gouvernementale. Notre camp ne peut plus faire l'économie de cette question dans certaines villes ou campagnes où l'organisation des fachos progresse face à une résistance insuffisante. A tout le moins, quand les fascistes, les vrais, se mettent à pulluler à chaque coin de rue, nous ne pouvons plus nous permettre de prioriser l'attaque des socialistes au risque de diviser nos forces comme ce fut le cas lors de différentes manifestations.

Le front unique ne sert pas seulement à additionner des forces : les idées changent dans les luttes. L'expérience de la force collective, d'une victoire ou des hésitations des directions peut transformer la conscience de ce qui est possible.

Nous cherchons donc l'unité avec les réformistes parce que des millions de travailleur·euses continuent à leur faire confiance. Pour les convaincre d'une autre stratégie, nous devons faire avec elleux l'expérience de notre propre puissance collective par la lutte car c'est elle qui peut modifier notre conscience de classe et transformer la classe ouvrière elle-même : *« l'émancipation des travailleuses sera l'œuvre des travailleuses eux et elles-mêmes »*. Le rôle des révolutionnaires n'est ni de se dissoudre ni d'exiger que tout le monde adopte leur programme, mais d'agir ensemble tout en défendant l'auto-organisation et une stratégie révolutionnaire. Le front unique peut ainsi devenir le terrain où se confrontent concrètement réformisme et révolution.

Front unique ou « bloc subalterne » ?

Le sociologue Ugo Palheta défend une perspective un peu différente. En reprenant notamment le Poulantzas de la fin des années 1970, son « bloc subalterne » cherche à unifier durablement classes populaires, groupes opprimés, mouvements sociaux, syndicats et forces politiques de gauche pour construire une alternative au bloc réactionnaire, en articulant mobilisations par en bas et bataille institutionnelle dans l'Etat.

Comme lui, nous identifions la nécessité d'un front contre le RN mais notre désaccord porte sur la fonction de l'unité face à lui. Pour nous, ce front unique n'a pas vocation à devenir une alternative politique

commune : il permet à des courants aux stratégies incompatibles de frapper ensemble contre un ennemi déterminé. Le NFP de 2024 éclaire cette différence. Nous pouvons nous mobiliser pour empêcher une victoire du RN sans considérer cette coalition électorale comme l'embryon d'un bloc politique à consolider. Transformer l'unité antifasciste en projet politique durable risque de subordonner les révolutionnaires à une stratégie réformiste et institutionnelle. L'enjeu est d'unifier notre classe dans l'action, tout en y construisant une alternative révolutionnaire indépendante.

Agir ensemble contre une manifestation fasciste ne signifie donc pas construire un programme politique commun. Quand, au nom du barrage contre l'extrême droite, l'unité conduit à soutenir des cadres bourgeois responsables de politiques racistes, autoritaires ou antisociales comme Darmanin ou Borne dont les bases militantes n'ont rien à voir avec notre classe - en 2024, des candidats NFP se sont désistés au second tour des législatives en faveur des candidatures de Borne et Darmanin contre des candidatures RN - nous changeons de logique : ce n'est pas une extension du front unique, mais une alliance d'une autre nature.

Pas de modèle à reproduire : construire l'antifascisme dont nous avons besoin

Nous ne sommes ni dans l'Allemagne de 1932 ni dans la France de 1934. Le mouvement ouvrier est beaucoup moins organisé ; le RN ne dispose pas d'un mouvement de rue comparable aux SA ; beaucoup de celles et ceux qui pourraient se mobiliser ne sont membres d'aucune organisation.

La question n'est donc pas : comment reproduire le front unique de Trotsky ? Mais quelles formes d'unité permettent aujourd'hui de mettre en mouvement notre classe et d'empêcher les fascistes de développer leurs capacités d'organisation ?

L'exemple de l'assemblée marseillaise antifasciste lors des municipales de 2026 et des comités de quartier organisés dès 2024 peuvent être un début de réponse antifasciste populaire qui doit être élargie, notamment aux forces syndicales. Ouverts et ancrés dans un quartier, ils peuvent réunir personnes organisées ou non, révolutionnaires, syndicalistes,

associatif·ves et réformistes autour d'objectifs concrets : empêcher une implantation fasciste, réagir à une attaque, organiser une contre-manifestation ou combattre une campagne raciste.

L'expérience britannique récente permet de rendre cette méthode concrète à une échelle nationale. Les révolutionnaires du Socialist Workers Party (SWP) ont contribué à construire Stand Up to Racism, un front plus large regroupant notamment syndicats et militant·es réformistes qui participe lui-même à des coalitions encore plus larges comme la Together Alliance avec ONG et associations institutionnelles. Les camarades britanniques décrivent cette articulation comme des rouages : l'organisation révolutionnaire contribue à faire tourner un front radical, qui peut lui-même entraîner une alliance de masse. Chacun conserve son indépendance et ses mots d'ordre. L'intérêt n'est pas d'importer ce modèle, mais de montrer qu'on peut chercher l'unité la plus large dans l'action sans dissoudre l'organisation révolutionnaire.

Notre objectif n'est donc pas de proclamer abstraitement « le front unique antifasciste ». Nous devons chercher les formes d'unité par en bas qui puissent assumer la lutte spécifique contre les fascistes tout en élargissant les mobilisations contre le racisme car elles renforcent l'autonomie de notre classe.

L'histoire nous donne des outils, pas une recette. La force capable de vaincre le fascisme existe déjà : ce sont les millions de personnes qui travaillent, subissent l'exploitation et le racisme et font tourner cette société. Notre problème est de les organiser et les mobiliser à la hauteur du danger. Construire cette puissance collective doit être au centre de notre stratégie antifasciste.

UNE SEULE SOLUTION...

PARTIE 3



La confiance de notre classe en son propre pouvoir n'est ni linéaire, ni totalement acquise, ni définitivement défaite. Elle stagne, diminue ou grandit au gré des flux et reflux des mouvements. Dans le mouvement - nos collectifs, syndicats, réseaux - nous nous confrontons à l'idéologie dominante, à savoir une panoplie d'idées répétées depuis l'école, qui justifie les inégalités, les discriminations et le fait que nous ne décidons pas réellement de nos propres vies. Selon le degré de confiance et les directions proposées dans le mouvement, une part non négligeable de notre classe est amenée à croire à un changement partiel et/ou graduel du système, et à penser que seule une frange de notre classe pourrait diriger la société (une élite d'orateurs, diplômés, spécialistes...). Nous pensons au contraire que, pour répondre à la violence et aux injustices que nous subissons, la seule solution raisonnable reste la révolution, et que cela passera par la prise en main, par le plus grand nombre possible, de tâches politiques au quotidien.

Le premier article, « *Les promesses et les impasses du réformisme à partir de l'exemple chilien* » (p.30), aborde d'emblée ce à quoi nous devons nous préparer face à l'engouement d'une partie de notre classe pour LFI et Mélenchon. L'idée n'est pas de juger moralement notre classe, mais de repartir de l'expérience chilienne, commencée à la fin des années 1960 par des centaines d'occupations, de grèves, de manifestations, aboutissant au gouvernement Allende puis en 1973 à un coup d'Etat et à la dictature militaire de Pinochet.

Le second article développe l'argument selon lequel *les syndicats occupent une place incontournable, mais insuffisante, dans un objectif révolutionnaire* (p.32). A quelques mois des présidentielles, les directions syndicales poussent dans un sens opposé à la mise en mouvement du plus grand nombre, préférant, pour leur survie, la pacification à la lutte généralisée.

Partir de ce qu'on nomme « notre classe », participer à son unification, être dans le mouvement et donner envie de prendre tout le gâteau plutôt que de simples miettes. Voilà ce dont il est question dans « *Qu'est-ce qu'une révolution ? Le socialisme par en bas pour tout changer* » (p.34). La réflexion se poursuit sur la mise en mouvement par la base, avec « *Révolutionnaires en période électorale : que faire ?* » (p.36).

Quand on aborde les expériences révolutionnaires passées et actuelles, les interrogations sur la violence et la non-violence sont quasi inévitables. « *Une approche sans tabou ni romantisme de la lutte armée* » (p.39) permet de donner des pistes pour élargir les bases révolutionnaires. Enfin, dans une perspective sincère de faire la révolution et d'éviter les raccourcis menant à des conceptions absolutistes du parti, le dernier article pose la question : « *Faut-il un parti pour faire la révolution ?* » (p.41).

LES PROMESSES ET LES IMPASSES DU RÉFORMISME

À PARTIR DE L'EXEMPLE CHILIEN

LE 11 SEPTEMBRE 2023 MARQUE LES 50 ANS DU
COUP D'ÉTAT QUI A EU LIEU AU CHILI EN 1973. CE
COUP D'ÉTAT A MIS FIN AU GOUVERNEMENT DU
SOCIALISTE SALVADOR ALLENDE ET A DÉCLENCHÉ
LA PÉRIODE LA PLUS VIOLENTE ET SOMBRE DE
L'HISTOIRE RÉCENTE DE CE PAYS ET DE
L'AMÉRIQUE LATINE

Les événements qui l'ont précédé nous intéressent, en tant que militant-es révolutionnaires, parce qu'ils soulèvent des questions essentielles sur les perspectives révolutionnaires et le réformisme. La question de l'autonomie de classe fut notamment incarnée par les mouvements sociaux des ouvrier-es et des paysan-n-es chiliens. Réfléchir aux événements chiliens d'après 1970 reste donc essentiel pour penser l'avenir des mouvements sociaux.

Les veines ouvertes de l'Amérique latine

Dans les années 1950-1960, l'économie chilienne était dominée par une oligarchie locale liée aux grands propriétaires terriens, aux banques, au commerce et à l'impérialisme états-unien. La bourgeoisie et les grands propriétaires partageaient des intérêts financiers étroits, tandis que les secteurs stratégiques, notamment les mines, étaient largement contrôlés par des capitaux étrangers. Le Chili était ainsi un capitalisme dépendant.

La concentration foncière était particulièrement importante : dans les régions les plus riches, 90 % des terres appartenaient à 7 % des propriétaires.

Les conditions de vie des travailleur-euses étaient

précaires et leur force de travail était fortement exploitée. La question de la terre et celle de l'émancipation vis-à-vis de l'impérialisme étaient donc centrales.

La démocratie chrétienne et la renaissance des mouvements sociaux. Dans les années 1950, l'arrivée massive de populations prolétariennes et semi-prolétariennes dans les villes entraîne la formation de quartiers précaires et le développement de nouvelles organisations de travailleur-ses. Entre 1964 et 1970, le gouvernement démocrate-chrétien d'Eduardo Frei promet notamment une réforme agraire et la nationalisation du cuivre, mais ses réformes restent limitées.

Les paysan-n-es répondent par des occupations de terres. Du côté ouvrier, la CUT (Centrale unitaire des travailleurs) appelle à une grève générale en 1967. Les occupations d'usines se multiplient : 5 en 1968, 24 en 1969, 133 en 1970 et 339 en 1971. Cette montée des luttes contribue à créer les conditions de la victoire de Salvador Allende et de l'Unité Populaire (UP) en 1970.

L'Unité Populaire et la « voie chilienne au socialisme »

L'UP est une coalition composée principalement du Parti communiste

(PC) et du Parti socialiste (PS), auxquels s'ajoutent plusieurs formations de centre-gauche. Salvador Allende, candidat pour la quatrième fois à l'élection présidentielle, défend une « voie chilienne au socialisme » : une transformation de la société menée démocratiquement, à travers les institutions et sans lutte armée.

En parallèle existe le MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire), organisation révolutionnaire influencée par la révolution cubaine et principalement issue de la jeunesse étudiante. Le MIR ne fait pas partie de l'UP, mais soutient certaines de ses mobilisations tout en défendant une stratégie fondée sur l'autonomie et l'organisation de la classe laborieuse.

Élections de 1970 et premières contradictions

Le 4 septembre 1970, Allende obtient 36,3 % des voix, devant la droite (34,98 %) et la Démocratie chrétienne (27,84 %). Sa victoire intervient dans un contexte de mobilisation populaire croissante et suscite immédiatement l'hostilité de l'oligarchie chilienne et des Etats-Unis.

La stratégie de l'UP repose sur une transition graduelle vers le socialisme, en recourant à l'Etat et aux institutions existantes. Allende se montre profondément légaliste et fait confiance aux institutions, à la Constitution et à l'armée. Il encourage les paysan-n-es à attendre les procédures légales de redistribution des terres et les ouvrier-es à attendre les nationalisations. Il critique ainsi les occupations soutenues par le MIR. Pourtant, les occupations de terres atteignent 658 en 1971.

Cette contradiction est centrale : alors que la mobilisation populaire constitue la force réelle du processus, le gouvernement cherche à en contenir la dynamique dans les limites de l'Etat bourgeois.

La promesse du rêve et le début du cauchemar

Durant les premiers mois du gouvernement Allende, 90 entreprises et 1 400 fermes sont nationalisées. Les salaires augmentent fortement, le chômage diminue et la croissance atteint environ 8 % en 1971. Le gouvernement obtient également la nationalisation, sans indemnisation, des mines de cuivre. Neuf banques sur dix deviennent publiques, plusieurs

entreprises stratégiques passent sous le contrôle de l'Etat et des millions d'hectares sont redistribués.

Ces mesures constituent des avancées considérables et sont rendues possibles par une mobilisation populaire massive. Mais elles révèlent aussi la contradiction fondamentale de la « voie chilienne » : vouloir transformer profondément les rapports sociaux tout en préservant les institutions de l'Etat bourgeois.

L'UP cherche notamment à s'appuyer sur une supposée « bourgeoisie nationale progressiste ». Elle veut démontrer qu'une transition vers le socialisme peut être menée par les institutions, sans reproduire le modèle soviétique ni recourir à la lutte armée. Allende accepte ainsi de garantir le maintien du système politique et judiciaire existant et reconnaît à l'armée et à la police leur rôle de garantes de la démocratie.

Cette stratégie repose sur l'idée que l'Etat pourrait être utilisé comme un instrument neutre, puis progressivement mis au service de la classe ouvrière. Or, dans une perspective marxiste, l'Etat n'est pas une entité neutre : il est traversé par les rapports de classe et garantit fondamentalement l'ordre social existant.

Cette conception est également à replacer dans le contexte international des « Trente Glorieuses », période durant laquelle l'idée qu'il était possible de transformer progressivement le capitalisme à travers les institutions était largement diffusée dans les pays occidentaux. Mais les conditions matérielles et les rapports de classe en Amérique latine étaient très différents.

Réaction de la bourgeoisie et de l'impérialisme états-unien

Pour l'oligarchie chilienne, les réformes de l'UP vont déjà trop loin. Pour les Etats-Unis, la perspective d'une transition socialiste menace directement leurs intérêts économiques et leur domination sur l'Amérique latine. Une réussite de l'expérience chilienne pourrait également encourager d'autres mouvements populaires sur le continent.

La réaction est donc immédiate. Après l'élection, les Etats-Unis contribuent à isoler éco-nomiquement le Chili : les financements internationaux diminuent

fortement et les pressions économiques se multiplient. La CIA soutient ensuite les forces opposées au gouvernement.

La bourgeoisie organise des mobilisations, comme la « marche des casseroles vides » de décembre 1971, puis participe à des opérations de sabotage et de blocage. Les patrons liés aux transporteurs organisent notamment des grèves et des lock-outs qui perturbent la circulation des marchandises et l'approvisionnement. Les médias d'opposition, dont El Mercurio, contribuent à créer un climat de peur et d'insécurité.

La bourgeoisie ne se contente donc pas de défendre ses intérêts au sein des institutions : lorsque ceux-ci sont réellement menacés, elle recourt à tous les moyens nécessaires pour préserver son pouvoir.

« Luchar, crear, el poder popular »

Face à cette offensive, la classe laborieuse chilienne développe des formes d'organisation autonome remarquables. Les « cordones industriales » se multiplient : ces structures regroupent les travailleur·ses d'usines d'une même zone industrielle et permettent de coordonner les luttes.

Dans les usines occupées, les travailleur·euses organisent eux-mêmes la production afin de maintenir l'économie en fonctionnement. Lorsque la bourgeoisie attaque, iels occupent les rues aux côtés des paysan·nes et d'autres secteurs populaires. Face aux pénuries causées par les blocages, les cordons participent également à la distribution des produits de première nécessité.

Cette organisation par en bas manifeste un haut niveau de conscience de classe et d'autonomie. Le documentaire La Bataille du Chili, de Patricio Guzmán, montre notamment cette capacité d'organisation et la détermination des travailleur·euses à défendre leurs lieux de vie et de travail.

Pourtant, cette puissance sociale ne dispose pas d'une direction politique unitaire capable de mener le processus jusqu'à la rupture avec l'Etat bourgeois. C'est là que se situe une contradiction majeure.

Allende et la direction de l'UP restent attachés à la stratégie institutionnelle et pacifique. Le Parti communiste défend une conception par étapes :

développement d'une démocratie bourgeoise avancée, réforme des structures économiques et extension du contrôle de l'Etat. Le MIR, à l'inverse, considère que les mobilisations annoncent une situation révolutionnaire et qu'il faut l'assumer pleinement sous peine de laisser la place à la contre-révolution.

La classe laborieuse est donc organisée et mobilisée, mais elle ne dispose pas d'une stratégie commune permettant de transformer cette force sociale en pouvoir politique révolutionnaire.

Du déni à la catastrophe

Le 11 septembre 1973, l'armée chilienne attaque le palais présidentiel de La Moneda sous le commandement du général Augusto Pinochet, récemment nommé à la tête de l'armée. Soutenu par les Etats-Unis, le coup d'Etat renverse le gouvernement de l'UP. Allende refuse de quitter le palais et meurt lors de l'assaut.

La dictature de Pinochet ouvre alors une période de persécutions politiques, de tortures, d'exécutions et de disparitions forcées. Des dizaines de milliers de personnes sont victimes de la répression.

Cinquante ans après, les événements chiliens continuent de susciter de nombreuses analyses. A A2C, en tant que militant·es révolutionnaires, nous voulons les réfléchir à partir de la boussole de l'autonomie de classe et dans une perspective de rupture avec le réformisme.

L'expérience chilienne montre que seule notre classe organisée peut être le sujet actif de sa propre émancipation. La révolution n'est pas une perspective lointaine : elle se construit dès aujourd'hui, à travers la participation aux luttes concrètes et le développement d'une politique révolutionnaire.

Cela ne signifie évidemment pas qu'il faille refuser les réformes. Nous devons lutter pour les besoins immédiats de notre classe : réforme agraire, transformation des médias, réforme du système juridique ou politiques publiques améliorant concrètement les conditions de vie. Mais nous devons distinguer la lutte pour les réformes de l'illusion réformiste.

Ce que nous devons combattre est l'idée que

les contradictions fondamentales du capitalisme pourraient être résolues à l'intérieur de ses propres institutions. L'expérience chilienne rappelle brutalement que lorsque les intérêts fondamentaux de la bourgeoisie sont menacés, celle-ci est prête à rompre avec les règles institutionnelles qu'elle prétend défendre.

La question n'est donc pas de choisir entre réformes et révolution, mais de construire les luttes pour les réformes dans une perspective de transformation révolutionnaire. Nous ne devons, en aucune circonstance, accepter de limiter nos méthodes de lutte aux seules réformes : l'autonomie de

classe, l'organisation par en bas et la construction d'un rapport de force capable de remettre en cause le pouvoir bourgeois sont indispensables pour que les promesses d'émancipation ne se transforment pas en impasse.

LE CHEMIN VERS LA RÉVOLUTION PASSE-T-IL PAR LES SYNDICATS ?

LES SYNDICATS RESTENT, MALGRÉ LEURS
FAIBLESSES ET CONTRADICTIONS, LA PRINCIPALE
FORCE ORGANISÉE DE LA CLASSE DES
TRAVAILLEUSES ET DES TRAVAILLEURS

Capables de mobilisations massives, ils se heurtent toutefois à des limites internes : bureaucratisation, orientation réformiste, refus d'encourager l'auto-organisation. Comment, dès lors, y intervenir pour faire avancer les perspectives révolutionnaires ? Si l'on part de l'idée, actualisée, de Marx, que « *l'émancipation des travailleurs et travailleuses sera l'œuvre des travailleurs et travailleuses elles et eux-mêmes* », alors il faut être dans les syndicats et contribuer à les construire.

Les syndicats, principale force organisée de notre classe

Qui, en 2023, a mis des millions de salarié·es en grève et jusqu'à 3 millions de personnes dans la rue contre la réforme des retraites ? Les syndicats ! Qui, après la dissolution de l'Assemblée, a rassemblé 800 000 personnes contre le danger fasciste ? Encore les syndicats !

Malgré un recul historique de la syndicalisation – de 30-35 % au sortir de la Seconde Guerre mondiale à moins de 10 % aujourd'hui – les organisations syndicales regroupent encore ~ 2 millions d'adhérent·es : la CGT et la CFDT revendiquent plus de 600 000 membres chacune, FO environ 380 000, et Solidaires, la FSU, l'UNSA, la CFE-CGC et la CFTC autour de 100 000 chacune.

La présence syndicale reste cependant très inégale : forte dans les transports, l'éducation ou l'auto-mobile, très faible dans le commerce ou le tourisme, où la main-d'œuvre est souvent féminisée et racisée, et où les salaires et conditions de travail sont les plus dégradés. Mais même dans ces « déserts syndicaux », les luttes récentes – femmes de chambre de l'hôtel Ibis, travailleurs sans-papiers de Chronopost – ont montré que l'outil syndical peut devenir une arme dès que la volonté de se battre existe.

Quand un conflit éclate, c'est vers les syndicats que l'on se tourne.

Les syndicats ne se contentent pas de mobiliser pour des manifestations : ils interviennent au cœur de l'exploitation, dans les entreprises et les secteurs d'activité pour faire respecter les droits des salarié·es. Ils organisent la grève, ce moment où on se libère momentanément de nos chaînes, ce moment où s'ouvre la possibilité de s'organiser collectivement et d'agir pour nous-même.

Malgré un faible taux de syndicalisation, la France conserve un niveau de grève parmi les plus élevés d'Europe (128 jours pour 1 000 salarié·es sur 2010-2019, contre 18 à 57 ailleurs). La quasi-totalité de ces grèves sont appelées par les syndicats. Les mouvements contre la réforme des retraites ont été parmi les plus massifs :

- 2010 : 364 jours/1 000 salarié·es, 3 millions de manifestant·es.
- 2019 : 161 jours/1 000, plus de 1,5 million de manifestant·es.
- 2023 : 171 jours/1 000, un mouvement de plus de 4 mois, 13 journées nationales de grève et de manifestation, parfois supérieures en nombre à 1995 et 2010. Ce dernier mouvement a vu des manifestations dans plus de 300 villes, des cortèges sauvages et un soutien de plus de 70% de la population. Il a créé une crise politique toujours en cours.

Cela ne veut pas dire que la lutte de classe, se résume au syndicalisme : le mouvement des Gilets jaunes ou la révolte des quartiers après l'assassinat de Nahel ont porté des luttes intenses contre l'exploitation et l'oppression en dehors des syndicats. Mais même dans ces deux situations, les syndicats ont eu un rôle très important – hélas en négatif – en condamnant les violences plutôt qu'en généralisant la lutte. Le

syndicat est donc incontournable si on veut agir au sein de notre classe pour son émancipation.

Des stratégies qui mènent à la défaite

Pourtant les syndicats nous mènent le plus souvent à la défaite comme on l'a vu lors des derniers mouvements.

Les syndicats sont fondamentalement des organisations qui négocient nos conditions d'exploitation dans le cadre du capitalisme, elles ne cherchent pas à briser l'exploitation. Les directions syndicales cherchent à s'asseoir le plus rapidement possible autour de la table de négociation pour tenter d'alléger ou de ne pas trop alourdir nos chaînes. Et ces directions pèsent de tout le poids de la bureaucratie.

La bureaucratie est inhérente au développement du syndicalisme de masse, parce qu'elle assure, par le permanentât ou les délégations, la continuité nécessaire au fonctionnement du syndicat par sa participation aux instances dites de négociation, hors des grands mouvements sociaux. Elle se trouve ainsi dans une position sociale particulière : ni patron, ni directement soumis aux conditions de travail qu'elle négocie. Pour garder leur rôle d'interlocuteurs, les directions doivent à la fois conserver la confiance des salarié·es et celle du patronat. Si les directions sont traversées par des clivages, si bien sûr on préfère les orientations de gauche à celles de droite, la bureaucratie dans son ensemble adopte néanmoins une position réformiste.

Le conclave pathétique sur les retraites a montré la capacité des syndicats dit « réformistes », la CFDT en tête, à s'asseoir sur les revendications du mouvement, en acceptant les 64 ans. Mais qu'ont fait les autres syndicats dit « de transformation sociale » ? Rien de sérieux. Quelques appels pathétiques sans perspective en avril ou mai dans la Fonction publique, un appel tout aussi pathétique de la CGT sur les retraites en juin. Alors qu'en décembre dernier la grève de la Fonction publique, particulièrement massive dans l'éducation, avait fait reculer le gouvernement Barnier sur les 3 jours de carences, à la veille de sa chute. Ils en tirent maintenant la conclusion que les salarié·es ne sont pas prêt·es à se battre !

De par leur positionnement réformiste, les directions voient fondamentale-

ment les choses par en haut, non depuis l'auto-activité des millions de de salariés en lutte mais depuis l'activité parlementaires et c'est pour cela qu'elles craignent par-dessus tout la crise politique. Pendant le mouvement des retraites, la stratégie intersyndicale a consisté à organiser un mouvement d'expression massif plutôt qu'une confrontation directe : calendrier calé sur le Parlement et le Conseil constitutionnel, mobilisation envisagée avant tout comme pression institutionnelle. Les directions n'ont jamais cherché à encourager l'auto-organisation et les AG de luttés, et la reconduction a été laissée au bon vouloir local sans impulsion militante forte.

Il y a une différence notable entre argumenter qu'il faut reconduire la grève, en déléguant des militants pour relayer les appels pour convaincre et motiver des équipes et dire « faites comme vous le sentez » ! C'est pas qu'il ne le peuvent pas : quand il s'agit des élections professionnelles, les directions sollicitent de nombreux militants pour faire des rappels téléphoniques à tous les syndiqués pour les faire voter ; on n'a jamais vu cela pour une grève. C'est qu'il ne le veulent pas !

Et il y a bien pire. Quand la mobilisation devient générale et radicale, quand des pans massifs du salariat commencent à se poser la question de rompre les chaînes de l'exploitation plutôt que d'en négocier le poids, alors les bureaucraties mettent toute leur énergie pour stopper la grève comme en juin 36 et mai 68.

Construire un syndicalisme par en bas

Pour dépasser cette contradiction, il faut chercher à construire l'activité syndicale à la base contre la nature même du syndicat : pas en tant qu'outil de négociation mais en tant qu'outil qui permet l'auto-organisation et l'auto-activité des travailleur.se.s. Il faut organiser les grèves non pas en tant que lutte économique mais en tant que lutte politique.

Ce que craignent les patrons dans une grève c'est n'est pas tant l'impact économique sur leurs profits – ils ont beaucoup en réserve, c'est la perte de contrôle, parce que le mouvement prend un caractère politique en remettant en cause leur pouvoir sur la production.

Ainsi quand les patrons d'une boîte annoncent une fermeture ou des suppressions de postes, l'enjeu n'est pas de négocier pour limiter la casse, ou obtenir des meilleurs conditions de licenciement, mais de refuser en bloc tous les arguments financiers pour justifier la fermeture, de refuser toute suppression de poste et d'impliquer le plus grand nombre dans la grève et l'auto-organisation pour poser la question du contrôle de la production par les travailleur.se.s.

Il y a de nombreux exemples de telles luttes qui sont allées très loin dans l'auto-organisation, dans la radicalité et la confiance collective : pendant les grandes périodes de grèves générales comme en juin 36 et mai 68, mais aussi chez LIP en 1973 ou chez les Conti en 2009. Cela ne signifie pas qu'on gagne sur tout, qu'à un moment, on ne va pas négocier, mais cela se fera sur la base d'un rapport de force et d'une confiance collective construite dans la lutte.

A une modeste échelle locale, la lutte menée au lycée Voltaire à Paris en 2007 contre la suppression de deux postes a permis sur le long terme d'organiser un collectif solide. Animés par des militant.e.s qui partageaient le même souci de la lutte par en bas, la grève et le blocage ont paralysé l'établissement pendant 15 jours, rassemblant quotidiennement près de 70 collègues en AG – la quasi totalité de ceux qui travaillaient pour discuter démocratiquement de la stratégie à mener et de la reconduction. Nous n'avons pas seulement gagné le maintien des 2 postes, mais également une énorme confiance collective et un fonctionnement systématique en AG mensuelle de tous les personnels qui dure depuis près de 20 ans. Dans ce type de dynamique, les divergences d'appareils syndicaux passent au second plan : l'unité et l'action priment ; des liens se créent avec d'autres établissements et d'autres secteurs pour se soutenir, partager les expériences et les analyses et tenter de généraliser la lutte.

Même si de telles dynamiques ne sont pas tout le temps envisageables, il y a toujours des moyens d'actions collectifs pour prendre position, donner confiance et rester soudé.e.s. Quelques exemples récents dans le secteur de l'éducation en témoignent. Une intense répression contre les équipes militantes a accompagné la politique de Blanquer au ministère

de l'Education nationale. La campagne de solidarité avec Kai Terada, un collègue de Sud éducation déplacé de force de son établissement a permis de développer une solidarité exemplaire : affichage de banderoles et photos collectives, pétitions et motions d'AG dans les établissements... Elle a donné la confiance face à la répression du ministère et a finalement permis d'associer des collègues de centaines d'établissements à la victoire de Kai.

Pendant le mouvement des retraites, Darmanin préparait sa loi raciste, mais les directions syndicales se sont tuées. Pour les dirigeants syndicaux c'est une question « politique » qui se règle au parlement. Quand ils se sont finalement mollement réveillés, il était trop tard, Darmanin avait fait voter sa sale loi avec les voix du RN qui exultait. Mais une campagne de

solidarité a débuté autour du collectif des mineurs du parc de Belleville qui avait entamé une lutte fantastique : campagne de photos collectives de solidarité dans les bahuts, cortège d'enseignants à leur côté dans les manifs contre la loi. Dans la suite, un collectif syndical s'est organisé en très grande partie grâce à Sud éducation, mais englobant maintenant tous les syndicats. Il prépare une campagne de solidarité à la rentrée scolaire.

S'organiser en tant que révolutionnaire

Si l'on veut agir en tant que révolutionnaires dans et pour notre classe, la présence active dans les syndicats et dans leur construction est donc incontournable. Mais par leur nature même les syndicats ne seront jamais des organes révolutionnaires.

En saisissant cette contradiction par en bas, l'activité des révolutionnaires au sein des syndicats offre la possibilité d'accroître la confiance collective dans la lutte, dans la force révolutionnaire de notre classe.

Mais il faut garder en tête que la lutte de classe est tout sauf linéaire. Il y a des vagues, des creux, des mouvements sur la gauche et sur la droite. Tout cela peut désorienter voire démoraliser. C'est pourquoi qu'il nous faut des boussoles. Elles nécessitent une analyse collective partagée de la situation globale, des forces et des faiblesses du mouvement. Ces boussoles ne tombent pas du ciel, elles s'élaborent et se testent collectivement. C'est pour cela qu'à A2C nous pensons qu'il faut non seulement s'impliquer dans les syndicats mais aussi de façon autonome.

QU'EST-CE QU'UNE RÉVOLUTION ?

LE SOCIALISME PAR

EN BAS POUR

TOUT CHANGER

LE POINT DE DÉPART POUR LES
RÉVOLUTIONNAIRES N'EST PAS LEUR PROPRE
VOLONTÉ, MAIS LA CRISE QUE PORTE EN LUI
LE SYSTÈME CAPITALISTE

Par sa nature concurrentielle, le capitalisme est en proie à des secousses économiques qui se manifestent plus ou moins violemment. Mais derrière les oscillations périodiques du thermomètre économique se cache une tendance longue au déclin des taux de profits et des investissements, une crise de plusieurs décennies. La concurrence entre ces

“frères ennemis” que sont les capitalistes en est exacerbée, elle dépasse la sphère du marché pour englober celle de la géopolitique et de la guerre. C'est ainsi que la course au profit se transforme en course à l'armement, que les merveilles techniques produites par les travailleur·ses se transforment en moyens de destruction retournés contre elleux.

Le capitalisme porte en lui le désastre pour l'humanité. Si on lui laisse les mains libres dans sa quête aveugle de profits, la classe dirigeante nous mènera à la catastrophe générale.

La maladie gangrène même les classes possédantes qui deviennent de moins en moins capables d'assurer la stabilité de leurs régimes avec les institutions habituelles. C'est bien la première condition d'une révolution : une crise du régime.

Si les luttes des exploité·es et des opprimé·es ne sont pas à l'origine de la crise, elles en décident pourtant le dénouement. En étant passives, les classes dominées laissent le champ libre à la classe dirigeante pour régler ses problèmes, non pas en réparant l'existant, mais en entraînant la société dans une fuite en avant mortifère vers le fascisme et la guerre.

C'est lorsque la classe travailleuse et les opprimé·es répondent à la crise par en bas par une intensification de leurs luttes que la révolution devient possible. Pour Léon Trotsky :

« d'ordinaire, l'Etat, monarchique ou démocratique, domine la nation ; l'histoire est faite par des spécialistes du métier : monarques, ministres, bureaucrates, parlementaires, journalistes. Mais,

aux tournants décisifs, quand un vieux régime devient intolérable pour les masses, celles-ci brisent les palissades qui les séparent de l'arène politique, renversent leurs représentants traditionnels, et, en intervenant ainsi, créent une position de départ pour un nouveau régime. [...] L'histoire de la révolution est pour nous, avant tout, le récit d'une irruption violente des masses dans le domaine où se règlent leurs propres destinées. »

En d'autres termes, la révolution c'est quand la classe travailleuse lutte avec assez de vigueur pour entraîner derrière elle les autres dominés et imposer sa propre solution à la crise du régime capitaliste.

Le rôle des révolutionnaires

Dans cette rencontre entre conditions objectives – la crise du régime – et conditions subjectives – la lutte massive de notre classe – qui déclenche la révolution, quel est le rôle des révolutionnaires ?

De la Russie en 1917 à l'Égypte en 2011, les organisations révolutionnaires ne sont quasiment jamais à l'origine du déclenchement de la révolution, dans le sens étroit du terme. Ce qui apparaît comme un paradoxe est en réalité tout à fait normal : le point de départ de la révolution est justement l'intervention directe de masses habituellement passives et sur lesquelles, jusqu'alors, les révolutionnaires n'avaient pour ainsi dire aucune influence directe.

Mais la révolution ne se résume pas à un instant de bascule, aussi décisif soit-il. Le premier "moment", comme la chute de Nicolas II en 1917, celle du Shah d'Iran en 1979 ou celle de Hosni Moubarak en 2011, ouvre toujours une nouvelle période de lutte intense au sein du mouvement révolutionnaire qui compte désormais des millions de personnes. Les masses, qui entrent en révolution en sachant très bien ce qu'elles veulent renverser mais sans programme tout fait pour la suite, procèdent par ce que Trotsky appelle une « méthode d'approximations successives », où les différentes tendances politiques du mouvement devenu massif luttent pour imposer leur solution à la crise révolutionnaire. C'est cette période de lutte qui porta les Bolcheviks au pouvoir en 1917 en Russie, les Islamistes en Iran en 1979, et qui s'acheva par le coup d'État contre-révolutionnaire de l'armée égyptienne en 2013.

Les périodes qui précèdent les révolutions sont également des périodes de lutte intense au sein du mouvement : une révolution devient possible au bout d'une période plus ou moins longue de montée des luttes syndicales et politiques où une partie significative de la classe travailleuse acquiert une expérience de combat sur ses lieux de travail et dans ses quartiers, goûte aux victoires et aux défaites, et en tire des leçons politiques et stratégiques. C'est en intervenant dans ces mouvements, en les construisant par en bas et en y luttant que les révolutionnaires "préparent la révolution".

Réformistes et révolutionnaires, par en haut et par en bas

Le clivage fondamental entre révolutionnaires et réformistes ne se trouve pas dans les contenus, plus ou moins radicaux, des programmes immédiats. Comme le montre Rosa Luxemburg dans sa polémique contre Bernstein³, le dirigeant de la première tendance réformiste du parti social-démocrate allemand (SPD), la différence principale entre révolutionnaires et réformistes réside dans leur appréhension des luttes de la classe travailleuse : ces derniers la voient comme un moyen d'appuyer la lutte au parlement, dans les ministères, bref, au sein des institutions de l'État, qui apportera le vrai changement.

Quant aux révolutionnaires, ils voient la lutte du prolétariat comme l'école de la révolution, comme l'arène où une fraction significative de la classe apprend à s'auto-organiser, acquiert l'expérience de la grève et de la lutte politique en vue de devenir le sujet de sa propre émancipation, c'est-à-dire en vue de prendre le pouvoir pour renverser l'État capitaliste.

Ces conceptions diamétralement opposées du changement se retrouvent dans les manières de s'organiser. Lénine décrivait le parti travailliste britannique (Labour) comme un parti bourgeois ouvrier : d'un côté, il représente réellement le désir et l'espérance de changement d'une grande partie de la classe ouvrière. De l'autre, tout son appareil, du groupe parlementaire aux directions syndicales qui le financent, est orienté vers la crédibilité bourgeoise, la négociation avec la bourgeoisie, le compromis avec la bourgeoisie.

Bien que ses formes particulières puissent varier selon les contextes historiques, politiques et culturels, nous pouvons dégager des fondamentaux de l'organisation réformiste : un pied dans le mouvement car là se trouve sa base sociale et son moyen de pression supposé sur la bourgeoisie, un pied dans les institutions de l'État bourgeois car c'est là que la lutte véritable a lieu. Cela donne une organisation certes présente sur le terrain, mais dominée in fine par son appareil bureaucratique permanent, parlementaire ou syndical, qui est conçu pour être imperméable à la pression du mouvement, y compris à celle venant de ses propres militantes.

Deux séquences récentes de la lutte politique et syndicale en France illustrent l'action réformiste : le lendemain de la dissolution de l'assemblée en 2024 a vu des centaines de milliers de personnes manifester contre le racisme et le danger fasciste incarnés par le RN. Il y avait là le potentiel d'un mouvement de masse antifasciste pour enfin faire reculer le RN – mais le NFP et les directions syndicales ont tout fait pour le canaliser vers une campagne électorale "programme contre programme" qui n'a pas plus permis d'enrayer le développement du RN qu'elle n'a permis d'obtenir un gouvernement "de gauche".

La séquence allant de la préparation du 10 septembre au 2 octobre 2025 a vu un mouvement s'organisant par assemblées générales appeler à tout bloquer le 10 septembre, faisant chuter un gouvernement (crise du régime...) et obligeant les directions syndicales à s'y joindre pour le noyer en empêchant le développement de convergences autonomes entre des bases syndicales et le mouvement "bloquons tout".

La lutte des révolutionnaires contre le réformisme

Si ces deux séquences illustrent bien l'allergie du réformisme (politique et syndical) aux expériences autonomes du mouvement de la classe travailleuse, ils mettent aussi en valeur la problématique principale à laquelle font face les révolutionnaires : hors période de révolution, la grande majorité du mouvement suit les directions réformistes.

Ce n'est pas que ces dernières soient particulièrement séduisantes, mais parce que le réformisme, en tant que

pratique politique, exprime le manque de confiance de la classe travailleuse en ses propres capacités à s'organiser et à lutter politiquement pour la transformation définitive de la société. Quoi de plus normal pour les membres d'une classe exploitée, aliénée et humiliée quotidiennement sous le capitalisme ! C'est ce qui permet aux politiciens réformistes et aux directions syndicales de trahir tout en gardant la crédibilité nécessaire pour pouvoir trahir à nouveau.

Seule l'expérience du mouvement, de la lutte collective, de ses discussions tactiques et stratégiques, peut permettre à des sections significatives de notre classe de dépasser sa condition de victime du capitalisme pour se voir comme son bourreau – dépassant par le même processus les directions réformistes.

La lutte des révolutionnaires doit donc favoriser, au quotidien, le mouvement comme école de la révolution pour le plus grand nombre. Cela veut dire construire le mouvement pour le faire gagner par en bas, et y défendre les intérêts de la classe travailleuse dans son ensemble. C'est dans ce cadre que

la lutte contre le réformisme a lieu : comme le réformisme a un pied sur le terrain et dans la conscience de la majorité de notre classe, c'est une lutte aux côtés des réformistes sincères sans cacher nos différences, en essayant de démontrer par la pratique et au plus grand nombre la supériorité des stratégies révolutionnaires, sur les quartiers et sur les lieux de travail. C'est le penchant pratique de la simple et nécessaire dénonciation des trahisons des directions réformistes.

Quand les révolutionnaires font par en haut

Les organisations révolutionnaires sont loin d'être immunisées contre la pression du réformisme. Cette dernière se manifeste de différentes manières, mais a toujours pour effet de ramener les organisations révolutionnaires à des raccourcis et des pratiques par en haut. Par exemple, le travail au sein des appareils bureaucratiques syndicaux avec pour objectif d'en prendre la tête pour les orienter vers des positions plus radicales. Ce n'est pas une question de posture : pour gravir les

échelons bureaucratiques, il faut faire des compromis avec cet appareil et y manœuvrer en coulisses au lieu de mener ses luttes au grand jour.

Ou encore, on peut se réfugier dans la croyance que c'est le parti qui fait la révolution, donc que le mouvement ne sert qu'à construire le parti. Cela mène concrètement à la constitution de "fronts" du mouvement (AG intersyndicales, collectifs antiracistes, sections syndicales, etc.) techniquement verrouillés et contrôlés a priori par les organisations révolutionnaires, au lieu de gagner la direction du mouvement par la lutte ouverte contre le réformisme et la démonstration au plus grand nombre de la supériorité des stratégies révolutionnaires.

Enfin, un autre travers est celui du sectarisme, de la mise à distance du mouvement pour y construire une organisation à sa marge, avec ses codes bien définis et sa volonté de mettre en avant, en toute occasion, ce qui la distingue du reste de la classe plutôt que ce qu'elle a en commun.

RÉVOLUTIONNAIRES EN PÉRIODE ÉLECTORALE : QUE FAIRE ?

LA CLASSE DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, LA CLASSE OUVRIÈRE, REGROUPE EN FRANCE PLUSIEURS DIZAINES DE MILLIONS DE SALARIÉ·ES, DE RETRAITÉ·ES ET DE JEUNES PLUS OU MOINS SCOLARISÉ·ES. POUR NOUS, ELLE EST POTENTIELLEMENT ET COLLECTIVEMENT, L'AGENT DE LA RÉVOLUTION

Il y a pourtant un - gros - problème : seule une fraction, très minoritaire, est révolutionnaire. Une fraction bien plus importante est réactionnaire. Plusieurs millions votent même désormais pour le Rassemblement National. L'énorme majorité se situe entre ces deux pôles.

Plus de dix millions votent régulièrement pour « la gauche ». Une vingtaine de millions ne votent pas. Mais pas par conviction révolutionnaire. Parce qu'ils et elles n'en ont pas le droit ou par défiance envers les partis existants.

Lors du dernier mouvement sur les retraites de 2023, près de 9 membres de notre classe sur 10 soutenaient le mouvement : 30 millions. Ils et elles ont, en très grande majorité, suivi la stratégie de l'Intersyndicale. Pas celle du soulèvement général, de la grève et des occupations. Celle de la délégation et de la pression sur le vote des parlementaires.

Voilà la réalité : l'énorme majorité de notre classe considère que, s'il est possible, le changement ne peut s'obtenir que par l'intermédiaire de

bon·nes dirigeant·es et au travers des institutions. Grâce aux élections.

Capitalisme et consentement

Cette conviction a des bases. Elle vient du fonctionnement du capitalisme.

Sous le féodalisme, il n'y avait pas d'élections, pas d'égalité « juridique ». Le paysan travaillait une partie de son temps sur sa terre et une autre sur celle du seigneur. Ou il pouvait ne travailler que sur sa terre mais devait fournir une partie de sa production au seigneur. L'exploitation était directe, évidente. La domination de la classe dirigeante reposait essentiellement sur la force. Le seigneur pouvait exploiter le paysan parce qu'il était à la fois le dirigeant politique et économique.

Le capitalisme est le premier système de classe où la domination s'impose principalement par le consentement des exploité·es. La contrainte existe bien sûr. Elle domine même parfois dans des régimes « d'exception » (dictature, fascisme...). Mais le régime le plus stable est la démocratie parlementaire. Les élections sont à la fois un des moyens et une des expressions du consentement.

Cela s'explique par le fait que l'exploitation y est masquée. Le rapport entre patrons et travailleur·euses apparaît comme un rapport contractuel entre employeur et employé·e où le salaire serait la rétribution du travail fourni et le profit la rétribution du capital.

La politique, la gestion de la société, apparaît comme un terrain séparé de l'économie où ouvrier·es et capitalistes font face à l'Etat et aux institutions en tant que citoyen·nes égaux en droit. La démocratie bourgeoise, forme de domination de classe, apparaît comme « la démocratie ».

Consentement et réformisme

Le consentement a donc une base dans ces formes mystifiées que prend le capitalisme : politique comme domaine indépendant de l'économie et contractualisation du rapport d'exploitation. Il n'en reste pas moins que, même masqués, les ressorts réels du capitalisme jouent et s'expriment en intérêts de classe et crises du Capital.

Cette « double-nature » du capitalisme (entre rapport contractuel ouvert à la

négociation et rapport d'antagonisme) se reflète dans le réformisme, conception d'une amélioration graduelle et par les institutions. Le révolutionnaire russe, Lénine, la caractérisait comme « *relai des idées dominantes au sein de la classe ouvrière* ».

Le réformisme repose sur les idées dominantes : il existera toujours des patrons et des travailleur·euses, il faut un Etat, neutre et détenteur du monopole de la violence, pour empêcher le désordre, la majorité n'a ni les capacités, ni les moyens de gérer la société etc. Mais en tant que conscience particulière des travailleur·euses, le réformisme reflète aussi leur position de classe, la nécessité de limiter l'appétit du Capital et les inégalités, l'aspiration à une plus juste rétribution des richesses etc.

Le domaine des élections est celui où s'exprime de la manière la plus évidente cette « conscience contradictoire » selon les termes du communiste italien Antonio Gramsci. Elles sont un moyen et une expression du consentement.

Limites du consentement

Moyen du consentement : le vote est la démonstration de l'égalité formelle, sa preuve apparente. Les élections proclament la séparation du champ de la politique de celui de l'économie. Et le résultat du vote légitime le fonctionnement du système comme produit des choix collectifs : « les peuples ont les gouvernements qu'ils méritent ! ».

Expression du consentement : les élections cristallisent – au travers des programmes réformistes et de la compétition électorale – l'espoir du changement et sa délégation aux candidat·es.

Mais cette réalité de surface se heurte aux processus de fond du capitalisme : la classe ouvrière n'est pas seulement une composante du capital. Elle en est aussi l'antagoniste.

Le salaire n'est pas la rétribution de tout le travail effectué par les travailleur·euses. Il n'est que la valeur de ce qui est nécessaire pour produire et reproduire leur force de travail. Une partie de la journée de travail suffit à produire cette valeur. Le reste est volé par le capitaliste comme profit. Le profit n'est donc pas la « juste » rétribution des moyens de production fournis par le capitaliste.

La concurrence oblige les capitalistes à augmenter toujours la part de leurs profits en baissant par tous les moyens la part qui va aux salaires : en intensifiant le travail ou en le rendant plus productif. C'est ce qui crée l'antagonisme permanent et irréductible entre travailleur·euses et capitalistes. Cet antagonisme n'est pas un rapport entre individus, c'est un rapport social, collectif et conflictuel, entre classes.

Ce rapport collectif, antagoniste et conflictuel n'est pas simplement économique. La lutte de classe qu'il génère est politique. La démocratie parlementaire n'est qu'une des formes assurant la domination de classe de la bourgeoisie, classe des exploiteurs.

Pas les élections... et pourtant les élections

On comprend donc à quel point le terrain sur lequel peut être combattu efficacement le capitalisme est étranger aux élections.

Sauf que... si le réformisme est dominant au sein de notre classe, la période des élections est un des moments de politisation majeur. Des dizaines de milliers de travailleurs et travailleuses et d'étudiant·es participent à des réunions publiques, des millions jugent les programmes, les revendications, les analyses des forces qui se présentent.

Soudain, les collègues, les voisin·es, les membres de la famille, qui discutent rarement de politique, se mettent à avoir un avis, à élaborer des stratégies.

Les révolutionnaires ne peuvent alors mettre dans le même sac celles et ceux qui expriment leurs intérêts de classe et revendiquent l'égalité des droits avec celles et ceux qui défendent la collaboration de classe et la discrimination, etc. Impossible de renvoyer dos-à-dos un·e collègue qui défend Mélenchon et un·e collègue qui défend Le Pen au nom de : « pfff les élections c'est de la merde... ».

Nous ne sommes pas non plus indifférent·es au résultat du vote. L'un peut susciter une attente, l'autre une démoralisation : « tu vois, il n'y a que des racistes... ».

Nous n'avons jamais vu de manifestations de joie de notre classe, dans nos quartiers, dans nos lieux

de travail, suite à la victoire des candidat·es de la droite. La progression des fascistes ne se traduit pas par des manifestations d'enthousiasme mais par des ratonnades.

Alors... ne pas désertier la période électorale, ne pas être neutre face aux différents choix tout en luttant contre les illusions réformistes... comment faire ?

Des principes et des tactiques

Il existe différentes tactiques qui ont été utilisées par les révolutionnaires au moment des élections : présenter des candidat·es pour utiliser les élections comme tribune, appeler à voter pour des candidat·es de gauche tout en restant indépendant·es et critiques, boycotter les élections...

Le danger est de faire de ces tactiques des principes. Par exemple, certains courants révolutionnaires jugent qu'il faut absolument « en être ». Qu'on n'existe pas politiquement sans présenter de candidat·es aux élections. Ce qui est le comble pour des révolutionnaires !

De même certains courants pensent qu'il ne faut jamais soutenir de candidat·es, même de manière indépendante. Mais comment convaincre des millions de travailleurs et travailleuses de l'impasse de la voie électorale au communisme sans qu'ils et elles n'en fassent l'expérience ? Soit-elle douloureuse...

Voilà quelques principes sur lesquels devrait se baser, à chaque échéance, notre tactique électorale.

Unité des luttes

La priorité c'est de construire, renforcer, élargir les organisations de lutte. La politisation des périodes électorales est une occasion pour proposer l'engagement dans des fronts de lutte et dans les organisations. C'est dans cette construction que doivent aller l'essentiel de nos ressources. Aucune campagne ne peut entrer en contradiction avec cette priorité. Présenter des candidat·es révolutionnaires doit donc être exceptionnel.

Barrer la route aux fascistes

C'est notamment le cas pour la lutte contre le fascisme. Les périodes électorales doivent être des périodes de mobilisation unitaire intense contre la campagne électorale des fascistes, les priver de toute légitimité et de toute apparition publique.

Position de classe 1

Notre choix électoral est guidé par le renforcement de la confiance et du rapport de force, dans la société en général et dans notre classe en particulier, en faveur de nos collègues, nos voisin·es qui défendent des positions de classe, de solidarité internationale, etc.

Nous devons appeler à voter pour les candidat·es réformistes qui défendent des positions de classe contre les candidat·es de la classe dirigeante, de droite ou macronistes (et bien sûr fascistes). Nous refusons de présenter ou soutenir des candidatures révolutionnaires qui mettent en danger la victoire de ces candidat·es uniquement pour « témoigner ».

Position de classe 2

Jamais de soutien à des candidat·es qui ne sont pas de notre classe y compris contre le fascisme. Tout vote pour des candidat·es de la classe dirigeante est une légitimation de sa politique et affaiblira toute capacité de résistance. Ce vote renforce le développement du fascisme en légitimant ses idées et en le présentant comme la seule alternative à l'establishment.

Indépendance politique

Dans tous les cas, les révolutionnaires conservent leur indépendance politique. Il n'y a pas de marchandage avec les candidat·es réformistes, de négociations pour apporter le soutien. Nous conservons notre capacité de critique aussi bien sur le contenu des revendications, la forme de la campagne et la stratégie générale. Nous construisons une alternative à la voie réformiste et ne favorisons pas l'illusion que la transformation de la société puisse se faire par délégation et en utilisant l'Etat.

Construire l'alternative

Cette indépendance est absolument cruciale pour construire une alternative. L'impasse du réformisme et les trahisons de ses dirigeant·es au pouvoir sont des expériences par lesquelles doivent passer des millions de prolétaires. Cela peut engendrer la démoralisation et la passivité.

Sauf si cette expérience s'articule avec l'existence - concrète et visible - d'autres possibilités, d'une autre stratégie. L'une de ces possibilités est l'existence de formes d'auto-organisation dans chaque quartier, chaque lieu de travail. Hors de cela le reste n'est que mots creux et dénonciations stériles.

Mais il faut aussi qu'existe une autre direction, politique, globale, à prendre. Aussi bien en termes d'analyse du système que de stratégie : une organisation révolutionnaire.



UNE APPROCHE SANS TABOU NI ROMANTISME DE LA LUTTE ARMÉE

LES SOCIÉTÉS DE CLASSES SONT DES SOCIÉTÉS DE
CONFLITS. L'HISTOIRE A DÉMONTRÉ À DE
NOMBREUSES REPRISES QUE CES CONFLITS
PEUVENT SE DÉVELOPPER EN CONFLITS ARMÉS

De ce fait, l'armement d'une classe dirigeante pour se maintenir au pouvoir est une caractéristique systématique des sociétés de classes qu'elles soient fondées sur l'esclavage, le servage ou le salariat.

Si la question de l'armement se pose alors pour la classe opprimée. Dans notre cas, nous sommes même confronté·es à la classe dirigeante la plus armée de l'histoire de l'humanité. Le génocide en cours en Palestine, les millions de mort·es de la Première et de la Seconde Guerre mondiale, la bombe nucléaire, etc. On peut illustrer malheureusement de nombreuses manières le degré de destruction des armées levées et équipées sous le capitalisme. Ce qui est certain, c'est que leur potentiel de destruction semble illimité.

Mais parce que la force de la classe ouvrière n'est pas de la même nature que la force de la classe bourgeoise, la manière avec laquelle elle devra l'exercer et en dernier recours employer les armes doit également être différente. C'est toute la question de la lutte armée et de son approche qu'il est indispensable de développer.

Non-violent, vraiment ?

Aborder la question de la lutte armée c'est nécessairement se confronter à celle de la violence. Sans que cela résolve totalement la question posée, il est important pour l'aborder sur de bonnes bases de revenir sur certaines luttes historiques et leur rapport à la

non-violence. Les exemples les plus souvent cités sont celui du « Civil Rights Movement » incarné par Martin Luther King dans les années 1950 aux Etats-Unis et celui du mouvement de libération nationale de l'Inde avec Gandhi.

La tactique de la non-violence du « Civil Rights Movement » ne découle pas d'un principe politique mais plutôt de la stratégie du mouvement qui sur une période visait à convaincre le gouvernement américain d'intervenir. Quand l'analyse a été faite qu'il n'y avait plus rien à attendre du gouvernement, les tactiques ont également évolué. Ainsi, à partir de 1965, on peut voir par exemple les leaders d'une des organisations majeures du mouvement, le « Student Nonviolent Coordinating Committee », parler de résistance armée.

En Inde, Gandhi a incarné le mouvement de libération nationale, ce qui ne signifie pas que l'ensemble des composantes de ce mouvement suivaient sa direction politique. En réalité, ce fut un mouvement dont la plupart des participant·es étaient tout à fait prêt·es à utiliser la violence quand elle leur semblait nécessaire. Et c'est bien une combinaison de grèves de masse, de rébellions paysannes, d'attaques armées contre des postes de police et de sabotages qui va faire plier les Britanniques. Gandhi, bloqué dans une approche purement moraliste de la violence, en condamnera systématiquement tout usage alors même qu'elle est au cœur des pratiques du

mouvement de masse de libération nationale et au cœur de certains des coups qui auront fait le plus mal aux Britanniques, comme lors de la mutinerie des soldats de la marine nationale de 1946, qui accélérera la route vers l'indépendance.

Pas de raccourci

En réalité, il est impossible de se confronter à la classe dirigeante, encore moins de contester son hégémonie, sans se confronter à la violence, sans s'organiser pour y faire face, sans anticiper et préparer son éventuel emploi et en dernier recours sans poser la question de son exercice. Cela ne signifie pas que la violence ou la lutte armée est le meilleur moyen d'avancer en tout point du développement du mouvement ou du processus révolutionnaire, mais il serait catastrophique de penser qu'il ne faudra pas l'utiliser.

Le point à partir duquel tout mouvement confronté à la question de l'usage de la violence devra se forger, c'est de ne jamais la considérer comme un raccourci à l'émancipation qui ne pourra être l'œuvre que des travailleuses et travailleurs elles-mêmes et eux-mêmes, qu'importent les conditions. Il faut donc que la lutte armée, forme organisée de violence qu'il faudra exercer, participe à cette émancipation sans s'y substituer.

Et même si la situation exige que les questions d'organisation de la violence se posent pour des questions défensives, s'il faut se préparer face à une attaque de fascistes contre un piquet de grève, une occupation ou une manifestation, il faudra privilégier par tous les moyens possibles les tactiques qui répondent aux exigences de la situation tout en forgeant et renforçant l'ensemble du mouvement dans ses capacités de riposte pour la suite.

Quant à affirmer que la révolution sera violente, l'histoire le démontre et cela ne signifie absolument pas qu'elle s'exerce uniquement sur le champ de la confrontation armée. Ce serait affronter un Etat à l'endroit où il est le plus fort sans l'avoir préalablement affaibli. Il faudra qu'un ensemble d'actions et de facteurs viennent empêcher l'Etat d'exercer alors toute sa puissance de feu : un mouvement de masse, des grèves de transports, de communication, des sabotages, des mutineries, etc.

Posé à l'échelle d'une révolution, l'ampleur des événements semble rendre presque impossible d'en tirer la moindre conclusion pratique pour aujourd'hui. Il faut bien entendu prendre en compte les différences fondamentales qu'impliquent les écarts d'échelle entre la question d'une confrontation révolutionnaire et la situation actuelle en France, mais il y a des enseignements à tirer dans cette conclusion. Le premier est qu'il nous faut combattre dès aujourd'hui les tendances qui s'expriment soit dans le sens d'une condamnation systématique de la violence soit qui feront de l'exercice de la violence le moteur de l'émancipation au lieu de la mise en mouvement de la classe ouvrière.

Ni tabou, ni romantisme

Tabou ou romantisme sont deux pièges qui se retrouvent à tous les stades de développement de la lutte des classes dès lors qu'il s'agit de violence organisée. Toutes celles et ceux qui se sont impliqués dans des mouvements de lutte pour l'émancipation, dans des révolutions, s'y sont confrontés.

Ne pas dépasser le stade du tabou, c'est prendre le risque de laisser une minorité s'emparer de la question de la violence ou de la lutte armée qui deviennent et surtout se limitent alors à une affaire de professionnel·les, d'expert·es qui n'envisagent cette élaboration qu'en se séparant de la classe pour se préparer et agir. Car il y a une dimension hautement technique et pratique dans la lutte armée, dans l'exercice d'une violence organisée : une préparation, du matériel, des entraînements, un savoir-faire, etc. Toute forme de tabou vis-à-vis de la lutte armée aura pour conséquence de laisser à une minorité le soin de se poser toutes ces questions pourtant si importantes quand il s'agira de porter le coup final ou de se défendre.

Et le romantisme attribuera à la lutte armée une auréole mythique dont l'expression la plus extrême est de l'envisager comme la seule pratique révolutionnaire digne de ce nom. Cette tendance trouve ses reflets dans la fétichisation de la radicalité qui va faire qu'une action serait par essence plus efficace qu'une autre, plus à même de faire progresser la classe par son seul aspect subversif. Ce travers combine une sous-estimation des forces de l'Etat et du capital, même en temps de crise, ainsi qu'un refus de faire de la mise

en mouvement de la majorité le point de départ de l'implication dans le mouvement.

Si cette approche sans tabou ni romantisme ne permet pas de résoudre les questions pratiques auxquelles tout mouvement confronté à la question de la violence devra se poser, elle permet de rappeler que le succès du mouvement ne réside pas dans la violence organisée elle-même. La clef réside dans la justesse de la politique que la direction du mouvement prendra et cette justesse ne se jugera qu'à la réponse qu'elle apporte aux conditions du temps et du lieu. La violence organisée ne sera qu'une partie de cette juste politique et il ne suffira pas de prendre à bras le corps la question de la violence pour être sur la bonne route, en revanche ce sera nécessaire.

Une question brûlante

Le caractère offensif ou défensif d'une lutte armée est suffisamment déterminant pour avoir des implications pratiques et théoriques totalement différentes, mais pas assez pour que les expériences qui en sont faites soient de natures totalement distinctes. Autrement dit, confrontée à la fois à un Etat répressif et à la montée du danger fasciste, à une police violente et des groupuscules fascistes, aux violences racistes, notre classe se pose déjà la question de la lutte armée et de la violence organisée, à une échelle embryonnaire, mais la question est là et des expériences sont menées.

La défense de la ZAD de Notre-Dame-Des-Landes

On a vu de véritables opérations militaires à la ZAD lors des expulsions : brouillage des communications, surveillance technologique, opérations de déstabilisation, assauts de brigades de gendarmerie équipées de blindés, d'hélicoptères, de drones et utilisation d'armes désormais trop bien connues de celles et ceux qui manifestent ces dernières années (flashball, tireurs de grenades, matraques, boucliers, etc.) Pour cela, des dizaines de milliers de personnes ont participé à organiser cette défense, à repousser les assauts, à contourner les pièges, à surprendre l'adversaire. Se confronter à ces enjeux, c'est faire l'expérience de la lutte armée, peu importe la réponse qu'on y apporte.

Les révoltes après la mort de Nahel

Pendant plusieurs jours, des milliers de jeunes vont répondre au meurtre raciste de Nahel par la révolte. Il n'est pas nécessaire d'étudier en détail les moyens utilisés pour rattacher cette expérience à celle de la lutte armée, il suffit pour cela de regarder la nature et le nombre des cibles. Des centaines de commissariats et gendarmeries attaqués, des centaines de bâtiments officiels ciblés, parce qu'identifiés à l'Etat. Considérer que ces révoltes avaient un caractère de lutte armée ne signifie pas que la seule manière d'y prendre part était sur le terrain de la lutte armée. Il fallait afficher une solidarité concrète et celle-ci aurait pu se construire par la grève ou en tout cas par l'action de militant·es afin de construire la grève. La tâche semble insurmontable tant la gauche en général a condamné ces révoltes, tant il pouvait sembler impossible d'argumenter seulement pour arracher un soutien affiché, ça n'en reste pas moins ce qu'il nous faut construire. Et, sans que cela suffise à en faire la juste politique, il est important de noter que c'était également la demande formulée par la famille de Nahel.

Contre les fascistes

Le danger fasciste augmente, non seulement les groupuscules fascistes passent de plus en plus ouvertement à la violence, mais les partis fascistes (RN, Reconquête) dont l'audience électorale ne cesse d'augmenter font de plus en plus ouvertement appel à la mise en mouvement sur le terrain. Les fascistes attaquent déjà des cortèges de manifestations, des quartiers, des locaux, des événements, des piquets de grève, des occupations. Tant qu'on ne leur opposera pas une riposte antifasciste à la hauteur de la menace et de l'urgence, ce danger et ses attaques augmenteront. Cette réponse à la hauteur doit bien entendu inclure la violence des fascistes dans les moyens dont elle se dote. Mais cette question, parce qu'il nous faut le faire sans tabou ni romantisme, doit concerner bien plus que quelques groupes spécialisés car c'est l'ensemble de notre classe qui doit la résoudre. Poser à une échelle la plus large possible la question de la violence des fascistes, du militant de terrain à Marine Le Pen, c'est évidemment s'organiser pour se défendre physiquement, mais c'est également et en première instance poser la question de la vraie nature des fascistes, de ce qui la distingue de la bourgeoisie.

FAUT-IL UN PARTI POUR FAIRE LA RÉVOLUTION ?

SE POSER LA QUESTION DU PARTI, C'EST SE
POSER CELLE DE L'ORGANISATION DES
RÉVOLUTIONNAIRES POUR LA RÉVOLUTION

La révolution n'est pas pour nous une vue de l'esprit, mais une étape nécessaire du développement historique : le socialisme excluant la domination d'une minorité, la révolution sera le processus d'émancipation de toute la classe travailleuse.

Ce postulat se heurte pourtant à un constat : cette classe n'est pas spontanément révolutionnaire. Elle est soumise à l'idéologie dominante, celle de la classe dominante. Heureusement, les idées peuvent changer, notamment par la lutte. Le mouvement collectif permet à la classe d'affirmer son autonomie et de contester l'idéologie dominante. Mais cette transformation, si elle repose sur la seule expérience pratique, rencontre des limites.

La révolution n'est pas automatique

Le problème posé par l'idéologie dominante n'est pas d'abord moral, mais social. Les idées ne tombent pas du ciel : elles sont un reflet de l'environnement et de la vie matérielle. A une autre échelle, cela conduit au binôme de la base et de la superstructure. Comme l'a écrit Marx dans la Préface à la Critique de l'économie politique,

« le mode de production de la vie matérielle conditionne le processus de vie sociale, politique et intellectuel en général ».

Une conception matérialiste simpliste pourrait en déduire que la superstructure est strictement subordonnée à la base : changeons les rapports de production et les institutions, et l'idéologie évoluera d'elle-même. La réalité est plus

complexe. Si la superstructure est conditionnée par la base, elle dispose d'une relative autonomie, notamment parce qu'elle contribue à reproduire les rapports sociaux existants.

Toute classe qui entreprend de transformer les rapports de production se trouve donc confrontée aux institutions et aux idéologies qui les perpétuent. Deux voies sont alors possibles : accepter l'idéologie conservatrice et limiter sa propre pratique de transformation, ou remettre cette idéologie en cause et élaborer une nouvelle conception du monde à partir de cette pratique.

Si nous voulons construire une société fondée sur l'égalité des rapports de production, nous serons confronté-es aux institutions qui organisent la division sociale et aux idéologies qui la justifient. Nous serons confronté-es à l'Etat et aux conceptions qui rationalisent son existence. Il nous faut donc nous détacher de toute entente idéologique avec la classe dominante et produire notre propre conception du monde. Cette lutte idéologique est une dimension essentielle de la lutte révolutionnaire.

Son enjeu est de nous armer théoriquement afin d'étayer notre pratique. Sans cela, sous le poids des consciences façonnées par l'ordre existant, l'enthousiasme révolutionnaire risque de céder au premier dilemme. Les êtres humains ne choisissent certes pas les conditions dans lesquelles ils font l'Histoire, mais ce sont bien eux qui la font.

Il ne faut toutefois pas tomber dans le volontarisme. Les êtres humains ne peuvent pas agir contre vents et

marées. Lorsque le calme plat règne, inutile de courir sur le pont : le navire n'avancera pas sans vent. Mais lorsque le vent souffle, encore faut-il savoir le prendre. Ni volontarisme, ni mécanisme : il faut agir en adéquation avec les conditions.

Georg Lukács appelle « instant » une situation dans laquelle « les tendances essentielles » d'un processus se concentrent et où « une décision doit être prise concernant l'orientation future du processus ». Les révolutions ne sont évidemment pas des processus linéaires débouchant sur un Grand Soir. Mais cette conception prend tout son sens lorsqu'on considère les moments insurrectionnels.

L'histoire du mouvement ouvrier l'illustre. Les expériences d'Octobre 1917 en Russie et de la dynamique révolutionnaire de 1973 au Chili montrent que la décision de s'insurger ou non, c'est-à-dire de faire tomber le pouvoir d'Etat au profit d'organes de pouvoir populaires, peut constituer un tournant décisif entre révolution et contre-révolution. Dans le premier cas, l'initiative révolutionnaire l'emporte ; dans le second, la passivité réformiste peut ouvrir la voie à la défaite.

Comme le résume Lénine dans La faillite de la IIe Internationale, « toute situation révolutionnaire n'engendre pas nécessairement une révolution », car il faut ajouter aux facteurs objectifs « le facteur subjectif : l'aptitude de la classe révolutionnaire à l'action révolutionnaire ».

Vers une stratégie révolutionnaire

Ce dont nous avons besoin est donc d'un ensemble théorique résolument tourné vers l'action : une boussole révolutionnaire qui ne s'impose pas à la classe, mais permet d'orienter ses décisions et de porter des initiatives dans les moments décisifs. Nous appelons cela une stratégie. Et une stratégie : 1 - s'élabore, 2 - s'applique et 3 - se corrige.

Sur son élaboration, rappelons le Manifeste du parti communiste :

« Les conceptions théoriques des communistes [...] ne sont que l'expression générale des conditions réelles d'une lutte de classes existante, d'un mouvement historique qui s'opère sous nos yeux ».

Des luttes ont lieu quotidiennement et chaque expérience peut conduire celles et ceux qui y participent à contester l'idéologie dominante. Des grévistes qui exigent une hausse des salaires interrogent ainsi l'organisation du travail : la vente de la force de travail contre un salaire est-elle simplement une transaction libre, parfois dévoyée par quelques patrons malhonnêtes, ou le produit d'une organisation sociale fondée sur l'exploitation ? De même, les violences sexistes et sexuelles relèvent-elles uniquement de trajectoires individuelles, ou d'une société où la domination masculine s'exerce notamment par une violence banalisée ?

La théorie révolutionnaire ne sort donc pas du néant. Elle répond aux débats qui traversent le mouvement et pousse la contestation jusqu'à ses conclusions logiques. Pour théoriser, il faut pratiquer, être soi-même en lutte : il ne peut y avoir de séparation entre celles et ceux qui pensent et celles et ceux qui font.

Mais aucune pratique individuelle ne peut suffire à produire une conception globale de la société. Chaque expérience est située et partielle. Les expériences de lutte doivent donc être confrontées, les connaissances accumulées et mises en commun, et les expériences historiques de la classe étudiées. La théorie révolutionnaire est nécessairement une production collective.

Une stratégie n'existe cependant pas pour faire joli : elle doit guider l'action. Comme l'écrit Trotsky,

« le trait le plus incontestable de la révolution, c'est l'intervention directe des masses dans les événements historiques ».

Cela implique deux choses. D'abord, une stratégie, aussi juste soit-elle, serait inutile si elle n'était portée que par un groupe affinitaire. Si son élaboration doit être collective, son application doit elle aussi être menée à l'échelle de la classe. Il faut donc permettre aux stratégies révolutionnaires d'être diffusées et appropriées à une échelle de masse.

Ensuite, la révolution transforme elle-même celles et ceux qui la font. Lénine rappelle ainsi « l'énorme action éducatrice et organisatrice de la révolution ». Lorsque la classe entière entre en mouvement, son imagination et sa créativité sont décuplées. Une théorie

élaborée avant ce mouvement reste nécessairement le produit d'une situation donnée. Les expériences nouvelles doivent donc modifier à leur tour l'élaboration stratégique.

Il ne doit ainsi pas y avoir d'opposition entre élaboration et application, mais une relation dialectique dans laquelle chacune transforme et renforce l'autre.

Le Parti comme opérateur stratégique

La construction d'une stratégie passe donc par l'organisation collective. Cette tâche revient naturellement à la « fraction la plus résolue » de la classe, non dans le but de « professionnaliser la politique », mais parce qu'il faut commencer dès aujourd'hui à construire l'instrument capable d'élaborer et de porter une stratégie révolutionnaire.

Nos organisations sont nécessairement minoritaires en dehors des périodes de mobilisation massive, à l'image des idées qu'elles défendent. Mais lorsque des explosions sociales surviennent et que des millions d'individus entrent en lutte, beaucoup peuvent être gagnés aux idées révolutionnaires. En 1917, le parti bolchevique passe ainsi de 79 000 à 170 000 membres en quatre mois, alors même que son mot d'ordre « Tout le pouvoir aux Soviets » est particulièrement radical. En Espagne, le POUM passe d'environ 8 000 membres en 1935 à 60 000 en 1936.

Faut-il alors attendre une situation révolutionnaire pour nous organiser ? Certainement pas. Une situation révolutionnaire, caractérisée par l'éveil politique de millions de personnes, exige des organisations politiques conséquentes. C'est en ce sens que nous entendons le mot « parti » : un instrument de lutte à grande échelle, auquel la classe fait confiance et dont la stratégie est massivement assimilée.

Une telle organisation doit aussi être capable de « naviguer à vue ». Cette capacité ne s'acquiert pas spontanément dans une situation révolutionnaire. Elle demande des années d'expérience collective, durant lesquelles ses membres apprennent à débattre, à produire des analyses politiques et à construire un socle théorique commun. Cet apprentissage doit commencer dès aujourd'hui.

Une question décisive demeure : comment éviter que l'organisation révolutionnaire ne se substitue à la

classe au cours du processus révolutionnaire ? Comment faire en sorte que le parti reste un instrument entre les mains de la classe ouvrière et ne transforme pas ses propres intérêts en une fin distincte de ceux de la classe ?

Nous n'avons pas de réponse toute faite. Quelques pistes peuvent toutefois être avancées. La diffusion de pratiques anti-autoritaires dans les organisations révolutionnaires peut être utile, mais la garantie fondamentale contre le substitutisme ne dépend pas uniquement du fonctionnement interne du parti. Des révolutionnaires comme Cliff, Mandel ou Harman insistent sur un autre facteur décisif : l'activité autonome de la classe.

L'expérience de la révolution russe permet de l'illustrer. Selon Ernest Mandel :

« les années 1918 et 1919 furent des sommets dans l'auto-activité autonome de la classe ouvrière russe, autant et même davantage que l'année 1917 ». Cette autonomie était notamment liée à la stratégie bolchevique de 1917, fondée sur le mot d'ordre « Tout le pouvoir aux Soviets ».

La situation change profondément après trois années de guerre civile. La classe ouvrière et ses organes d'auto-organisation sont décimés, tandis que la confiance et les forces disponibles s'effondrent. Dans ces conditions, le parti peut être conduit à se substituer à une classe devenue incapable d'exercer elle-même son pouvoir. Tony Cliff le résume ainsi : « *Le substitutisme, comme tout fétichisme, fut le reflet d'une impasse sociale* ».

La question du parti ne peut donc être séparée de celle de l'autonomie de la classe. Le parti n'a de sens que comme instrument de cette autonomie : il doit contribuer à préparer les révolutionnaires, à élaborer une stratégie collective et à intervenir dans les moments décisifs, sans jamais se confondre avec la classe elle-même.

Il ne s'agit donc pas de choisir entre spontanéité et organisation, ni entre théorie et pratique. Il s'agit de construire une organisation capable de transformer l'expérience des luttes en stratégie, puis de soumettre cette stratégie à l'épreuve du mouvement réel. Le parti révolutionnaire ne fait pas la révolution à la place de la classe : il doit contribuer à ce que la classe soit en mesure de la faire elle-même.

POUR ALLER PLUS LOIN

RECOMMANDATIONS DE DIVERSES RESSOURCES
QUI PEUVENT AIDER À MIEUX COMPRENDRE OU
PERMETTRE D'APPROFONDIR LES QUESTIONS ET
DÉBATS ABORDÉS DANS CETTE BROCHURE

Recommandations de lecture

Pour commencer avec Marx
(sur marxists.org) :

- *Le Manifeste du parti communiste* (1847, une petite dizaine de pages)
- *Travail salarié et Capital* (1847, 4 pages)
- *Salaires, prix et profits* (1865, une trentaine de pages)

Autres recommandations :

- Une bonne introduction des idées de Marx : Alex Callinicos, *Les idées révolutionnaires de Karl Marx*, éditions Syllepse.
- Un livre magistral sur l'histoire : Chris Harman, *Une histoire populaire de l'humanité*, éditions La Découverte.
- Sur le thème de la révolution par en bas et pour une critique des organisations révolutionnaires qui veulent changer les choses en faisant des raccourcis, lire « *Les 2 âmes du socialisme* », Hal Draper, disponible sur marxists.org
- L'essai *Réforme sociale ou révolution ?* de Rosa Luxemburg, publié en 1899, pose de bonnes bases pour saisir les différences d'objectifs entre le réformisme et l'orientation révolutionnaire.

- A2C a publié plusieurs brochures thématiques utiles pour approfondir les analyses, parmi lesquelles « *Comprendre le fascisme pour mieux le combattre* » ou encore « *Impérialisme, la trajectoire du Capital* ».

Recommandations audio

Disponibles sur les plateformes d'écoute (Deezer, Spotify, Apple Podcasts) ou sur notre site.

- *Le matérialisme : comment Marx est devenu marxiste ?*
- *Faut-il un parti pour faire la révolution ? Lequel, et comment le construire ?*
- *Pourquoi le capitalisme mène à la guerre ? Qu'est-ce que l'impérialisme ?*



SOMMAIRE

Partie 1 QUI PEUT CHANGER LE MONDE ?

Qui est-ce qu'on attend pour foutre le feu ?
p.8

Class first ? Penser le lien entre oppressions et exploitation
A partir de l'exemple du validisme
p.10

Théorie des privilèges et intersectionnalité
Qu'ont à dire les marxistes à ces sujets ?
p.12

Une seule solution : la grève politique !
De la théorie à la pratique, la grève féministe n'est pas automatique
p.14

Partie 2 TRAJECTOIRE DU CAPITAL

La Chine est-elle un rempart face à l'impérialisme ?
p.18

Les révolutionnaires doivent-ils demander à Macron d'armer l'Ukraine ?
p.20

Comment soutenir les luttes de libération nationale ?
p.22

Entre la milice et la cravate, le fascisme en tension
p.24

Face au fascisme, quelle unité pour notre classe ?
p.26

Partie 3 UNE SEULE SOLUTION...

Les promesses et les impasses du réformisme
A partir de l'exemple Chilien
p.30

Le chemin vers la révolution passe-t-il par les syndicats ?
p.32

Qu'est-ce qu'une révolution ?
Le socialisme par en bas pour tout changer
p.34

Révolutionnaires en période électorale : que faire ?
p.36

Une approche sans tabou ni romantisme de la lutte armée
p.39

Faut-il un parti pour faire la révolution ?
p.41

AUTONOMIEDECLASSE.ORG

Nous contacter



@autonomie
de classe



A2C@
riseup.net

EN PODCAST SUR



DEEZER



APPLE



SPOTIFY

SEPT 2026
Prix libre